

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

# **CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DE FRANCHE-COMTE**

*Société coopérative à capital et personnel variables régie par les dispositions du Livre V du Code monétaire et financier au capital de 77 970 330,00 euros*

*Siège social : 11, avenue Elisée Cusenier 25000 BESANCON  
384 899 399 R.C.S BESANCON*

Arrêtés par le Conseil d'administration de Crédit Agricole de Franche-Comté  
En date du 31 janvier 2025 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 27 mars 2025.

## **A - COMPTES INDIVIDUELS AU 31/12/2024**

### **I – Annexes aux comptes individuels**

#### **BILAN AU 31 DECEMBRE 2024**

##### **ACTIF**

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2024	31/12/2023
<b>OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES</b>		<b>441 228</b>	<b>490 161</b>
Caisse, banques centrales		64 060	64 595
Effets publics et valeurs assimilées	5	252 652	251 363
Créances sur les établissements de crédit	3	124 516	174 203
<b>OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE</b>	3	<b>1 411 755</b>	<b>956 986</b>
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	4	<b>12 703 850</b>	<b>12 793 188</b>
<b>OPERATIONS SUR TITRES</b>		<b>753 576</b>	<b>519 085</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	561 329	472 099
Actions et autres titres à revenu variable	5	192 247	46 986
<b>VALEURS IMMOBILISEES</b>		<b>1 024 042</b>	<b>1 003 765</b>
Participations et autres titres détenus à long terme	6-7	896 829	886 923
Parts dans les entreprises liées	6-7	57 269	46 736
Immobilisations incorporelles	7		
Immobilisations corporelles	7	69 944	70 106
<b>CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE</b>			
<b>ACTIONS PROPRES</b>			
<b>COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS</b>		<b>185 262</b>	<b>182 612</b>
Autres actifs	8	100 661	75 478
Comptes de régularisation	8	84 601	107 134
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>16 519 713</b>	<b>15 945 797</b>

##### **PASSIF**

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2024	31/12/2023
<b>OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES</b>		<b>62 521</b>	<b>57 742</b>
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	10	62 521	57 742
<b>OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE</b>	<b>10</b>	<b>8 472 058</b>	<b>8 165 674</b>
<b>COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE</b>	<b>11</b>	<b>5 523 498</b>	<b>5 178 973</b>
<b>DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE</b>			
<b>COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS</b>		<b>389 971</b>	<b>522 143</b>
Autres passifs	12	249 930	313 051
Comptes de régularisation	12	140 041	209 092
<b>PROVISIONS ET DETTES SUBORDONNEES</b>		<b>361 525</b>	<b>367 660</b>
Provisions	13-14-15	127 610	134 441
Dettes subordonnées	16	233 915	233 219
<b>FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)</b>		<b>65 699</b>	<b>65 699</b>
<b>CAPITAUX PROPRES HORS FRBG</b>	<b>17</b>	<b>1 644 441</b>	<b>1 587 906</b>
Capital souscrit		77 970	77 970
Primes d'émission		119 047	119 047
Réserves		1 382 751	1 321 086
Ecarts de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		64 673	69 803
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>16 519 713</b>	<b>15 945 797</b>

### HORS-BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2024	31/12/2023
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		<b>1 088 113</b>	<b>1 137 984</b>
Engagements de financement	25	741 369	805 176
Engagements de garantie	25	345 652	331 486
Engagements sur titres	25	1 092	1 322
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		<b>5 113 635</b>	<b>5 117 105</b>
Engagements de financement	25	15 399	12 890
Engagements de garantie	25	5 097 144	5 102 893
Engagements sur titres	25	1 092	1 322

Les opérations de change Hors-bilan et les opérations sur instruments financiers à terme sont présentées respectivement en note 22 et 23.

### COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	31	411 425	387 183
Intérêts et charges assimilées	31	-326 441	-301 038
Revenus des titres à revenu variable	32	47 259	39 082
Commissions (Produits)	33	173 196	168 497
Commissions (Charges)	33	-47 604	-48 083
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	34	6 637	6 533
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	35	201	2 340
Autres produits d'exploitation bancaire	36	1 810	9 135

Autres charges d'exploitation bancaire	36	-1 224	-1 010
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>265 259</b>	<b>262 639</b>
Charges générales d'exploitation	37	-176 869	-178 999
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-7 429	-6 826
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>80 961</b>	<b>76 814</b>
Coût du risque	38	-10 348	-7 828
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>70 613</b>	<b>68 986</b>
Résultat net sur actifs immobilisés	39	1 699	1 568
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>		<b>72 312</b>	<b>70 554</b>
Résultat exceptionnel	40		
Impôts sur les bénéfices	41	-7 639	-13 251
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées			12 500
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>		<b>64 673</b>	<b>69 803</b>

## Note 1 CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

### Note 1.1 Cadre juridique et financier

La Caisse régionale de Crédit Agricole de Franche-Comté est une société coopérative à capital variable régie par les articles L.512-20 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées à la Caisse régionale de Crédit Agricole de Franche-Comté, 45 Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

La Caisse régionale de Crédit Agricole de Franche-Comté est agréée, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Au 31 décembre 2024, la Caisse régionale de Crédit Agricole de Franche-Comté fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.511-30 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même, 62,45 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée depuis le 14 décembre 2001, Crédit Agricole SA est à ce jour cotée sur Euronext Paris compartiment A.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 37,55 %.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

### Note 1.2 Relations internes au Crédit Agricole



## Mécanismes financiers internes

L'appartenance de la Caisse régionale de Crédit Agricole de Franche-Comté au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

- Comptes ordinaires des Caisses régionales

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe.

- Comptes d'épargne à régime spécial

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan d'épargne-logement, livret épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

- Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne non réglementées (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc....) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50% des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition. Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

- Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB – Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

- Opérations en devises

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

- Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées ».

**Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire**

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite Bank Recovery and Resolution Directive « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 201/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« *extended SPE* ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes

plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2 <sup>[1]</sup>. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette <sup>[2]</sup>, c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

### **Note 1.3 Événements significatifs relatifs à l'exercice 2024**

---

<sup>[1]</sup> Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF

<sup>[2]</sup> Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF

Contrôle Fiscal

Un contrôle fiscal a débuté le 21 mai 2024 pour la Caisse Régionale du Crédit Agricole Franche-Comté portant sur les exercices 2021 et 2022. La proposition de rectification a été reçu le 20 décembre 2024 et a fait l'objet d'un provisionnement dans les comptes.

FCT Crédit Agricole Habitat 2024

Au 31/12/2024, une nouvelle opération de titrisation (FCT Crédit Agricole Habitat 2024) a été réalisée au sein du groupe Crédit Agricole, portant sur les créances habitat des Caisses régionales et LCL, le 27 mars 2024. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto-souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s’est traduite par une cession de prêts à l’habitat octroyés par les Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2024 pour un montant de 1,67 milliard d’euros.

Les Caisses régionales ont souscrit pour 166,7 millions d’euros de titres subordonnés et pour 750 millions d’euros de titres senior (émission auto-souscrite uniquement).

Pour l’émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d’investisseurs (gestionnaires d’actifs (61%) et établissements de crédit (39%)) pour un montant de 750 M€.

Note 1.4 Evénements postérieurs à l'exercice 2024

Crédit Agricole Franche-Comté n'est pas concerné par des éléments postérieurs à l'exercice 2024.

Note 2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers de Crédit Agricole de Franche-Comté sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, la Caisse régionale de Crédit Agricole de Franche-Comté publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de Crédit Agricole de Franche-Comté est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements	Date de 1ère application : opérations ou exercices ouverts à compter du
Règlement ANC N° 2023-05 du 10 novembre 2023 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général	01/01/2024
Règlement ANC N° 2024-02 du 5 juillet 2024 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général	01/01/2024
Règlement ANC N° 2024-03 du 6 septembre 2024 modifiant le règlement ANC N° 2017-02 du 5 juillet 2017 aux comptes annuels et consolidés du groupe Action Logement	01/01/2024

Règlement ANC N° 2024-01 du 5 avril 2024 modifiant le règlement ANC N° 2021-09 du 5 novembre 2021 relatif au plan comptable des organismes de placement collectif immobilier	Opérations à compter du 24/12/2024
Règlement N° 2020-07 du 4 décembre 2020 relatif aux comptes annuels des organismes de placement collectif à capital variable	01/10/2023
Règlement N° 2021-09 du 5 novembre 2021 relatif aux comptes annuels des organismes de placement collectif immobilier	01/10/2023
Règlement ANC N° 2022-03 modifiant le règlement ANC N° 2020-07 du 4 décembre 2020 relatif aux comptes annuels des organismes de placement collectif à capital variable	01/10/2023

## **Note 2.1 Créances et engagements par signature**

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

La rubrique clientèle inclut les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, opérations internes au Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y compris les intérêts courus non échus.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En application du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Le traitement comptable du risque de crédit est défini ci-après.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours sains et douteux.

### **Créances saines**

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées, elles demeurent dans leur poste d'origine.

- Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés

Crédit Agricole de Franche-Comté constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les 12 mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée

de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

- La notion de perte de crédit attendue « Expected Credit Loss » ou « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de dépréciation des encours.

Le groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

L'estimation des ECL intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Son appréciation s'appuie largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les *floors* qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut ("*Loss Given Default*" ou "LGD").

Les modalités de détermination de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie ; et représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE (Taux d'Intérêt Effectif) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la somme des flux décaissés et encaissés au titre de l'émission ou de l'acquisition d'un crédit et la valeur actuelle des flux contractuels à recevoir de la contrepartie sur la durée de vie effective de cet encours.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que Crédit Agricole de Franche-Comté ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. La prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima annuellement.

Les données macro-économiques prospectives (« *Forward Looking* ») sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. Crédit Agricole de Franche-Comté applique des paramètres complémentaires pour le *Forward Looking* sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagement de financement et de garantie sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

- Dégradation significative du risque de crédit

Crédit Agricole de Franche-Comté apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Le Stage 1 correspond à des ECL à 12 mois, le Stage 2 correspond à des ECL à maturité. Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- Un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le *Forward Looking* pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille d'ECL à 12 mois à un ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

#### 1. Critère relatif

Pour apprécier le caractère significatif de la dégradation relative du risque de crédit, des seuils sont calibrés régulièrement en fonction des probabilités de défaut à maturité qui incluent l'information prospective en date de clôture et en date de comptabilisation initiale.

Ainsi, un instrument financier est classé en Stage 2 (ECL à maturité), si le ratio entre la probabilité de défaut de

l'instrument en date de clôture d'une part et celle en date de comptabilisation initiale d'autre part est supérieur au seuil multiplicatif défini par le Groupe.

Ces seuils sont déterminés par portefeuille homogène d'instruments financiers en s'appuyant sur la segmentation du dispositif prudentiel de gestion des risques.

Le Groupe décline également systématiquement en *Stage 2* dès lors que la probabilité de défaut à date est supérieure à 3 fois la probabilité de défaut à l'origine et si la probabilité de défaut à date est supérieure à 0,3%.

Ce critère en variation relative est complété par un critère en variation absolue de la probabilité de défaut de +30bp. Lorsque la probabilité de défaut à un an est inférieure 0,3%, le risque de crédit est considéré « non significatif ».

## 2. Critère absolu

Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole, quand la probabilité de défaut à 1 an en date de clôture est supérieure à 15 % pour la clientèle de détail et 12% pour la grande clientèle, la dégradation du risque est considérée comme significative et l'instrument financier classé en *Stage 2*.

Le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil de dégradation significative et de classement en *Stage 2*.

L'instrument financier est classé en *Stage 2* en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé (*Stage 2*).

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Stage 1*).

Afin de suppléer le fait que certains facteur ou indicateur de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'encours ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie ;
- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).



Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

### **Créances douteuses**

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- L'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse.

Parmi les encours douteux, Crédit Agricole de Franche-Comté distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

### **Risque de crédit**

Le calcul du montant des pertes attendues sur le risque de crédit doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques de l'exercice 2024, marqué par une dégradation de l'environnement économique global. Dans ce contexte, le Groupe a revu ses prévisions macro-économiques (forward looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit. La Caisse Régionale a également procédé à une revue de son portefeuille de crédits et a mis à jour le forward looking local appliqué sur les filières considérées à risques.

- Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par Crédit Agricole de Franche-Comté par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

- Traitement comptable des dépréciations

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément au règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque les effets de désactualisations des dépréciations.

### **Passage en perte**

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, Crédit Agricole de Franche-Comté le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

### **Risques-pays**

Les risques-pays (ou risques sur engagements internationaux) sont constitués du montant total des engagements non compromis, de bilan ou de hors-bilan, portés par un établissement directement ou au travers de structures dites de défaisance, sur des débiteurs privés ou publics résidant dans les pays recensés par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ou dont la bonne fin dépend de la situation de débiteurs privés ou publics résidant dans de tels pays.

### **Créances restructurées**

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés

pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité ou des difficultés financières. Les créances renégociées sont décomptabilisées. La fraction restant à étaler des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction est enregistrée dans le compte de résultat à la date de cette renégociation, dans la mesure où il est considéré qu'un nouvel encours a pris naissance.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en déduction de l'actif et dotée en coût du risque

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période d'observation à minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

## **Note 2.2     Portefeuille Titres**

Les règles relatives à la comptabilisation du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

### **Titres de placement**

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

#### **Obligations et autres titres à revenu fixe**

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix

d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

#### Actions et autres titres à revenu variable

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des Organismes de Placements Collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêté) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens du règlement ANC 2014-07, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

#### Titres d'investissement

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels Crédit Agricole de Franche-Comté dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément au règlement ANC 2014-07.

#### Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.

- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.
- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

### **Prix de marché**

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- Les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,
- Si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, Crédit Agricole de Franche-Comté détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, Crédit Agricole de Franche-Comté utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

### **Dates d'enregistrement**

Crédit Agricole de Franche-Comté enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

### **Pensions livrées**

Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille

dont ils sont issus.

### **Reclassement de titres**

Conformément au règlement ANC 2014-07, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- Du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance,
- Du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

Crédit Agricole de Franche-Comté n'a pas opéré, en 2024, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07.

### **Note 2.3     Immobilisations**

Crédit Agricole de Franche-Comté applique le règlement ANC 2014-03 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

En cas de mali technique de fusion, celui-ci est comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté, en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Il est ensuite amorti puis déprécié et sorti du bilan, le cas échéant selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par Crédit Agricole de Franche-Comté, à la suite de l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
-----------	-----------------------

Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	35 ans
Second œuvre	20 ans
Installations techniques	12 ans
Agencements	10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	5 ans (linéaire)

Enfin, les éléments dont dispose Crédit Agricole de Franche-Comté sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

#### **Note 2.4 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- Comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
- Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

#### **Note 2.5 Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dettes, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

Crédit Agricole de Franche-Comté applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers versées aux Caisses régionales sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

## **Note 2.6      Provisions**

Crédit Agricole de Franche-Comté applique le règlement ANC 2014-03 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques-pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

Crédit Agricole de Franche-Comté a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période.
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Epargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07.

## **Note 2.7      Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.)**

Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par Crédit Agricole de Franche-Comté à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

## **Note 2.8      Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels**

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant



représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

### **Opérations de couverture**

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A. (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

### **Opérations de marché**

Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07),
- La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » de l'article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

### **Risque de contrepartie sur les dérivés**

Conformément au règlement ANC 2014-07, Crédit Agricole de Franche-Comté intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories a et d de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs. (CVA - *Credit Valuation Adjustment*).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de Crédit Agricole de Franche-Comté.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- Prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS (Credit Default Swap) nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indiciels ;
- En l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

## **Note 2.9      Opérations en devises**

A chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

Les actifs en devises détenus de façon durable, comprenant les dotations aux succursales, les immobilisations, les titres d'investissement, les titres de filiale et de participation en devises financés en euros restent convertis au cours du jour d'acquisition (historique). Cependant, une provision peut être constituée lorsque l'on constate une dépréciation durable du cours de change relative aux participations de Crédit Agricole de Franche-Comté à l'étranger.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation - Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 2014-07, Crédit Agricole de Franche-Comté a mis en place une comptabilité multidevises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

## **Note 2.10      Engagements hors-bilan**

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour Crédit Agricole de Franche-Comté.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

## **Note 2.11      Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement**

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord du 04 mai 2023, modifié par l'avenant du 04 juin 2024

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

## **Note 2.12      Avantages au personnel postérieurs à l'emploi**

**Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies**

Crédit Agricole de Franche-Comté a appliqué la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- Soit la date de prise de service du membre du personnel ;
- Soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation.

En application de ce règlement, Crédit Agricole de Franche-Comté provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Depuis 2021, Crédit Agricole de Franche-Comté applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

Pour l'exercice 2024, Crédit Agricole de Franche-Comté maintient sa méthode historique de détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date de prise de service du membre du personnel.

Crédit Agricole de Franche-Comté a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

Crédit Agricole de Franche-Comté a fait le choix de reconnaître les écarts actuariels à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime (méthode du corridor), par conséquent le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement,
- Majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles) restant à étaler,
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

#### **Plans de retraite – régimes à cotisations définies**

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, Crédit Agricole de Franche-Comté n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

### **Note 2.13** Souscription d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise, avec une décote maximum de 30 %, ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevées d'une période d'incessibilité de 5 ans. Ces souscriptions d'actions sont comptabilisées conformément aux dispositions relatives aux augmentations de capital.

### **Note 2.14** Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de Crédit Agricole de Franche-Comté.

### **Note 2.15** Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

Crédit Agricole de Franche-Comté a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, Crédit Agricole de Franche-Comté constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

## **Note 3** CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
<i>(En milliers d'euros)</i>								
<b>Établissements de crédit</b>								
Comptes et prêts :								
à vue	59 916				59 916	263	60 179	118 242
à terme (1)	173	780	2 743	57 734	61 430	62	61 492	53 110
Prêts subordonnés				2 790	2 790	55	2 845	2 851
<b>Total</b>	<b>60 089</b>	<b>780</b>	<b>2 743</b>	<b>60 524</b>	<b>124 136</b>	<b>380</b>	<b>124 516</b>	<b>174 203</b>
<b>Dépréciations</b>								
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>							<b>124 516</b>	<b>174 203</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>								
Comptes ordinaires	99 432				99 432		99 432	242 364
Comptes et avances à terme	125 481	47 592	1 012 996	119 061	1 305 130	7 193	1 312 323	714 622
<b>Total</b>	<b>224 913</b>	<b>47 592</b>	<b>1 012 996</b>	<b>119 061</b>	<b>1 404 562</b>	<b>7 193</b>	<b>1 411 755</b>	<b>956 986</b>
<b>Dépréciations</b>								
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>							<b>1 411 755</b>	<b>956 986</b>
<b>TOTAL</b>							<b>1 536 271</b>	<b>1 131 189</b>

(1) La créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) est présentée en déduction des comptes d'épargne à régime spécial présentés au passif du bilan (Cf. note 30 Epargne centralisée).

**Commentaires :**

Les prêts subordonnés et participatifs consentis aux établissements de crédit s'élèvent à 2 845 milliers d'euros. Parmi les créances sur les établissements de crédit, aucune n'est éligible au refinancement de la banque centrale.

Opérations internes au Crédit Agricole : en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse régionale auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre des Relations Financières Internes.

**Note 4      OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE****Note 4.1      Opérations avec la clientèle - analyse par durée résiduelle**

	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
<i>(En milliers d'euros)</i>								
Créances commerciales	5 184				5 184		5 184	4 951
Autres concours à la clientèle	583 912	1 175 201	4 350 337	6 606 933	12 716 383	25 296	12 741 679	12 817 349
Comptes ordinaires débiteurs	66 709				66 709	1 053	67 762	69 609
Dépréciations							-110 775	-98 721
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>							<b>12 703 850</b>	<b>12 793 188</b>

Les prêts subordonnés et participatifs consentis à la clientèle s'élèvent à 774 milliers d'euros.

Parmi les créances sur la clientèle 1 129 818 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2024 contre 1 717 948 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Le montant des créances restructurées pour difficultés financières inscrites en encours douteux au moment de la restructuration s'élève à 48 516 milliers au 31 décembre 2024 d'euros contre 44 901 milliers d'euros au 31 décembre 2023. Elles conservent la qualification de « créances restructurées » jusqu'à la fin de leur vie.

**Note 4.2      Opérations avec la clientèle - Analyse par zone géographique**

	31/12/2024	31/12/2023
<i>(En milliers d'euros)</i>		
France (y compris DROM-COM)	12 614 486	12 684 627
Autres pays de l'U.E.	6 990	7 358
Autres pays d'Europe	158 999	165 357
Amérique du Nord	5 224	5 700
Amérique Centrale et du Sud	76	96
Afrique et Moyen-Orient	850	992
Asie et Océanie (hors Japon)	1 421	1 641
Japon	230	258
<b>Total en principal</b>	<b>12 788 276</b>	<b>12 866 029</b>
Créances rattachées	26 349	25 880
Dépréciations	-110 775	-98 721
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>12 703 850</b>	<b>12 793 188</b>

**Note 4.3      Opérations avec la clientèle - Encours douteux et dépréciations par zone géographique**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
------------------------------	------------	------------

	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
France (y compris DROM-COM)	12 640 638	235 396	101 351	-109 455	-56 945	12 710 322	213 721	87 045	-97 275	-51 654
Autres pays de l'U.E.	6 998	143	141	-76	-75	7 365	162	159	-86	-85
Autres pays d'Europe	159 176	2 958	1 283	-1 238	-741	165 523	3 019	1 647	-1 351	-826
Amérique du Nord	5 232	5	5	-5	-5	5 710	5			
Amérique Centrale et du Sud	76					96				
Afrique et Moyen-Orient	852	1		-1		993				
Asie et Océanie (hors Japon)	1 422					1 642	10		-9	
Japon	231					258				
TOTAL	12 814 625	238 503	102 780	-110 775	-57 766	12 891 909	216 917	88 851	-98 721	-52 565

Note 4.4 Opérations avec la clientèle - Analyse par agents économiques

	31/12/2024					31/12/2023				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
(En milliers d'euros)										
Particuliers	7 606 578	107 361	38 814	-40 373	-19 191	7 682 709	97 606	34 720	-36 930	-17 640
Agriculteurs	1 410 980	23 403	8 615	-13 661	-5 871	1 389 515	24 198	8 650	-13 506	-6 425
Autres professionnels	1 072 730	36 643	22 224	-18 376	-11 979	1 087 811	37 420	16 394	-17 143	-8 770
Clientèle financière	245 971	6 091	2 254	-3 678	-1 551	225 056	4 823	1 784	-2 820	-1 283
Entreprises	2 003 880	62 953	30 187	-33 961	-18 716	1 972 205	50 738	27 072	-27 664	-18 335
Collectivités publiques	413 058					472 388				
Autres agents économiques	61 428	2 052	686	-726	-458	62 225	2 132	231	-658	-112
TOTAL	12 814 625	238 503	102 780	-110 775	-57 766	12 891 909	216 917	88 851	-98 721	-52 565

Note 5 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE

	31/12/2024					31/12/2023
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
(En milliers d'euros)						
Effets publics et valeurs assimilées :				252 110	252 110	250 839
Créances rattachées				542	542	524
VALEUR NETTE AU BILAN				252 652	252 652	251 363
Obligations et autres titres à revenu fixe (1):						
Emis par organismes publics				193 851	193 851	169 206
Autres émetteurs		39 175		325 651	364 826	301 043
Créances rattachées		383		2 274	2 657	1 853
Dépréciations		-5			-5	-3
VALEUR NETTE AU BILAN		39 553		521 776	561 329	472 099
Actions et autres titres à revenu variable		194 275			194 275	48 287
Dépréciations		-2 028			-2 028	-1 301
VALEUR NETTE AU BILAN		192 247			192 247	46 986
TOTAL		231 800		774 428	1 006 228	770 448
Valeurs estimatives		236 275		714 478	950 753	715 167

(1) dont 8 621 milliers d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2024 et 7 521 milliers d'euros au 31 décembre 2023

Valeurs estimatives :

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à 4 859 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre 3 076 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse.

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 2 708 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre 3 868 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

La valeur estimée des moins-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à -59 841 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre -59 849 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

### Note 5.1 Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) : ventilation par grandes catégories de contrepartie

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Administration et banques centrales (y compris Etats)	99 904	80 350
Etablissements de crédit	201 651	177 212
Clientèle financière	217 584	66 587
Collectivités locales	93 947	88 856
Entreprises, assurances et autres clientèles	139 866	105 531
<b>Total en principal</b>	<b>752 952</b>	<b>518 536</b>
Créances rattachées	2 657	1 853
Dépréciations	-2 033	-1 304
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>753 576</b>	<b>519 085</b>

### Note 5.2 Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable

(En milliers d'euros)	31/12/2024				31/12/2023			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable	558 677	252 110	194 275	1 005 062	470 249	250 839	48 287	769 375
Dont titres cotés	549 527	252 110		801 637	461 153	250 839		711 992
Dont titres non cotés (1)	9 150		194 275	203 425	9 096		48 287	57 383
Créances rattachées	2 657	542		3 199	1 853	524		2 377
Dépréciations	-5		-2 028	-2 033	-3		-1 301	-1 304
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>561 329</b>	<b>252 652</b>	<b>192 247</b>	<b>1 006 228</b>	<b>472 099</b>	<b>251 363</b>	<b>46 986</b>	<b>770 448</b>

(1) La répartition des parts d'OPC est la suivante :

- OPC français 185 694 milliers d'euros (dont OPC français de capitalisation 145 995 milliers d'euros)
- OPC étrangers 297 milliers d'euros (dont OPC étrangers de capitalisation 297 milliers d'euros)

Les OPC figurent à l'actif du bilan pour 185 991 d'euros. Leur valeur estimative au 31 décembre 2024 s'élève à 190 344 d'euros.

La répartition de l'ensemble des OPC par nature est la suivante au 31 décembre 2024 :

(En milliers d'euros)	Valeur d'inventaire	Valeur liquidative
OPC monétaires	40 019	41 032
OPC obligataires	104 986	105 311
OPC actions	40 986	44 001
<b>TOTAL</b>	<b>185 991</b>	<b>190 344</b>

### Note 5.3 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Valeur Brute		9 899	198 067	350 711	558 677	2 657	561 334	472 102
Dépréciations							-5	-3
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>		<b>9 899</b>	<b>198 067</b>	<b>350 711</b>	<b>558 677</b>	<b>2 657</b>	<b>561 329</b>	<b>472 099</b>
Valeur Brute	23 829		150 246	78 035	252 110	542	252 652	251 363
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>23 829</b>		<b>150 246</b>	<b>78 035</b>	<b>252 110</b>	<b>542</b>	<b>252 652</b>	<b>251 363</b>

Note 5.4

Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par zone géographique

	31/12/2024	31/12/2023
	Encours bruts	Encours bruts
(En milliers d'euros)		
France (y compris DROM-COM)	460 595	453 675
Autres pays de l'U.E.	350 192	267 413
Total en principal	810 787	721 088
Créances rattachées	3 199	2 377
Dépréciations	-5	-3
VALEUR NETTE AU BILAN	813 981	723 462

Note 6

TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES

Sauf mention spécifique, les données présentées sont des informations au 31 décembre 2024.

(En milliers d'euros)											
INFORMATIONS FINANCIERES	Devise	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB ou chiffre d'affaires hors taxes (à préciser) du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
					Brutes	Nettes					
FILIALES ET PARTICIPATIONS											
Participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de Crédit Agricole											
Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit											
Participations dans des établissements de crédit											
CREDIT AGRICOLE NEXT BANK (SUISSE)	CHF	308 764		12,60%	40 376	40 376				11 865	1121
SAS RUE DE LA BOETIE	EURO	4 033 306		1,86%	411 425	411 425				1 895 511	36548
BATIFRANC	EURO	35 384		5,95%	1 618	1 618				282	5
Autres parts dans les entreprises liées											
SAS CREDIT AGRICOLE France COMTE INVESTISSEMENT	EURO	8 000		100,00%	8 000	8 000	2 660			-518	
SAS FCDF	EURO	9 450		100,00%	9 450	9 092	36 235			-284	
FCCAI	EURO	878		100,00%	1 155	230	429			-848	
Autres titres de participations											
SACAM MUTUALISATION	EURO	18 556 677		1,76%	326 000	326 000				262 902	4512
SAS SACAM IMMOBILIER	EURO	173 273		2,33%	4 230	4 230				4 447	56
SAS SACAM DEVELOPPEMENT	EURO	725 471		1,77%	12 939	12 939	7 001			72 131	689
SAS SACAM INTERNATIONAL	EURO	469 221		1,86%	16 705	13 041				90 492	501
SAS SACAM FIRECA	EURO	69 334		2,10%	2 043	1 114				-4 586	
SAS SACAM PARTICIPATIONS	EURO	62 558		2,27%	1 643	1 643				2 749	
SAS SACAM AVENIR	EURO	277 623		2,10%	8 143	5 820				-48	
SACAM ASSURANCE CAUTION	EURO	13 713		2,42%	1 224	1 224				3 555	84
SACAM NEOPRO	EURO	45 169		1,99%	899	897				-15	
SAS CREDIT AGRICOLE CAPITAL PME	EURO	52 664		12,07%	6 582	6 582				12 548	1437
AKTYA (SAIEMB)	EURO	27 675		7,24%	2 291	2 291				343	4
SAS C2MS	EURO	53 053		1,80%	1 724	1 724				6 204	38
SAS DELTA	EURO	79 550		2,04%	1 620	1 620				-34	
GRANDS CRUS INVESTISSEMENTS	EURO	44 992		4,71%	4 000	4 000				-954	
CAPS (CTCAM)	EURO	511		1,44%	872	667				-651	
SEDIA	EURO	15 027		7,68%	938	938				414	
SAS CREDIT AGRICOLE CAPITAL PME 2	EURO	100 000		10,00%	10 000	10 000				85	
SACAM TRANSITION ENERGIE	EURO	400 193		1,91%	7 660	7 660				-8.2	
ESTEY SAS	EURO	22 066		1 %	267	267					
ENR	EURO	9239		19 %	1 723	1 723					



HEMERE	EURO	1 500	32 %	480	480				
Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1% du capital de Crédit Agricole Franche-Comté									
Parts dans les entreprises liées dans les établissements de crédit									
Participations dans des établissements de crédit	EURO	288 410		2 615	2 615				174
Autres titres de participations	EURO	72 266		728	728	65			6
<b>TOTAL PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES ET PARTICIPATIONS</b>				<b>863 928</b>	<b>1 176 552</b>	<b>46 390</b>	<b>0</b>		<b>45175</b>

### Valeur estimative des titres de participation

	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
<i>(En milliers d'euros)</i>				
<b>Parts dans les entreprises liées</b>				
Titres non cotés	18 605	25 000	18 605	25 621
Avances consolidables	39 325	38 981	28 874	28 453
Créances rattachées	965	965	451	451
Dépréciations	-1 626		-1 194	
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>57 269</b>	<b>64 946</b>	<b>46 736</b>	<b>54 525</b>
<b>Titres de participation et autres titres détenus à long terme</b>				
<b>Titres de participation</b>				
Titres non cotés	883 138	1 367 966	856 899	1 274 772
Avances consolidables	7 066	7 066	25 511	25 511
Créances rattachées	88	88	267	267
Dépréciations	-7 257		-9 023	
<b>Sous-total titres de participation</b>	<b>883 035</b>	<b>1 375 120</b>	<b>873 654</b>	<b>1 300 550</b>
<b>Autres titres détenus à long terme</b>				
Titres non cotés	14 167	14 422	13 380	13 941
Dépréciations	-373		-111	
<b>Sous-total autres titres détenus à long terme</b>	<b>13 794</b>	<b>14 422</b>	<b>13 269</b>	<b>13 941</b>
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>896 829</b>	<b>1 389 542</b>	<b>886 923</b>	<b>1 314 491</b>
<b>TOTAL DES TITRES DE PARTICIPATION</b>	<b>954 098</b>	<b>1 454 488</b>	<b>933 659</b>	<b>1 369 016</b>

	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
<i>(En milliers d'euros)</i>				
<b>Total valeurs brutes</b>				
Titres non cotés	915 910		888 884	
<b>TOTAL</b>	<b>915 910</b>		<b>888 884</b>	

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

## Note 7 VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE

### Immobilisations financières

	01/01/2024	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements (1)	31/12/2024
<i>(En milliers d'euros)</i>					
<b>Parts dans les entreprises liées</b>					
Valeurs brutes	18 605				18 605
Avances consolidables	28 874	10 880	-429		39 325
Créances rattachées	451	514			965
Dépréciations	-1 194	-516	84		-1 626
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>46 736</b>	<b>10 878</b>	<b>-345</b>		<b>57 269</b>

<b>Titres de participation et autres titres détenus à long terme</b>					
<b>Titres de participation</b>					
Valeurs brutes	856 899	45 542	-19 303		883 138
Avances consolidables	25 511		-18 445		7 066
Créances rattachées	267		-179		88
Dépréciations	-9 023	-100	1 866		-7 257
<b>Sous-total titres de participation</b>	<b>873 654</b>	<b>45 442</b>	<b>-36 061</b>		<b>883 035</b>
<b>Autres titres détenus à long terme</b>					
Valeurs brutes	13 380	811	-24		14 167
Dépréciations	-111	-284	22		-373
<b>Sous-total autres titres détenus à long terme</b>	<b>13 269</b>	<b>527</b>	<b>-2</b>		<b>13 794</b>
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>886 923</b>	<b>45 969</b>	<b>-36 063</b>		<b>896 829</b>
<b>TOTAL</b>	<b>933 659</b>	<b>56 847</b>	<b>-36 408</b>		<b>954 098</b>

(1) La rubrique "Autres mouvements" présente notamment l'effet des variations de cours de change sur la valeur des actifs immobilisés en devises.

### **Immobilisations corporelles et incorporelles**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>01/01/2024</b>	<b>Augmentations (acquisitions)</b>	<b>Diminutions (cessions, échéance)</b>	<b>Autres mouvements (1)</b>	<b>31/12/2024</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Valeurs brutes	204 029	6 246	-3 828	1 346	207 793
Amortissements et dépréciations	-133 923	-7 429	3 503		-137 849
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>70 106</b>	<b>-1 183</b>	<b>-325</b>	<b>1 346</b>	<b>69 944</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Valeurs brutes	7 633		-40		7 593
Amortissements et dépréciations	-7 633		40		-7 593
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>					
<b>TOTAL</b>	<b>70 106</b>	<b>-1 183</b>	<b>-325</b>	<b>1 346</b>	<b>69 944</b>

(1) La rubrique "Autres mouvements" comprends :

- Le changement des chauffages - climatisation ;
- L'acquisition d'immeubles pour les agences de Besançon Saint-Claude et Devecey ;
- La fin de chantier des agences de Maïche et Besançon Témis ;
- Le déploiement du photovoltaïque.

### **Note 8 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>Autres actifs (1)</b>		
Instruments conditionnels achetés	233	530
Comptes de stock et emplois divers	832	929
Débiteurs divers (2)	99 568	73 960
Comptes de règlement	28	59
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>100 661</b>	<b>75 478</b>
<b>Comptes de régularisation</b>		
Comptes d'encaissement et de transfert	20 158	33 391
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	149	318
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers	55	
Charges constatées d'avance	144	359
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme	8 416	12 160
Autres produits à recevoir (3)	54 835	59 405

Autres comptes de régularisation	844	1 501
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>84 601</b>	<b>107 134</b>
<b>TOTAL</b>	<b>185 262</b>	<b>182 612</b>

(1) Les montants incluent les créances rattachées.

(2) dont 3 494 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024 contre 3 494 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (Directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Au titre de l'exercice 2024, il n'y a pas eu de contribution sous forme d'engagements irrévocables de paiement ni de versement sous forme de cotisation.

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel complémentaire pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 128 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 101 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

(3) Les produits à recevoir sur créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) sont présentés en déduction des dettes rattachées sur comptes d'épargne à régime spécial au passif du bilan (Cf. note 30 Epargne centralisée).

## Note 9 DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF

(En milliers d'euros)	Solde au 01/01/2024	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31/12/2024
Sur créances clientèle	98 721	47 177	-33 787	-1 341	5	110 775
Sur opérations sur titres	1 304	764	-35			2 033
Sur valeurs immobilisées	11 661	901	-1 971			10 591
Sur autres actifs	358	150	-121			387
<b>TOTAL</b>	<b>112 044</b>	<b>48 992</b>	<b>-35 914</b>	<b>-1 341</b>	<b>5</b>	<b>123 786</b>

## Note 10 DETTE ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
<i>(En milliers d'euros)</i>								
<b>Établissements de crédit</b>								
Comptes et emprunts :								
à vue	249				249		249	3 005
à terme	45	500	2 000	59 280	61 825	447	62 272	54 737
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>294</b>	<b>500</b>	<b>2 000</b>	<b>59 280</b>	<b>62 074</b>	<b>447</b>	<b>62 521</b>	<b>57 742</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>								
Comptes ordinaires	5 338				5 338		5 338	2 946
Comptes et avances à terme	642 607	1 448 522	4 484 733	1 870 777	8 446 639	20 081	8 466 720	8 162 728
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>647 945</b>	<b>1 448 522</b>	<b>4 484 733</b>	<b>1 870 777</b>	<b>8 451 977</b>	<b>20 081</b>	<b>8 472 058</b>	<b>8 165 674</b>
<b>TOTAL</b>	<b>648 239</b>	<b>1 449 022</b>	<b>4 486 733</b>	<b>1 930 057</b>	<b>8 514 051</b>	<b>20 528</b>	<b>8 534 579</b>	<b>8 223 416</b>

Opérations internes au Crédit Agricole : Ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A. et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse régionale [Cf. *Cadre Juridique et Financier*].

## Note 11 COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE

### Note 11.1 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par durée résiduelle

	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
<i>(En milliers d'euros)</i>								
Comptes ordinaires créditeurs	3 606 033				3 606 033	4 326	3 610 359	3 657 469
Comptes d'épargne à régime spécial (1) :	40 195				40 195		40 195	44 682
à vue	40 195				40 195		40 195	44 682
Autres dettes envers la clientèle :	386 235	352 678	780 711	317 418	1 837 042	35 902	1 872 944	1 476 822
à vue	13 655				13 655	1	13 656	10 256
à terme	372 580	352 678	780 711	317 418	1 823 387	35 901	1 859 288	1 466 566
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>4 032 463</b>	<b>352 678</b>	<b>780 711</b>	<b>317 418</b>	<b>5 483 270</b>	<b>40 228</b>	<b>5 523 498</b>	<b>5 178 973</b>

(1) Les Comptes d'épargne à régime spécial sont présentés sous déduction de la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) (Cf. note 30 Epargne centralisée).

### Note 11.2 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par agents économiques

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Particuliers	2 305 725	2 143 986
Agriculteurs	387 942	393 776
Autres professionnels	285 962	266 045
Clientèle financière	333 797	299 303
Entreprises	1 947 654	1 825 561
Collectivités publiques	7 573	8 113
Autres agents économiques	214 617	214 495
<b>Total en principal</b>	<b>5 483 270</b>	<b>5 151 279</b>
Dettes rattachées	40 228	27 694
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>5 523 498</b>	<b>5 178 973</b>

## Note 12 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

	31/12/2024	31/12/2023
<i>(En milliers d'euros)</i>		
<b>Autres passifs (1)</b>		
Instruments conditionnels vendus	233	530
Créditeurs divers	215 999	280 579
Versements restant à effectuer sur titres	33 698	31 942
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>249 930</b>	<b>313 051</b>
<b>Comptes de régularisation</b>		

Comptes d'encaissement et de transfert	33 897	45 334
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	132	277
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers	16	
Produits constatés d'avance	50 517	46 474
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	4 993	5 859
Autres charges à payer	40 543	73 618
Autres comptes de régularisation	9 943	37 530
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>140 041</b>	<b>209 092</b>
<b>TOTAL</b>	<b>389 971</b>	<b>522 143</b>

(1) Les montants incluent les dettes rattachées.

## Note 13 PROVISIONS

(En milliers d'euros)	Solde au 01/01/2024	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Solde au 31/12/2024
Provisions pour engagements de retraite et assimilés		37			37
Provisions pour autres engagements sociaux	808	311		-353	766
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	18 170	32 624		-34 680	16 114
Provisions pour litiges fiscaux (1)	22	1 457	-13	-25	1 441
Provisions pour autres litiges	1 509	235	-4	-227	1 513
Provisions pour risques pays (2)					
Provisions pour risques de crédit (3)	102 797	254 604		-260 042	97 359
Provisions pour restructurations (4)					
Provisions pour impôts (5)					
Provisions sur participations (6)					
Provisions pour risques opérationnels (7)	2 887	503	-235	-178	2 977
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement (8)	4 467			-1 289	3 178
Autres provisions (9)	3 781	1 884	-1 392	-48	4 225
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>134 441</b>	<b>291 655</b>	<b>-1 644</b>	<b>-296 842</b>	<b>127 610</b>

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.

(2) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles bâlois.

(3) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.

(4) Cf note 14 ci-après

(5) Y compris les provisions pour risques sur TIE sur DAT.

## Note 14 EPARGNE LOGEMENT

### Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	69 263	33 636
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	229 433	281 183
Ancienneté de plus de 10 ans	1 269 889	1 483 811
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>1 568 585</b>	<b>1 798 630</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>174 935</b>	<b>177 273</b>
<b>TOTAL ENCOURS COLLECTES AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>1 743 520</b>	<b>1 975 903</b>

L'ancienneté est déterminée conformément au règlement ANC 2014-07.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

### Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
-----------------------	------------	------------

Plans d'épargne-logement	10 638	2 289
Comptes épargne-logement	3 054	1 810
<b>TOTAL ENCOURS DE CREDIT OCTROYES AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>13 692</b>	<b>4 099</b>

### **Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement**

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	358	778
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	939	1 588
Ancienneté de plus de 10 ans	1 882	2 102
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>3 179</b>	<b>4 468</b>
<b>TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>3 179</b>	<b>4 468</b>

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>01/01/2024</b>	<b>Dotations</b>	<b>Reprises</b>	<b>31/12/2024</b>
Plans d'épargne-logement	4 468	0	1 289	3 179
<b>TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS ÉPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>4 468</b>	<b>0</b>	<b>1 289</b>	<b>3 179</b>

La provision Epargne Logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixés.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

Crédit Agricole de Franche-Comté a décidé de figer le niveau de la provision Epargne Logement (EL) au 31 décembre 2024 à son niveau du 30 juin 2024, soit 3 M€.

L'option clientèle d'utilisation des droits portée par les contrats PEL/CEL donnerait la possibilité d'un tirage de crédit à taux réduits. Elle n'a été utilisée que très marginalement avant 2022 et demeure très faiblement exercée par la clientèle en raison d'un marché immobilier perturbé par la hausse des taux historique de 2023. La récente stabilisation du marché immobilier engendre une incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL et CEL. Des travaux d'évaluation ont été lancés et sont toujours en cours.

Dans ces conditions, par prudence, le niveau des provisions est resté figé au 31 décembre 2024.

Le calcul de la provision de la composante engagement prend en compte des paramètres qui ont été fixés à dire d'expert pour les générations PEL à 2.5%, 2%, 1.5% et 1% : le coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt et le taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL. Ces paramètres ont été fixés à dire d'expert dans la mesure où l'historique à notre disposition qui aurait permis leur évaluation ne reflète pas les conditions actuelles.

Une hausse de 0.1% du coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une hausse de la provision de 6,57 % pour les Caisses régionales. Une hausse de 0.1% du taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une baisse de la provision de 17,64 % pour la Caisse-régionale.

Il est à noter que la mise à jour selon les modèles actuels du calcul de la provision Épargne Logement aurait entraîné une reprise mécanique de 104,87 % du montant provisionné en lien avec une baisse des taux annuels moyens de près de 50bps.

### **Note 15 ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES**

**Variations de la dette actuarielle**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
<b>Dette actuarielle à l'ouverture</b>	27 903	25 820
Coût des services rendus sur l'exercice	2 168	1 953
Coût financier	896	835
Modifications, réductions et liquidations de régime	0	- 784
Variation de périmètre	36	- 24
Prestations versées (obligatoire)	- 2 181	- 1 454
(Gains) / pertes actuariels	- 122	1 557
<b>DETTE ACTUARIELLE A LA CLOTURE</b>	<b>28 700</b>	<b>27 903</b>

**Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Coût des services rendus	2 168	1 952
Coût financier	896	835
Rendement attendu des actifs	- 857	- 970
Coût des services passés	0	- 784
Amortissement des (Gains) / pertes actuariels net	167	4
(Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif	- 233	- 487
<b>CHARGE NETTE COMPTABILISEE AU COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>2 141</b>	<b>550</b>

**Variations de juste valeur des actifs des régimes**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
<b>Juste valeur des actifs / droits à remboursement à l'ouverture</b>	27 353	27 382
Rendement attendu des actifs	857	971
Gains / (pertes) actuariels	16	- 253
Cotisations payées par l'employeur	1 866	731
Variation de périmètre	36	- 24
Prestations payées par le fonds	- 2 181	- 1 454
<b>JUSTE VALEUR DES ACTIFS / DROITS A REMBOURSEMENT A LA CLOTURE</b>	<b>27 947</b>	<b>27 353</b>

**Composition des actifs des régimes**

Les actifs des régimes sont constitués de polices d'assurances souscrites auprès de PREDICA.

**Variations de la provision**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	- 28 701	- 27 904
Impact de la limitation d'actifs	0	- 233
Gains et (pertes) actuariels restant à étaler	717	1 022
Juste valeur des actifs fin de période	27 947	27 353
<b>POSITION NETTE (PASSIF) / ACTIFS A LA CLOTURE</b>	<b>- 37</b>	<b>238</b>

**Rendement des actifs des régimes**

<i>Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles</i>	31/12/2024	31/12/2023
Taux d'actualisation	3,18%	3,08%
Taux de rendement attendus des actifs du régime et des droits à remboursement	3,08%	3,77%
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	2,69%	2,60%
Taux prospectif moyen d'évolution de l'assiette salariale servant de référence au calcul des droits futurs	4,05%	4,03%

**Hypothèses actuarielles utilisées**

Au 31 décembre 2024, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 0,91 % ;
- une variation de moins 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 0,94 %.

## Note 16 DETTES SUBORDONNEES : ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

	31/12/2024						31/12/2023	
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
(En milliers d'euros)								
Placement des fonds propres des Caisses Locales				227 623	227 623	6 062	233 685	232 989
Dépôts de garantie à caractère mutuel				230	230		230	230
VALEUR AU BILAN				227 853	227 853	6 062	233 915	233 219

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 6 220 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 6 694 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

## Note 17 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (avant répartition)

### Variation des capitaux propres

	Capitaux propres							
	Capital	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau	Ecarts conversion / réévaluation	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
(En milliers d'euros)								
Solde au 31/12/2022	77 970	900 284	314 498	162 432			70 533	1 525 717
Dividendes versés au titre de N-2							-7 614	-7 614
Affectation du résultat social N-2		47 189	15 730				-62 919	
Résultat de l'exercice N-1							69 803	69 803
Solde au 31/12/2023	77 970	947 473	330 228	162 432			69 803	1 587 906
Affectation du résultat social N-1		46 249	15 416				-69 803	-8 138
Résultat de l'exercice N							64 673	64 673
Solde au 31/12/2024	77 970	993 722	345 644	162 432			64 673	1 644 441

Le capital social de 77 970 milliers d'euros se compose de 3 702 438 parts de 15 euros soit 55 536 milliers d'euros souscrits par les Caisses Locales et 1 495 584 Certificats Coopératifs d'Associés de 15 euros, soit 22 434 milliers d'euros émis en 2004, et souscrits par le public et par SACAM Mutualisme depuis 2016 et auparavant détenus par Crédit Agricole S.A.

## Note 18 COMPOSITION DES CAPITAUX PROPRES

	31/12/2024	31/12/2023
(En milliers d'euros)		
Capitaux propres hors FRBG	1 644 441	1 587 906
Fonds pour risques bancaires généraux	65 699	65 699
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	1 710 140	1 653 605

Par ailleurs, les dettes subordonnées et titres participatifs s'élèvent à 233 685 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 232 989 milliers d'euros au 31 décembre 2023 ; le montant des dépôts de garantie à caractère mutuel s'élève à 230 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 230 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

## Note 19 OPERATIONS EFFECTUEES AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS

Le tableau ci-dessous présente les opérations de Crédit Agricole Franche-Comté effectuées avec les Caisses Locales et les Filiales consolidées de la Caisse Régionale ainsi que les Sociétés de Titrisation :

- Franche-Comté Développement (FCDF)
- Franche-Comté Développement Immobilier (FCDI)



- Franche-Comté Crédit Agricole Immobilier (FCCAI)
- Crédit Agricole Franche-Comté Investissements (CAFCI)
- Sociétés Techniques de Titrisation (STT)

	Opérations avec les entreprises liées et les participations	
	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
<i>(En milliers d'euros)</i>		
<b>Créances</b>	<b>62 371</b>	<b>38 999</b>
Sur les établissements de crédit et institutions financières	7 460	775
Sur la clientèle	41 503	30 718
Obligations et autres titres à revenu fixe	13 408	7 506
<b>Dettes</b>	<b>262 644</b>	<b>258 826</b>
Sur les établissements de crédits et institutions financières	240 894	243 269
Sur la clientèle	21 310	15 557
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	440	
<b>Engagements donnés</b>	<b>6 509</b>	<b>6 272</b>
Autres engagements donnés	6 509	6 272

## Note 20 TRANSACTIONS EFFECTUEES AVEC LES PARTIES LIEES

Les transactions effectuées par Crédit Agricole Franche-Comté avec les parties liées ont été conclues aux conditions normales du marché.

## Note 21 OPERATIONS EFFECTUEES EN DEVISES

### Contributions par devise au bilan

	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
<i>(En milliers d'euros)</i>				
Euro	15 724 959	15 518 389	15 104 597	14 863 490
Autres devises de l'Union Europ.	666	666	950	950
Franc Suisse	762 824	761 658	776 775	775 909
Dollar	30 351	30 351	30 375	30 336
Autres devises	1 791	1 791	4 863	4 863
<b>Valeur brute</b>	<b>16 520 591</b>	<b>16 312 855</b>	<b>15 917 560</b>	<b>15 675 548</b>
Créances, dettes rattachées et comptes de régularisation	122 905	206 858	140 279	270 249
Dépréciations	-123 783		-112 042	
<b>TOTAL</b>	<b>16 519 713</b>	<b>16 519 713</b>	<b>15 945 797</b>	<b>15 945 797</b>

## Note 22 OPERATIONS DE CHANGE, PRETS ET EMPRUNTS EN DEVISES

	31/12/2024		31/12/2023	
	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer
<i>(En milliers d'euros)</i>				
<b>Opérations de change à terme</b>	<b>46 516</b>	<b>46 359</b>	<b>70 579</b>	<b>70 344</b>
- Devises	23 356	23 356	35 510	35 510
- Euros	23 160	23 003	35 069	34 834
<b>TOTAL</b>	<b>46 516</b>	<b>46 359</b>	<b>70 579</b>	<b>70 344</b>

## Note 23 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
------------------------------	------------	------------

	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
<b>Opérations fermes</b>	<b>4 070 710</b>	<b>67 260</b>	<b>4 137 970</b>	<b>4 129 850</b>
<b>Opérations de gré à gré</b>	<b>4 070 710</b>	<b>67 260</b>	<b>4 137 970</b>	<b>4 129 850</b>
Swaps de taux d'intérêt	4 070 710	66 101	4 136 811	4 128 691
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers		1 159	1 159	1 159
<b>Opérations conditionnelles</b>		<b>193 406</b>	<b>193 406</b>	<b>148 332</b>
<b>Opérations de gré à gré</b>		<b>193 406</b>	<b>193 406</b>	<b>148 332</b>
Achetés		55 369	55 369	27 183
Vendus		55 369	55 369	27 183
Achetés		41 334	41 334	46 983
Vendus		41 334	41 334	46 983
<b>TOTAL</b>	<b>4 070 710</b>	<b>260 666</b>	<b>4 331 376</b>	<b>4 278 182</b>

### Note 23.1 Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	Total 31/12/2024			dont opérations effectuées de gré à gré		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Options de change	65 029	17 639		65 029	17 639	
Swaps de taux d'intérêt	801 946	1 180 408	2 154 457	801 946	1 180 408	2 154 457
Caps, Floors, Collars	2 400	79 588	28 750	2 400	79 588	28 750
Opérations fermes sur actions et indices		1 159			1 159	
<b>Sous total</b>	<b>869 375</b>	<b>1 278 794</b>	<b>2 183 207</b>	<b>869 375</b>	<b>1 278 794</b>	<b>2 183 207</b>
Opérations de change à terme	87 765	5 110		87 765	5 110	
<b>Sous total</b>	<b>87 765</b>	<b>5 110</b>		<b>87 765</b>	<b>5 110</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>957 140</b>	<b>1 283 904</b>	<b>2 183 207</b>	<b>957 140</b>	<b>1 283 904</b>	<b>2 183 207</b>

(En milliers d'euros)	Total 31/12/2023			dont opérations effectuées de gré à gré		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Options de change	70 338	23 628		70 338	23 628	
Swaps de taux d'intérêt	214 745	1 767 505	2 146 441	214 745	1 767 505	2 146 441
Caps, Floors, Collars	5 714	48 652		5 714	48 652	
Opérations fermes sur actions et indices		1 159			1 159	
<b>Sous total</b>	<b>290 797</b>	<b>1 840 944</b>	<b>2 146 441</b>	<b>290 797</b>	<b>1 840 944</b>	<b>2 146 441</b>
Opérations de change à terme	134 152	6 771		134 152	6 771	
<b>Sous total</b>	<b>134 152</b>	<b>6 771</b>		<b>134 152</b>	<b>6 771</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>424 949</b>	<b>1 847 715</b>	<b>2 146 441</b>	<b>424 949</b>	<b>1 847 715</b>	<b>2 146 441</b>

### Note 23.2 Instruments financiers à terme : juste valeur

(En milliers d'euros)	Encours Notionnel au 31/12/2024	Encours Notionnel au 31/12/2023
Options de change	82 668	93 966
Swaps de taux d'intérêt	4 136 811	4 128 691
Caps, Floors, Collars	110 738	54 366
Opérations fermes sur actions et indices	1 159	1 159
<b>Sous total</b>	<b>4 331 376</b>	<b>4 278 182</b>
Opérations de change à terme	92 875	140 923
<b>Sous total</b>	<b>92 875</b>	<b>140 923</b>
<b>TOTAL</b>	<b>4 424 251</b>	<b>4 419 105</b>

### Note 23.3 Information sur les Swaps

#### Ventilation des swaps de taux d'intérêt

(En milliers d'euros)	Micro-couverture	Macro-couverture	Portefeuille de transaction
Swaps de taux	136 968	3 933 742	66 100

### Note 24 INFORMATIONS RELATIVES AU RISQUE DE CONTREPARTIE SUR PRODUITS DERIVES

L'évaluation du risque de contrepartie attaché aux Instruments Financiers à Terme utilisés par l'établissement mesurée par la valeur de marché de ces instruments et par le risque de crédit potentiel résultant de l'application de facteurs de

majoration (*add-on*) réglementaires, fonction de la durée résiduelle et de la nature des contrats peut être résumée de la façon suivante :

### Répartition des risques de contrepartie sur instruments financiers à terme

	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel *	Total risque de contrepartie	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel	Total risque de contrepartie
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Risques sur les établissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés	198 620	14 431	213 051	264 314	18 761	283 075
Risques sur les autres contreparties	704	1 170	1 874	1 002	1 180	2 182
<b>Total avant effet des accords de compensation</b>	<b>199 324</b>	<b>15 601</b>	<b>214 925</b>	<b>265 316</b>	<b>19 941</b>	<b>285 257</b>
<b>Dont risques sur contrats de :</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
- taux d'intérêt, change et matières premières	199 324	15 601	214 925	265 316	19 941	285 257
<b>Total avant effet des accords de compensation</b>	<b>199 324</b>	<b>15 601</b>	<b>214 925</b>	<b>265 316</b>	<b>19 941</b>	<b>285 257</b>
Incidences des accords de compensation et de collatéralisation	143 240	0	143 240	210 770	0	210 770
<b>TOTAL APRES EFFET DES ACCORDS DE COMPENSATION ET DE COLLATERISATION</b>	<b>56 084</b>	<b>15 601</b>	<b>71 685</b>	<b>54 546</b>	<b>19 941</b>	<b>74 487</b>

\*Calculé selon les normes prudentielles CRR2 / CRD5

## Note 25 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
<b>Engagements de financement</b>	<b>741 369</b>	<b>805 176</b>
Engagements en faveur de la clientèle	741 369	805 176
<b>Engagements de garantie</b>	<b>345 652</b>	<b>331 486</b>
Engagements d'ordre d'établissement de crédit	159 095	165 207
Engagements d'ordre de la clientèle	186 557	166 279
<b>Engagements sur titres</b>	<b>1 092</b>	<b>1 322</b>
Autres engagements à donner	1 092	1 322

<b>Engagements reçus</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>15 399</b>	<b>12 890</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	15 399	12 890
<b>Engagements de garantie</b>	<b>5 097 144</b>	<b>5 102 893</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	1 211 370	1 234 291
Engagements reçus de la clientèle (1)	3 885 774	3 868 602
<b>Engagements sur titres</b>	<b>1 092</b>	<b>1 322</b>
Autres engagements reçus	1 092	1 322

(1) Dans le cadre de la crise de soutien à l'économie à la suite de la crise sanitaire liée à la COVID-19, Crédit Agricole de Franche-Comté a accordé des prêts pour lesquels elle a reçu des engagements de garantie de l'Etat français (PGE). Au 31 décembre 2024, le montant de ces engagements de garantie reçus s'élève à 90 230 milliers d'euros contre 133 054 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

## Note 26 ACTIFS DONNES ET REÇUS EN GARANTIE

### Créances apportées en garantie :

Au cours de l'année 2024, Crédit Agricole de Franche-Comté a apporté 4 964 231 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre

5 448 197 milliers d'euros en 2023. Crédit Agricole de Franche-Comté conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, Crédit Agricole de Franche-Comté a apporté :

- 1 106 947 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France contre 1 695 868 milliers d'euros en 2023 ;

- 155 448 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 179 103 milliers d'euros en 2023 ;

- 3 701 836 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 3 573 226 milliers d'euros en 2023.

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise *Additional Credit Claims Corporates* dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » resteront éligibles aux remises de créances en Banque Centrale.

En conséquence, Crédit Agricole de Franche-Comté ne postera plus 385 M€ de créance immobilière auprès de la Banque de France.

## Note 27 ENGAGEMENTS DONNES AUX ENTREPRISES LIEES

Une convention de garantie est signée avec Crédit Agricole S.A. Le montant nominal de cette garantie donnée correspond aux capital et réserves, soit 1 460 721 milliers d'euros.

## Note 28 ENGAGEMENTS DE CREDIT BAIL

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Montant total des Prêts Crédit-Bail réalisés en 2024	Dont Capital Restant dû Réel	Montant total des Prêts Crédit-Bail réalisés en 2023	Dont Capital Restant dû Réel
Agriculture	4 581	3 351	3 214	913
Collectivités Publiques	101	73	227	26
Entreprises	24 014	19 455	25 988	10 736
Professions Libérales	1 160	965	549	489
Professionnels	15 463	12 262	18 567	16 141
<b>TOTAL</b>	<b>45 319</b>	<b>36 106</b>	<b>48 545</b>	<b>28 305</b>

## Note 29 OPERATIONS DE TITRISATION

Au cours de l'année 2024, Crédit Agricole Franche-Comté a participé à la titrisation du FCT Crédit Agricole Habitat 2024, titrisation décrite au niveau de la note 1.3 Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2024.

## Note 30 COMPENSATION DE L'EPARGNE CENTRALISEE

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dépôts collectés au titre des comptes d'épargne à régime spécial	2 826 402	2 591 722
Créances sur fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations	1 626 029	1 470 914
MONTANTS DE DEPOTS EFFECTUES PAR LA CLIENTELE NETS DE CREANCES SUR FONDS D'EPARGNE	1 200 374	1 120 809

**Note 31 PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Sur opérations avec les établissements de crédit	12 820	17 812
Sur opérations internes au Crédit Agricole	47 774	60 400
Sur opérations avec la clientèle	268 765	235 551
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	11 000	12 489
Produit net sur opérations de macro-couverture	71 060	59 129
Autres intérêts et produits assimilés	6	1 802
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>411 425</b>	<b>387 183</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	-13 569	-25 315
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-231 553	-222 883
Sur opérations avec la clientèle	-81 319	-51 039
Autres intérêts et charges assimilées		-1 801
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>-326 441</b>	<b>-301 038</b>
<b>TOTAL PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES (1)</b>	<b>84 984</b>	<b>86 145</b>

(1) Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2024 est de 6 220 milliers d'euros contre 6 694 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

**Note 32 REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	46 957	38 785
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	302	297
<b>TOTAL DES REVENUS DES TITRES A REVENUS VARIABLES</b>	<b>47 259</b>	<b>39 082</b>

**Note 33 PRODUIT NET DES COMMISSIONS**

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	617	-44	573	610	-52	558
Sur opérations internes au Crédit Agricole	14 133	-33 826	-19 693	16 843	-34 759	-17 916
Sur opérations avec la clientèle	30 913	-1 886	29 027	30 812	-2 383	28 429
Sur opérations de change	858		858	940		940
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan	242		242	116		116
Sur prestations de services financiers (1)	126 121	-11 729	114 392	119 034	-10 602	108 432
Provision pour risques sur commissions	312	-119	193	142	-287	-145
<b>TOTAL PRODUIT NET DES COMMISSIONS</b>	<b>173 196</b>	<b>-47 604</b>	<b>125 592</b>	<b>168 497</b>	<b>-48 083</b>	<b>120 414</b>

(1) Dont prestations assurance-vie : 21 473 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 18 485 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

**Note 34 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	6 654	6 514
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	-17	19
<b>GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION</b>	<b>6 637</b>	<b>6 533</b>

**Note 35 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
<b>Titres de placement</b>		
Dotations aux dépréciations	-764	-702
Reprises de dépréciations	35	219
<b>Dotations ou reprises nettes aux dépréciations</b>	<b>-729</b>	<b>-483</b>
Plus-values de cession réalisées	934	2 829
Moins-values de cession réalisées	-4	-6
<b>Solde des plus et moins-values de cession réalisées</b>	<b>930</b>	<b>2 823</b>
<b>Solde des opérations sur titres de placement</b>	<b>201</b>	<b>2 340</b>
<b>GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES</b>	<b>201</b>	<b>2 340</b>

**Note 36 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
Produits divers	1 508	7 737
Refacturation et transfert de charges	73	71
Reprises provisions	229	1 327
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>1 810</b>	<b>9 135</b>
Charges diverses	-660	-694
Quote part des opérations faites en commun	-97	-58
Dotations provisions	-467	-258
<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>	<b>-1 224</b>	<b>-1 010</b>
<b>TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>586</b>	<b>8 125</b>

**Note 37 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
<b>Frais de personnel</b>		
Salaires et traitements	-64 392	-64 235
Charges sociales	-32 899	-30 360
- dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations	-7 466	-7 378

Intéressement et participation	-9 024	-9 819
Impôts et taxes sur rémunérations	-9 665	-9 647
<b>Total des charges de personnel</b>	<b>-115 980</b>	<b>-114 061</b>
Refacturation et transferts de charges de personnel	2 830	3 114
<b>Frais de personnel nets</b>	<b>-113 150</b>	<b>-110 947</b>
<b>Frais administratifs</b>		
Impôts et taxes	-2 054	-1 995
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires (1)	-64 218	-67 890
<b>Total des charges administratives</b>	<b>-66 272</b>	<b>-69 885</b>
Refacturation et transferts de charges administratives	2 553	1 833
<b>Frais administratifs nets</b>	<b>-63 719</b>	<b>-68 052</b>
<b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>-176 869</b>	<b>-178 999</b>

(1) Dont 0 euro au titre du fonds de résolution unique au titre de l'exercice 2024 contre 2 431 milliers d'euros au titre de l'exercice 2023.

### Effectif moyen par catégorie

(Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité)

Catégories de personnel	31/12/2024	31/12/2023
Cadres	481	460
Non cadres	821	845
<b>Total de l'effectif moyen</b>	<b>1 302</b>	<b>1 305</b>
Dont : - France	1 302	1 305

Au 31/12/2024, les rémunérations des principaux cadres dirigeants s'élèvent à 2 412 milliers d'euros.

Le montant global des avances et crédits octroyés en 2024 aux cadres dirigeants et membres du conseil s'élèvent à 2 868 milliers d'euros.

## **Note 38** COUT DU RISQUE

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Dotations aux provisions et dépréciations</b>	<b>-333 784</b>	<b>-338 118</b>
Dépréciations de créances douteuses	-46 116	-37 974
Autres provisions et dépréciations	-287 668	-300 144
<b>Reprises de provisions et dépréciations</b>	<b>328 782</b>	<b>338 696</b>
Reprises de dépréciations de créances douteuses (1)	33 682	35 455
Autres reprises de provisions et dépréciations (2)	295 100	303 241
<b>Variation des provisions et dépréciations</b>	<b>-5 002</b>	<b>578</b>
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées (3)	-323	-328
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées (4)	-5 650	-8 408
Décote sur prêts restructurés	-12	-108
Récupérations sur créances amorties	640	755
Autres pertes	-1	-317
<b>COUT DU RISQUE</b>	<b>-10 348</b>	<b>-7 828</b>

(1) Dont 897 milliers d'euros utilisées en couverture de pertes sur créances douteuses non compromises et 1 341 milliers d'euros liés à l'effet de désactualisation des dépréciations sur créances douteuses.

(2) Dont 4 milliers d'euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif

(3) Dont 60 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises

(4) Dont 4 754 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises

**Note 39     RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES**

	31/12/2024	31/12/2023
<i>(En milliers d'euros)</i>		
<b>Immobilisations financières</b>		
<b>Dotations aux dépréciations</b>	<b>-901</b>	<b>-1 529</b>
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-901	-1 529
<b>Reprises de dépréciations</b>	<b>1 971</b>	<b>2 676</b>
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	1 971	2 676
<b>Dotation ou reprise nette aux dépréciations</b>	<b>1 070</b>	<b>1 147</b>
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	1 070	1 147
<b>Plus-values de cessions réalisées</b>	<b>830</b>	<b>536</b>
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	830	536
<b>Solde des plus et moins-values de cessions</b>	<b>830</b>	<b>536</b>
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	830	536
<b>Solde en perte ou en bénéfice</b>	<b>1 900</b>	<b>1 683</b>
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles</b>		
Plus-values de cessions	53	209
Moins-values de cessions	-254	-324
<b>Solde en perte ou en bénéfice</b>	<b>-201</b>	<b>-115</b>
<b>RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES</b>	<b>1 699</b>	<b>1 568</b>

**Note 40     CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS**

Crédit Agricole Franche-Comté n'a constaté aucun produit ou charge exceptionnel.

**Note 41     IMPOT SUR LES BENEFICES**

Le solde du compte « Impôt sur les bénéfices » s'élève à 7 639 milliers d'euros.

L'impôt sur les sociétés au titre de l'année 2024 s'élève à 7 196 milliers d'euros ; les acomptes versés en 2024 au titre de l'exercice 2023 s'élèvent à 11 935 milliers d'euros, d'où un excédent de versement de 4 739 milliers d'euros sur 2023.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Franche-Comté, l'ensemble des Caisses Locales ainsi que leurs filiales soumises au régime d'imposition de droit commun ont signé en date du 21/04/2010 une convention de régime de Groupe Fiscal avec le Groupe Crédit Agricole.

Conformément à l'article 223 A alinéa 1 du Code Général des Impôts, Crédit Agricole S.A. assure le rôle de tête de Groupe fiscal intitulé "Groupe Fiscal Crédit Agricole Elargi".

Le montant des actifs d'impôts courants résulte de la créance fiscale contractée auprès de Crédit Agricole S.A. dans son rôle de tête de Groupe de l'intégration fiscale du Groupe Crédit Agricole.

Si la Caisse Régionale reste souveraine dans l'ensemble de ses choix fiscaux et reste indépendante dans ses relations avec l'administration fiscale, la convention établit le principe de partage entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales des économies d'impôts réalisées.

Au titre de 2024, la somme de 1 852 milliers d'euros a été allouée à la Caisse Régionale de Franche-Comté au titre des économies d'impôt liées à la perception de dividende au sein de l'intégration fiscale.

Crédit Agricole Franche-Comté n'a pas enregistré de résultat exceptionnel, par conséquent, l'impôt sur les bénéfices se rapporte uniquement au résultat courant avant impôts.



**Note 42      INFORMATIONS RELATIVES AUX RESULTATS DES ACTIVITES BANCAIRES**

Crédit Agricole Franche-Comté exerce la quasi-totalité de son activité en France et dans la banque de proximité couvrant le secteur de la banque des particuliers, des agriculteurs, des entreprises et des collectivités locales à fort ancrage local.

**Note 43      EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE SUSCEPTIBLES DE REMETTRE EN CAUSE LA CONTINUITE DE L'EXPLOITATION**

Aucun évènement significatif susceptible de remettre en cause la continuité d'exploitation n'est intervenu postérieurement à la clôture de l'exercice.

**Note 44      AFFECTATION DES RESULTATS**

(en milliers d'euros)	Résultat à affecter	Affectation du résultat		Total
		Conservés	Distribués	
Résultat distribuable	64 673			
<b>Affectations :</b>				
Intérêts aux parts aux CL			2 660	2 660
Rémunérations des CCA détenus par SACAM Mutualisation			4 848	4 848
Rémunérations des CCA des CL			29	29
Rémunérations des CCA des autres détenteurs			702	702
Réserve légale		42 326		42 326
Autres réserves		14 108		14 108
<b>TOTAUX</b>	<b>64 673</b>	<b>56 434</b>	<b>8 239</b>	<b>64 673</b>

**Note 45      IMPLANTATION DANS DES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIFS**

Crédit Agricole de Franche-Comté ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

**Note 46      PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Collège des Commissaires aux Comptes de Crédit Agricole de Franche-Comté

	Cabinet MAZARS	%	Cabinet Ernst & Young et Audit	%
<i>(En milliers d'euros hors taxes)</i>				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels	87	96 %	78	95 %
Services autres que la certification des comptes	4	4 %	4	5 %
<b>TOTAL</b>	<b>91</b>	<b>100 %</b>	<b>82</b>	<b>100 %</b>

**Note 47      ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ET PUBLICITE**

Le rapport de gestion de l'exercice 2024 est tenu à la disposition du public au siège de l'établissement sis, 11 Avenue Elisée Cusenier 25 084 BESANCON CEDEX 9.

## II - Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Franche Comté,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Franche Comté relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la caisse régionale à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie

« Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période

du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à

la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Dépréciation des crédits sur une base individuelle

Risque identifié <sup>1</sup>	Notre réponse
<p>Du fait de son activité, votre caisse régionale est notamment exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.</p> <p>Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels (note 2.1 « Créances et engagements par signature »), les créances présentant un risque de crédit avéré donnent lieu à la comptabilisation d'une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en</p>	<p>prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.</p> <p>S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction de votre caisse régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les</p>

flux futurs de recouvrement.

Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.

Nous avons en particulier :

- ▶ mené des entretiens avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place ;
- ▶ testé l'efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre caisse régionale relatifs à ces procédures ;
- ▶ analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit en prenant en compte, le cas échéant, l'impact du contexte macro-économique sur ces flux ou les garanties spécifiques liées aux plans de soutien à l'économie ;
- ▶ mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux ;
- ▶ examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes annuels.

Nous considérons la détermination des dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture, comme un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024 décrit dans la note 1.3 de l'annexe aux comptes annuels. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 4.4 de l'annexe aux comptes annuels, qui s'élève à 110,8 M€.

■ Provisions sur encours sains et dégradés

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels (note 2.1 « Créances et engagements par signature »), votre caisse régionale constate au titre des expositions de crédits au passif de son bilan des provisions pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).</p> <p>Ces provisions reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte de données macro-économiques prospectives (<i>Forward Looking</i>) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de</p>	<p>crédit de votre caisse régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux.</p> <p>Le cumul de ces provisions sur les prêts et créances représente 97,4 M€ au 31 décembre 2024 comme détaillé dans la note 13 de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p>Nous considérons qu'il s'agit d'un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▶ l'importance des hypothèses prises, en particulier</li></ul> <p>Dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024 décrit dans la note 2.1 de l'annexe aux comptes annuels ;</p>

- ▶ l'importance de ces provisions dans le bilan de votre caisse régionale et du recours à de nombreux  
Nos travaux ont notamment consisté à :
  - ▶ prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de dépréciations. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :
    - ▶ les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;
      - ▶ le processus d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut *Loss Given Default* ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte macro-économique de l'exercice 2023 ;
  - ▶ la gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et des paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante ;
  - ▶ la réalisation de tests ciblés sur les fonctions calculatoires de l'outil utilisé pour déterminer les corrections de valeur ;
- ▶ tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de provisionnement sur la base d'un échantillon de dossiers ;
- ▶ contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et des provisions dans l'outil de provisionnement ;

paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédits à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (Forward Looking

central et local).

- ▶ apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macro-économique pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du *Forward Looking* local ;
- ▶ analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2024 ;
  - ▶ examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes annuels.

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre caisse régionale considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

### Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

#### ■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Franche Comté par votre assemblée générale du 29 mars 2016 pour le cabinet FORVIS MAZARS et du 30 mars 2022 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2024, le cabinet FORVIS MAZARS était dans la neuvième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la troisième année.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, saufs'il est prévu de liquider la caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de

L'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

### ■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois

garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement

s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures

d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour

fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du

Contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant

fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de

continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les

éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un

refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**■ Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de

déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Besançon et Toulouse, le 11 mars 2025

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS BOURGOGNE FRANCHE COMTE

ERNST & YOUNG Audit

Matthew Brown

Frank Astoux

## **B - COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2024**

## **I – ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS**

**Examinés par le Conseil d'administration de La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté en date du 31/01/2025 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 27/03/2025.**

**Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers**

## **CADRE GENERAL**

## ***Présentation juridique de l'entité***

Dénomination sociale : Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Franche-Comté

Forme juridique : Société coopérative à capital variable

Adresse du siège social de la société : 11, Avenue Elisée Cusenier 25084 BESANCON Cedex 9

Immatriculation : Registre du Commerce et des Sociétés de Besançon, numéro 384 899 399.

Code NAF : 651 D

## ***Un Groupe bancaire d'essence mutualiste***

L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par plus de 12.1 millions de sociétaires. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

## ***Relations internes au Crédit Agricole***

### **➤ Mécanismes financiers internes**

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

- **Comptes ordinaires des Caisses régionales**

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créancier, est présenté au bilan sur la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit ».

- **Comptes d'épargne à régime spécial**

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan épargne-logement, livret d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont



collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Dettes envers la clientèle ».

- **Comptes et avances à terme**

Les ressources d'épargne non réglementée (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50% des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

- **Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales**

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB - Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

- **Opérations en devises**

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

- **Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.**

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Dettes subordonnées ».

## ➤ **Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire**

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques

Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 201 /879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« *extended SPE* ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procèderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2 <sup>[1]</sup>. Ensuite, si les autorités de résolution

---

[1] Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF

décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette <sup>[2]</sup>, c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers. L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

#### Informations relatives aux parties liées

Tout comme la Caisse Régionale, les Caisses Locales sont des sociétés coopératives, dont le capital est composé de parts sociales souscrites par des sociétaires. Les Caisses Locales détiennent à leur tour, au moyen de la détention de parts sociales, le capital de la Caisse Régionale à laquelle elles sont affiliées.

Outre les Caisses Locales, le sociétariat de la Caisse Régionale est aussi composé d'un certain nombre de sociétaires « directs », administrateurs personnes physiques de la Caisse Régionale, mais les statuts permettent d'assurer la majorité des voix aux Caisses Locales par rapport à ces derniers dans les Assemblées Générales de la Caisse Régionale, conformément à la loi de 1947 sur la coopération.

Les Caisses Locales sont soumises à l'obligation statutaire de déposer leurs fonds propres au niveau de la Caisse Régionale à laquelle elles sont affiliées :

- soit au moyen de la souscription de parts sociales émises par la Caisse Régionale,
- soit par l'alimentation d'un compte courant bloqué ouvert à la Caisse Régionale,

---

[2] Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF

- soit par le versement de ces sommes sur un compte courant ou de dépôts ouvert au nom de la Caisse Locale dans les livres de la Caisse Régionale.

## ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

### COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	4.1	459 702	431 787
Intérêts et charges assimilées	4.1	(368 189)	(333 567)
Commissions (produits)	4.2	175 347	170 896
Commissions (charges)	4.2	(46 573)	(46 934)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	10 261	11 631
<i>Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction</i>		(286)	68
<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat</i>		10 547	11 563
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	44 185	36 350
<i>Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>		-	-
<i>Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)</i>		44 185	36 350
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Produits des autres activités	4.5	2 953	5 188
Charges des autres activités	4.5	(1 581)	(3 302)
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>276 105</b>	<b>272 049</b>
Charges générales d'exploitation	4.6	(180 217)	(182 590)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.7	(9 316)	(8 254)
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>86 572</b>	<b>81 205</b>
Coût du risque	4.8	(12 147)	(9 249)
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>74 425</b>	<b>71 956</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.9	(188)	(276)
Variations de valeur des écarts d'acquisition		-	-
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>		<b>74 237</b>	<b>71 680</b>
Impôts sur les bénéfices	4.10	(10 816)	(10 266)
Résultat net d'impôts des activités abandonnées		-	(20)
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>63 421</b>	<b>61 394</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>		<b>63 421</b>	<b>61 394</b>

### RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Résultat net</b>	<b>63 421</b>	<b>61 394</b>
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	138	(1 810)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1)	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	101 354	92 895
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	-	-

Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	101 492	91 085
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	(3 124)	(1 612)
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>98 368</b>	<b>89 473</b>
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	529	-
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>529</b>	<b>-</b>
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	(129)	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>400</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>98 768</b>	<b>89 473</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>162 189</b>	<b>150 867</b>
Dont part du Groupe	162 189	150 867
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	-
(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	(2 445)	(31)

## BILAN ACTIF

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banques centrales	6.1	64 060	64 595
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1-3.2-6.2-6.6	238 188	93 174
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		10 477	12 339
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>		227 711	80 835
Instruments dérivés de couverture	3.3-3.5	196 335	259 287
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.1-3.2-6.4-6.6	1 313 141	1 144 240
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>		40 017	-
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>		1 273 124	1 144 240
Actifs financiers au coût amorti	3.1-3.2-3.4-6.5-6.6	14 923 757	14 574 414
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>		1 481 466	1 080 032
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>		12 681 764	12 778 882
<i>Titres de dettes</i>		760 527	715 500
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		(147 802)	(219 913)

Actifs d'impôts courants et différés	6.9	35 409	36 278
Comptes de régularisation et actifs divers	6.10	180 725	171 001
Participation dans les entreprises mises en équivalence		-	-
Immeubles de placement	6.11	1 319	999
Immobilisations corporelles	6.11	98 376	89 033
Immobilisations incorporelles	6.12	-	-
Ecart d'acquisition		-	-
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>16 903 508</b>	<b>16 213 108</b>

**BILAN PASSIF**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Banques centrales	6.1	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	10 377	10 647
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		10 377	10 647
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>		-	-
Instruments dérivés de couverture	3.3-3.5	57 242	37 803
Passifs financiers au coût amorti		14 028 374	13 383 610
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	3.4-6.7	8 472 314	8 172 758
<i>Dettes envers la clientèle</i>	3.1-3.4-6.7	5 503 812	5 163 089
<i>Dettes représentées par un titre</i>	3.4-6.7	52 248	47 763
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		(7 723)	(4 246)
Passifs d'impôts courants et différés	6.9	31	2 326
Comptes de régularisation et passifs divers	6.10	387 624	505 531
Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Provisions	6.13	30 054	33 202
Dettes subordonnées	3.4-6.14	230	232
<b>Total dettes</b>		<b>14 506 209</b>	<b>13 969 105</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>2 397 299</b>	<b>2 244 003</b>
Capitaux propres part du Groupe		<b>2 397 299</b>	<b>2 244 003</b>
Capital et réserves liées		403 040	400 313
Réserves consolidées		1 528 516	1 478 742
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		402 322	303 554
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Résultat de l'exercice		63 421	61 394
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>16 903 508</b>	<b>16 213 108</b>

# TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Part du Groupe											Capitaux propres consolidés
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net	Capitaux propres		
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au	Elimination des titres autodétenus	Autres instruments de capitaux	Total Capital et réserves consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en	Gains et pertes comptabilisés directement en	Total des gains et pertes comptabilisés directement en				
(en milliers d'euros)												
Capitaux propres au 1er janvier 2023 Publiés	278 851	1 608 893	-	-	1 887 744	-	214 081	214 081	-	2 101 825	2 101 825	
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Capitaux propres au 1er janvier 2023 Retraités	278 851	1 608 893	-	-	1 887 744	-	214 081	214 081	-	2 101 825	2 101 825	
Augmentation / réduction de capital	2 594	(181)	-	-	2 413	-	-	-	-	2 413	2 413	
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Dividendes versés en 2023	-	(11 196)	-	-	(11 196)	-	-	-	-	(11 196)	(11 196)	
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de titres de filiales sans perte de contrôle	-	(458)	-	-	(458)	-	-	-	-	(458)	(458)	
Mouvements liés aux paiements en actions	-	522	-	-	522	-	-	-	-	522	522	
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	2 594	(11 313)	-	-	(8 719)	-	-	-	-	(8 719)	(8 719)	
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en	-	31	-	-	31	-	89 473	89 473	-	89 504	89 504	
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés	-	31	-	-	31	-	(31)	(31)	-	-	-	
Résultat 2023	-	-	-	-	-	-	-	-	61 394	61 394	61 394	
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Capitaux propres au 31 décembre 2023 Retraités	281 445	1 597 611	-	-	1 879 056	-	303 554	303 554	61 394	2 244 004	2 244 004	
Affectation du résultat 2023	-	61 394	-	-	61 394	-	-	-	(61 394)	-	-	
Capitaux propres au 1er janvier 2024 Retraités	281 445	1 659 005	-	-	1 940 451	-	303 554	303 554	-	2 244 004	2 244 004	
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Capitaux propres au 1er janvier 2024 retraité	281 445	1 659 005	-	-	1 940 450	-	303 554	303 554	-	2 244 004	2 244 004	
Augmentation / réduction de capital	3 225	(498)	-	-	2 727	-	-	-	-	2 727	2 727	
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Dividendes versés en 2024	-	(13 084)	-	-	(13 084)	-	-	-	-	(13 084)	(13 084)	
Effet des acquisitions complémentaires / cessions partielles de	-	(1 282)	-	-	(1 282)	-	-	-	-	(1 282)	(1 282)	
Mouvements liés aux paiements en actions	-	301	-	-	301	-	-	-	-	301	301	
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	3 225	(14 563)	-	-	(11 338)	-	-	-	-	(11 338)	(11 338)	
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	2 445	-	-	2 445	400	98 368	98 768	-	101 213	101 213	
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés	-	2 445	-	-	2 445	-	(2 445)	(2 445)	-	-	-	
Résultat 2024	-	-	-	-	-	-	-	-	63 421	63 421	63 421	
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2024	284 670	1 646 887	-	-	1 931 557	400	401 922	402 322	63 421	2 397 300	2 397 300	



## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits de La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques « Juste valeur par résultat » ou « Juste valeur par capitaux propres non recyclables » sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>74 237</b>	<b>71 680</b>
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		9 350	8 249
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		-	-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		10 165	3 239
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence		-	-
Résultat net des activités d'investissement		188	276
Résultat net des activités de financement		2 354	2 119
Autres mouvements		(31 786)	(17 892)
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements</b>		<b>(9 729)</b>	<b>(4 009)</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		(287 843)	(398 895)
Flux liés aux opérations avec la clientèle		407 702	150 359
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		(223 646)	(62 216)
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		(117 944)	(133 035)
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence		-	-
Impôts versés		(5 988)	(12 734)
<b>Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>		<b>(227 719)</b>	<b>(456 521)</b>
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)</b>		<b>(163 211)</b>	<b>(388 850)</b>
<b>Flux liés aux participations</b>		<b>(5 169)</b>	<b>(384)</b>
<b>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</b>		<b>(16 523)</b>	<b>(13 706)</b>
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)</b>		<b>(21 692)</b>	<b>(14 090)</b>
<b>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires</b>		<b>(9 704)</b>	<b>(8 529)</b>
<b>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</b>		<b>2 146</b>	<b>(29 714)</b>
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)</b>		<b>(7 558)</b>	<b>(38 243)</b>
<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)</b>		<b>-</b>	<b>-</b>

AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)	(192 461)	(441 183)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>417 377</b>	<b>858 596</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	64 595	67 241
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	352 782	791 355
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>224 916</b>	<b>417 377</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	64 060	64 595
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	160 856	352 782
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>(192 461)</b>	<b>(441 219)</b>

\* Composé du solde net du poste « Caisse, banques centrales », hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

\*\* Composé du solde des postes « Comptes ordinaires débiteurs non douteux » et « Comptes et prêts au jour le jour non douteux » tels que détaillés en note 6.5 et des postes « Comptes ordinaires créditeurs » et « Comptes et emprunts au jour le jour » tels que détaillés en note 6.7 (hors intérêts courus).

## NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### 1 Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.

#### 1.1 Normes applicables et comparabilité

Sauf mention contraire, tous les montants indiqués dans le présent rapport financier sont exprimés en euros et sont indiqués en milliers, sans décimale. Les arrondis au millier d'euros le plus proche peuvent, dans certains cas, conduire à des écarts non significatifs au niveau des totaux et des sous-totaux figurant dans les tableaux.

En application du règlement CE n°1606/2002, les états financiers consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2024 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite *carve out*), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : [https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting\\_en](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en)

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2023.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2024 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2024.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1 <sup>ère</sup> application : exercices ouverts à compter du	Effet significatif potentiel pour le Groupe
<b>Amendement IAS 1</b> Présentation des états financiers <i>Classification des passifs courants et passifs non courants</i>	1 <sup>er</sup> janvier 2024	Non
<b>Amendement IFRS 16</b> Contrats de location <i>Dette locative dans une opération de cession-bail</i>	1 <sup>er</sup> janvier 2024	Non

<b>Amendement IAS 1</b> Présentation des états financiers <i>Dettes non courantes avec covenants</i>	1 <sup>er</sup> janvier 2024	Non
<b>Amendement IAS 7 / IFRS 7</b> Opérations d'affacturage	1 <sup>er</sup> janvier 2024	Non

### Normes et interprétations non encore adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2024

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2024 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2024.

### IFRS 18 - Présentation et informations à fournir dans les états financiers

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » publiée en avril 2024 remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers » et sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027, sous réserve d'adoption par l'Union européenne.

La norme IFRS 18 imposera une nouvelle structure du compte de résultat et des sous-totaux obligatoires avec un classement des produits et charges dans 3 catégories : « exploitation », « investissement » et « financement » dans l'état du compte de résultat.

La norme IFRS 18 imposera également de décrire dans les notes annexes les mesures de performance définies par la Direction et utilisées dans la communication publique hors des états financiers IFRS.

Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

### IFRS 9 / IFRS 7 - Classement et évaluation des instruments financiers

Les amendements aux normes IFRS 9 et IFRS 7, publiés en mai 2024 et applicables aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026, sous réserve d'adoption par l'Union européenne, viennent notamment clarifier le classement des actifs financiers assortis de caractéristiques conditionnelles, telles que des caractéristiques environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise (ESG), dans le cadre du test SPPI.

Ces amendements requerront des informations supplémentaires concernant les placements dans des instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et les instruments financiers assortis de caractéristiques conditionnelles.

Les travaux d'analyse et de préparation de mise en œuvre au sein du Groupe sont en cours.

### Décisions IFRS IC, finalisées et approuvées par l'IASB pouvant affecter le Groupe

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de publication	Effet significatif potentiel pour le Groupe
<b>IAS 27</b> Fusion entre une société mère et sa filiale dans des états financiers individuels	30 janvier 2024	Non
<b>IAS 37</b> Engagements liés au climat	29 avril 2024	Non <sup>(*)</sup>

<b>IFRS 3</b> Paielements subordonnés à l'emploi continu pendant les périodes de transfert	29 avril 2024	Non	(*) Compte tenu des
<b>IFRS 8</b> Disclosure des revenus et des dépenses pour les segments à présenter	29 juillet 2024	Non	

engagements pris par La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté au 31 décembre 2024 aucune provision n'est à comptabiliser.

## Principes et méthodes comptables

### ➤ Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers

Etant donné leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur (y compris les participations non consolidées) ;
- les passifs des contrats d'investissement sans éléments de participation discrétionnaire ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les plans de *stock options* ;
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés ;
- la valorisation des entreprises mises en équivalence ;

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

### ➤ Instruments financiers (IFRS 9, IFRS 13, IAS 32 et 39)

#### ✓ Définitions

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent (à condition que, dans le cas d'une variable non financière, celle-ci ne soit pas spécifique à l'une des parties au contrat), qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation / provisionnement du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

Les actifs financiers dits « verts » ou « ESG » et les passifs financiers dits « green bonds » comprennent des instruments variés, ils portent notamment sur des prêts ou emprunts permettant de financer des projets environnementaux ou de transition écologique. Il est rappelé que l'ensemble des instruments financiers portant ces qualifications ne présentent pas nécessairement une rémunération variant en fonction de critères ESG. Cette terminologie est susceptible d'évoluer en fonction de la réglementation européenne relative à la finance durable. Ces instruments sont comptabilisés conformément à IFRS 9 selon les principes énoncés ci-après. Notamment, les prêts dont l'indexation de la rémunération du critère ESG n'introduit pas d'effet levier ou est considérée comme non matérielle en termes de variabilité des flux de trésorerie de l'instrument, ne sont pas considérés comme échouant au test SPPI (analyse des clauses contractuelles) sur la base de ce seul critère.

#### ✓ Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers

- Evaluation initiale

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

- Evaluation ultérieure

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Les instruments dérivés sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) de toute différence (décote ou prime) entre le montant

initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (Cf. paragraphe « Provisionnement pour risque de crédit »).

### ✓ **Actifs financiers**

- Classement et évaluation des actifs financiers

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieur.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (par exemple des prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
  - actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;
  - actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).
- Instruments de dette

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles (test SPPI) déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

- Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management de La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- Le *modèle « Collecte »* dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;
- Le *modèle « Collecte et Vente »* dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ; et
- Le modèle *« Autre / Vente »* dont l'objectif principal est de céder les actifs.  
Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle collecte, ni au modèle collecte et vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est autre / vente.

- Les caractéristiques contractuelles (test « Solely Payments of Principal & Interests » ou test « SPPI ») :

Le test « SPPI » regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs...).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou Benchmark test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

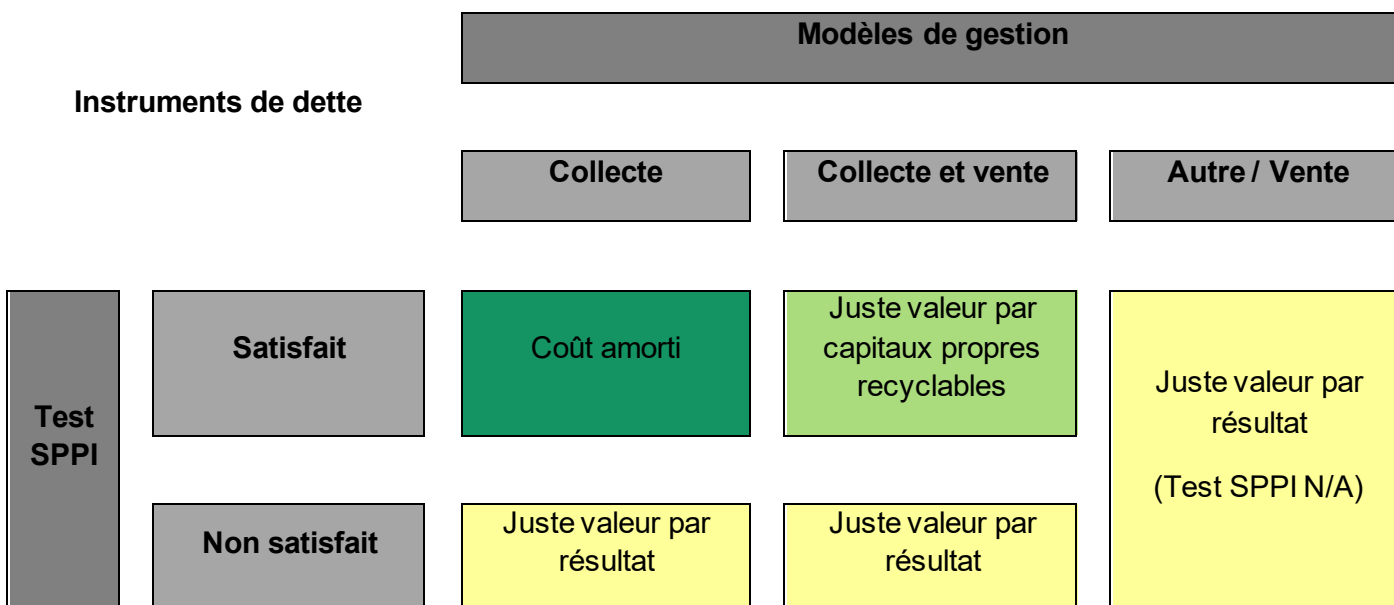
Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas le test « SPPI » nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif concerné et des actifs sous-jacents selon l'approche "look-through" et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test « SPPI » peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :



❖ Instruments de dette au coût amorti

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement au coût amorti s'ils sont éligibles au modèle « Collecte » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons

courus et les coûts de transaction.

L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des prêts et créances, et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit ».

#### ❖ Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Initialement évalués à la juste valeur, les instruments de dette sont évalués ultérieurement à la juste valeur par capitaux propres recyclables s'ils sont éligibles au modèle « Collecte et Vente » et s'ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d'encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / Provisionnement pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

#### ❖ Instruments de dette à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- Les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession ;

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou gérés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.

- Les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test « SPPI ». C'est notamment le cas des OPC (Organismes de Placement Collectif) ;
- Les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation au titre du risque de crédit.



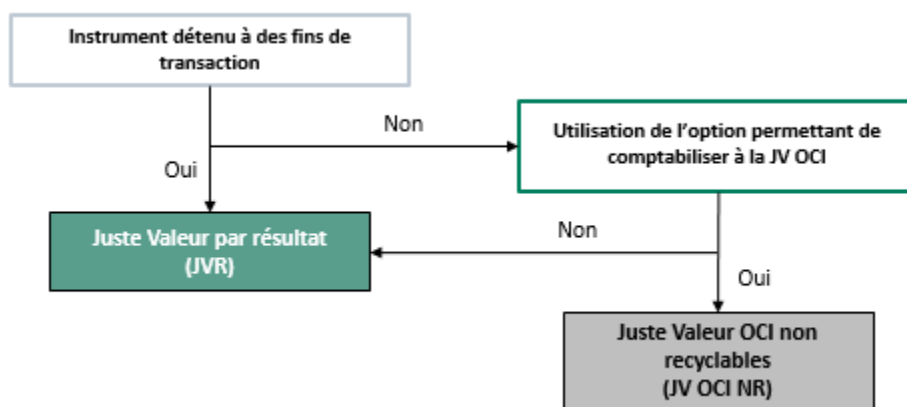
Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre / Vente » sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test SPPI, sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

○ Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement et une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.



❖ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date de règlement-livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

❖ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique à la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :

- le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;
- il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;
- le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

- Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés, ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test « SPPI ».

- Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

✓ **Passifs financiers**

- Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

❖ Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

❖ Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument. Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux

propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

❖ Passifs financiers évalués au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

❖ Produits de la collecte

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des « Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle » malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.13 « Provisions ».

- Reclassement de passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

- Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ; ou
- d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

- Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ; ou
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistrée comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote / surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

✓ **Intérêts négatifs sur actifs et passifs financiers**

Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêt négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens d'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction du produit d'intérêts. Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

✓ **Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit**

- Champ d'application

Conformément à IFRS 9, La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues ("*Expected Credit Losses*" ou "*ECL*") sur les encours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie financière relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ; et
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 « Risques et Pilier 3 du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

- Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (*Stages*) :

- 1<sup>ère</sup> étape (Stage 1) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie ...), La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois.
- 2<sup>ème</sup> étape (Stage 2) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté comptabilise les pertes attendues à maturité.
- 3<sup>ème</sup> étape (Stage 3) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en *Stage 3* ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en *Stage 2*, puis en *Stage 1* en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

- Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (*Stage 3*) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation (90 jours) qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction des Risques).

- La notion de perte de crédit attendue « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêté (*Point in Time*) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (*Forward Looking*), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (*Through The Cycle*) pour la probabilité de défaut (PD) et en bas de cycle (*Downturn*) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (« Loss Given Default » ou « LGD »).

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir (Stage 1) sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (Stage 2 et 3), et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (*Forward Looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations;
  - au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.
- Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (*Stages*).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe (Forward Looking Central) ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du Forward Looking local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Stage 2 (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille d'ECL à 12 mois en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de *Stage 1* à *Stage 2* des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

#### 1. Critère relatif

Pour apprécier le caractère significatif de la dégradation relative du risque de crédit, des seuils sont calibrés régulièrement en fonction des probabilités de défaut à maturité qui incluent l'information prospective en date de clôture et en date de comptabilisation initiale.

Ainsi, un instrument financier est classé en *Stage 2*, si le ratio entre la probabilité de défaut de l'instrument en date de clôture d'une part et celle en date de comptabilisation initiale d'autre part est supérieur au seuil multiplicatif défini par le Groupe.

Ces seuils sont déterminés par portefeuille homogène d'instruments financiers en s'appuyant sur la segmentation du dispositif prudentiel de gestion des risques.

Le Groupe décline également systématiquement en *Stage 2* dès lors que la probabilité de défaut à date est supérieure à 3 fois la probabilité de défaut à l'origine et si la probabilité de défaut à date est supérieure à 0,3%.

Ce critère en variation relative est complété par un critère en variation absolue de la probabilité de défaut de +30bps. Lorsque la probabilité de défaut à un an est inférieure 0,3%, le risque de crédit est considéré « non significatif ».

## 2. Critère absolu

- Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole, quand la probabilité de défaut à 1 an en date de clôture est supérieure à 15 % pour la clientèle de détail et 12% pour la grande clientèle, la dégradation du risque est considérée comme significative et l'instrument financier classé en *Stage 2*.
- Le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil de dégradation significative et de classement en *Stage 2*
- L'instrument financier est classé en *Stage 2* en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en *Stage 2*.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (*Stage 1*).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en *Stage 1* et dépréciées sur la base d'une ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés "Investment Grade", en date d'arrêté, seront classés en *Stage 1* et provisionnés sur la base d'une ECL à 12 mois ;
- les titres notés "Non-Investment Grade" (NIG), en date d'arrêté, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en *Stage 2* (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (*Stage 3*).

- Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre « Gestion des risques du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A., les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (*Stage 3*).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de « créance restructurée » est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la



restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en coût du risque.

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur comptable de la créance ;
- et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt « restructuré », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en coût du risque.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en « Produit Net Bancaire ».

- Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en Stage 3 aura dû être constitué (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en coût du risque pour le nominal, en Produit Net bancaire (PNB) pour les intérêts.

✓ **Instruments financiers dérivés**

- Classement et évaluation

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- en résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
- en capitaux propres recyclables s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.

- La comptabilité de couverture

- Cadre général

Conformément à la décision du Groupe, La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté n'applique pas le volet « comptabilité de couverture » d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme.

L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro-couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

- Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- la couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- la couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- la couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation de La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le groupe Crédit Agricole privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite *carve out*). Notamment :

- le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- la justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

- Evaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- Couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- Couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé, hors intérêts courus et échus, est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;

- Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

- Couverture de juste valeur : seul l'instrument dérivé continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que les flux couverts de l'élément couvert affectent le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est en pratique amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- Couverture d'investissement net à l'étranger : Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

- Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

✓ **Détermination de la juste valeur des instruments financiers**

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

- Juste valeur des émissions structurées

Conformément à la norme IFRS 13, La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté valorise ses émissions structurées comptabilisées à la juste valeur en prenant comme référence le *spread* émetteur que les intervenants spécialisés accepteraient de recevoir pour acquérir de nouvelles émissions du Groupe.

- Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif, des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté retient des cours *mid-price* comme base pour déterminer la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

- Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de *Black & Scholes*) et fondée sur des données de marché observables ;
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources externes, indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.

Lorsque La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté utilise des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

- Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validé par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

#### ✓ **Compensation des actifs et passifs financiers**

Conformément à la norme IAS 32, La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement si elle a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traitée avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

#### ✓ **Gains ou pertes nets sur instruments financiers**

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;

- les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

#### ✓ **Engagements de financement et garanties financières donnés**

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions pour risque de crédit conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre « Dépréciation » ; ou
- le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

#### ➤ **Provisions (dont IAS 37)**

*La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté* identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, *La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté* a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- Les risques opérationnels ;
- Les avantages au personnel ;
- Les risques d'exécution des engagements par signature ;
- Les litiges et garanties de passif ;
- Les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat)
- Les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- Le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- L'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- La courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- La provision pour risques opérationnels, pour lesquels un recensement des risques avérés, et une appréciation par la Direction de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel sont pris en compte.
- Les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en note 6.13 « Provisions ».

### ➤ **Avantages au personnel (IAS 19)**

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- Les avantages à court terme ;
- Les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies ;
- Les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- Les indemnités de cessation d'emploi.

#### ✓ **Avantages à court terme**

Les avantages à court terme sont ceux accordés aux salariés pendant leur période d'activité, et dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés intégralement dans les 12 mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus, tels que les salaires, les primes, les congés annuels rémunérés, les charges sociales et fiscales afférentes, ainsi que la participation et l'intéressement des salariés.

#### ✓ **Avantages postérieurs à l'emploi**

- Régimes à prestations définies

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. (Cf. note 7.4 « Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies »).

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

Conformément à la norme IAS 19, La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportées aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement

réel des actifs de régimes est constatée en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police d'assurance correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, la Caisse régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'ADICAM.

- Régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé qui constituent des charges de l'exercice.

✓ **Autres avantages à long terme**

Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

✓ **Indemnités de cessation d'emploi**

Les « indemnités de cessation d'emploi » résultent, soit de la décision de l'entité de mettre fin à l'emploi du salarié avant l'âge normal de départ à la retraite, soit de la décision de ce dernier d'accepter les indemnités offertes par l'entité en échange de la cessation de son emploi (offre faite aux salariés visant à encourager les départs volontaires).

➤ **Impôts sur le résultat (IAS 12)**

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le résultat comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Pour rappel, IAS 12 impose que les passifs et actifs d'impôts exigibles et différés doivent être évalués en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés. En France, un texte est quasi adopté après le vote favorable de l'Assemblée nationale et du Sénat et après approbation du Conseil constitutionnel ou dès que le délai de saisine du Conseil constitutionnel a expiré.

Lundi 2 décembre 2024, la responsabilité du gouvernement français a été engagée par le déclenchement de l'article 49.3 de la Constitution concernant le Projet de Loi de Finances de la Sécurité Sociale 2025. Mercredi 4 décembre 2024, une des motions de censure déposées a été adoptée, aboutissant à la démission du



gouvernement et à la suspension des travaux de l'Assemblée nationale, notamment la Loi de Finance 2025 qui prévoyait initialement des contributions exceptionnelles additionnelles à l'Impôt sur les Sociétés.

À la suite de ces événements et à ce stade, les différentes options au niveau législatif possibles conduisent à reconduire le budget 2024 en 2025 dans l'attente de discussions législatives.

Ainsi à date, il convient alors de considérer un maintien du taux d'IS à 25,83% (conformément au budget 2024) pour l'évaluation des passifs et actifs d'impôts exigibles et différés au 31 décembre 2024.

### ✓ **Impôts exigibles**

La norme IAS 12 définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt sur le résultat doit être payé (recouvré).

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur les bénéfices » du compte de résultat.

### ✓ **Impôts différés**

Certaines opérations réalisées par La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté peuvent générer des impôts sur le résultat payables ou recouvrables au cours de périodes futures. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :
  - La comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;
  - La comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.
- Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.
- Un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Le calcul des impôts différés tient compte des taux d'impôts de chaque pays et ne doit pas faire l'objet d'une actualisation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- Les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur les entités imposables différentes, qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- Soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- Soit par un regroupement d'entreprises.
  - Plus-values sur titres

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi par symétrie, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est reclassée en déduction des capitaux propres.

En France, les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôt sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de frais, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent une différence temporelle donnant lieu à la constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part de frais.

- Contrats de location IFRS 16

Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

### ✓ **Risques fiscaux**

Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts sur le résultat. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

- L'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % de l'administration fiscale ;

- Le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;
- En cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.

### ➤ **Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)**

Le groupe Crédit Agricole applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Le groupe Crédit Agricole applique la comptabilisation des immobilisations corporelles et incorporelles par composants. Les composants et durées d'amortissement sont adaptés à la nature de la construction et la localisation et sont définis comme suit :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	35 ans
Second œuvre	20 ans
Installations techniques	12 ans
Agencements	10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	5 ans (linéaire)

De la même façon, on retient à titre d'exemple, les durées suivantes généralement pratiquées par les différents types d'immobilisations incorporelles :

### ➤ **Opérations en 21)**

Catégorie d'immobilisation	Durée d'amortissement
Logiciels	3 ans

**devises (IAS**

En date de clôture, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie fonctionnelle du groupe Crédit Agricole.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- Sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;
- Sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;
- Sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste de valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- Les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;
- Les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- En résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- En capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

### ➤ **Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)**

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif (en application d'IFRS 9).

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- Le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique Commissions, lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).

- a) Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.
- b) Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

### ➤ Contrats de location (IFRS 16)

Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

#### **Contrats de location dont le Groupe est bailleur**

Les opérations de location sont classées selon les cas, soit en opérations de location-financement si le contrat de location transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent, soit en opérations de location simple si l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

- S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au preneur financée par un crédit accordé par le bailleur à ce dernier. Le bailleur constate ainsi une créance financière sur le preneur, comptabilisée en « actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Les loyers perçus sont décomposés entre d'une part les intérêts enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés », et d'autre part l'amortissement du capital, de façon que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel.

Pour les créances de location-financement, La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté applique l'approche générale de dépréciation des actifs financiers au coût amorti d'IFRS 9.

- S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les immobilisations corporelles à l'actif de son bilan et les amortit linéairement sur leur durée d'utilité hors valeur résiduelle. Les loyers sont également comptabilisés en résultat de manière linéaire sur la durée des contrats de location.  
Les produits de location et les dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat parmi les « produits des autres activités » et les « charges des autres activités ».

#### **Contrats de location dont le Groupe est preneur**

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, le principe Groupe applicable aux contrats à durée indéterminée ou renouvelables par tacite prolongation est de retenir la première option de sortie post 5 ans. La durée retenue pour les baux commerciaux dits « 3/6/9 » est généralement de 9 ans avec une période initiale non résiliable de 3 ans. Lorsque le preneur estime qu'il est raisonnablement certain ne pas exercer l'option de sortie au bout de 3 ans, le principe Groupe sera appliqué aux baux commerciaux français dans la majeure partie des cas, à la date de début du contrat de location. Ainsi, la durée initiale sera estimée à 6 ans. La principale exception sera le cas d'un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (par exemple en contrepartie d'une réduction de loyers) ; dans ce cas, on retiendra une durée de location initiale de 9 ans par application du principe Groupe.

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'emprunt marginal tient compte de la structure de paiement des loyers. Il reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique...).

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital.

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance, des coûts de remise en état et diminuée des avantages incitatifs à la location. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan. Les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Selon les dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

#### ➤ **Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées (IFRS 5)**

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » et « Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

Ces actifs non courants (ou groupe d'actifs destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, les actifs

non courants correspondant à des immobilisations amortissables cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Pour les participations mises en équivalence, la quote-part de résultat à hauteur du pourcentage détenu en vue de la vente cesse d'être comptabilisée. Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de la vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs du groupe d'actifs destiné à être cédé y compris les actifs financiers.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- Elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- Elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- Elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- Le résultat net après impôt des activités abandonnées ;
- Le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

## 1.2 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)

### ➤ Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés incluent les comptes de La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté dispose d'un pouvoir de contrôle, d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

### ✓ Consolidation des Caisses régionales

Les normes de consolidation existantes en IFRS sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société-mère et de filiales.

Le groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code Monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existe, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du groupe Crédit Agricole.

Ces différents attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société-mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politiques commerciales communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison-mère conventionnelle étant définie, le groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues par les IFRS.

La maison-mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse régionale de Franche-Comté et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.



## ✓ Notions de contrôle

Conformément aux IFRS, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle sur une entité est présumé exister lorsque La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté est exposée ou a droit à des rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque *La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté* détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seul(e) les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas uniquement sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels et des risques encourus par La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté, mais également de l'implication et des décisions de *La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté* lors de la création de l'entité, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité.

Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte). Ainsi, au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle que celui-ci soit exclusif ou conjoint. La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté est présumée exercer une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

## ➤ Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et les co-entreprises (hors activités conjointes).

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

Les participations dans des entreprises associées ou contrôlées conjointement sont comptabilisées comme un élément distinct au bilan dans la rubrique « Participations dans les entreprises mises en équivalence ». La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

### ➤ **Retraitements et éliminations**

Conformément à IFRS 10, La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté effectue les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Dans les comptes de l'entité consolidante, les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; la présence de moins-values chez le cédant peut entraîner la constatation d'une dépréciation de l'actif cédé à l'occasion de cette cession interne.

### ➤ **Conversion des états financiers des activités à l'étranger (IAS 21)**

Les états financiers des entités représentant une « activité à l'étranger » (filiale, succursale, entreprise associée ou coentreprise) sont convertis en euros en deux étapes :

- Conversion, de la monnaie locale de tenue de compte en monnaie fonctionnelle (monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité) : la conversion se fait comme si les éléments avaient été comptabilisés initialement dans la monnaie fonctionnelle (mêmes principes de conversion que pour les transactions en monnaie étrangère ci-avant) ;
- Conversion de la monnaie fonctionnelle en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe : les actifs et les passifs, y compris les écarts d'acquisition, sont convertis au cours de clôture. Les éléments de capitaux propres, tels que le capital social ou les réserves, sont convertis au cours de change historique. Les produits et les charges du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en tant que composante distincte des capitaux propres. Ces écarts de conversion sont comptabilisés en résultat en cas de sortie de l'activité à l'étranger (cession, remboursement de capital, liquidation, abandon d'activité) ou en cas de déconsolidation due à une perte de contrôle (même sans cession) lors de la comptabilisation du résultat de sortie ou de perte de contrôle.

## **2 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période**

Conformément à IFRS 3, la juste valeur provisoire des actifs et passifs acquis peut être ajustée afin de refléter les informations nouvelles obtenues à propos des faits et des circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition pendant la période d'évaluation qui ne doit pas excéder un an à compter de la date d'acquisition. Par conséquent les écarts d'acquisition présentés dans ce paragraphe peuvent faire l'objet d'ajustements ultérieurs dans ce délai.

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2024 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 13 « Périmètre de consolidation au 31 décembre 2024 ».

#### ➤ **Pilier 2 - Globe**

Les nouvelles règles fiscales internationales établies par l'OCDE, visant à soumettre les grands groupes internationaux à une imposition complémentaire lorsque le Taux Effectif d'Impôt (TEI) d'une juridiction dans laquelle ils sont implantés est inférieur à 15%, sont entrées en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Le premier exercice d'application de ces règles est l'exercice 2024.

Sur la base des dispositions de la Directive européenne adoptée fin 2022 et sa transposition dans les pays de l'union européenne, le Groupe a procédé à une estimation de l'impôt complémentaire GloBE au titre de l'année 2024.

En outre, conformément aux amendements à la norme IAS 12, publiés le 23 mai 2023 par l'IASB et adoptés par l'Union européenne le 8 novembre 2023, le Groupe applique l'exception obligatoire et temporaire à la comptabilisation des impôts différés liés à la mise en œuvre des règles GloBE.

#### ➤ **FCT Crédit Agricole Habitat 2024**

Au 31/12/2024, une nouvelle entité (FCT Crédit Agricole Habitat 2024) a été consolidée au sein du groupe Crédit Agricole, née d'une opération de titrisation réalisée par les Caisses régionales et LCL, le 27 mars 2024. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto-souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par les Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2024 pour un montant de 1,67 milliard d'euros.

Les Caisses régionales ont souscrit pour 166,7 millions d'euros de titres subordonnés et pour 750 millions d'euros de titres senior (émission auto-souscrite uniquement).

Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (61%) et établissements de crédit (39%)) pour un montant de 750 M€.

#### ➤ **Contrôle fiscal**

Lors de l'exercice, un contrôle fiscal a débuté le 21 mai 2024 pour La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté portant sur les années 2021 et 2022. La proposition de rectification a été reçue le 20 décembre 2024 et a fait l'objet d'un provisionnement dans les comptes.

### **3 Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture**

Le pilotage des risques bancaires au sein de La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté est assurée par la Direction des risques. Cette direction est rattachée au Directeur général et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre "Gestion des risques", comme le permet la norme IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir. Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

## 3.1 Risque de crédit

### Risque de crédit

Le calcul du montant des pertes attendues sur le risque de crédit doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques de l'exercice 2024, marqué par une dégradation de l'environnement économique global. Dans ce contexte, le Groupe a revu ses prévisions macro-économiques (forward looking) pour la détermination de l'estimation du risque de crédit. La Caisse Régionale a également procédé à une revue de son portefeuille de crédits et a mis à jour le forward looking local appliqué sur les filières considérées à risques.

#### 3.1.1 Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour perte comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

#### Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
<i>(en milliers d'euros)</i>									
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>715 918</b>	<b>(418)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>715 918</b>	<b>(418)</b>	<b>715 500</b>
<b>Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total après transferts</b>	<b>715 918</b>	<b>(418)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>715 918</b>	<b>(418)</b>	<b>715 500</b>
<b>Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes</b>	<b>45 101</b>	<b>(74)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>45 101</b>	<b>(74)</b>	<b>-</b>
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	46 915	(96)	-	-	-	-	46 915	(96)	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	(1 814)	22	-	-	-	-	(1 814)	22	-
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>761 019</b>	<b>(492)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>761 019</b>	<b>(492)</b>	<b>760 527</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable	-	-	-	-	-	-	-	-	-

spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour perte) (3)									
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>761 019</b>	<b>(492)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>761 019</b>	<b>(492)</b>	<b>760 527</b>
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif)

### **Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois		Actifs soumis à une ECL à maturité		Valeur comptable brute	Correction de valeur	Valeur comptable brute	Correction de valeur	Valeur nette comptable
	Valeur comptable	Correction de valeur	Valeur comptable brute	Correction de valeur					
(en milliers d'euros)									
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>129 378</b>	<b>(4)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>129 378</b>	<b>(4)</b>	<b>129 374</b>
<b>Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total après transferts</b>	<b>129 378</b>	<b>(4)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>129 378</b>	<b>(4)</b>	<b>129 374</b>
<b>Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes</b>	<b>(60 871)</b>	<b>-</b>	<b>1 208</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(59 663)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...	3 700	-	1 211	-	-	-	4 911	-	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, passages à perte	(64 571)	4	(3)	-	-	-	(64 574)	4	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	(4)	-	-	-	-	-	(4)	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>68 507</b>	<b>(4)</b>	<b>1 208</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>69 715</b>	<b>(4)</b>	<b>69 711</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de	(2)		2		-		-		
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>68 505</b>	<b>(4)</b>	<b>1 210</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>69 715</b>	<b>(4)</b>	<b>69 711</b>

Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		
---	---	--	---	--	---	--	---	--	--

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise en

### **Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle**

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois		Actifs soumis à une ECL à maturité		Valeur comptable brute	Correction de valeur	Valeur comptable brute	Correction de valeur	Valeur nette comptable
	Valeur comptable	Correction de valeur	Valeur comptable brute	Correction de valeur					
(en milliers d'euros)									
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>11 309 0</b>	<b>(19 804)</b>	<b>1 454 35</b>	<b>(82 991)</b>	<b>217 047</b>	<b>(98 775)</b>	<b>12 980 4</b>	<b>(201 570)</b>	<b>12 778 88</b>
<b>Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage</b>	<b>(109 910)</b>	<b>(10 154)</b>	<b>52 637</b>	<b>25 037</b>	<b>57 273</b>	<b>(23 126)</b>	<b>-</b>	<b>(8 243)</b>	<b>-</b>
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	(725 282)	2 139	725 282	(9 716)	-	-	-	(7 577)	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	630 618	(12 448)	(630 618)	30 050	-	-	-	17 602	-
Transferts vers Stage 3 (1)	(25 304)	209	(53 505)	5 030	78 809	(27 695)	-	(22 456)	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	10 058	(54)	11 478	(327)	(21 536)	4 569	-	4 188	-
<b>Total après transferts</b>	<b>11 199 1</b>	<b>(29 958)</b>	<b>1 506 99</b>	<b>(57 954)</b>	<b>274 320</b>	<b>(121 901)</b>	<b>12 980 4</b>	<b>(209 813)</b>	<b>12 770 63</b>
<b>Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes</b>	<b>32 961</b>	<b>9 077</b>	<b>(89 913)</b>	<b>(18 519)</b>	<b>(46 625)</b>	<b>10 873</b>	<b>(103 577)</b>	<b>1 431</b>	<b>-</b>
Nouvelle production : achat, octroi, origination,...	1 696 17	(4 693)	147 001	(11 636)	-	-	1 843 17	(16 329)	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, ...	(1 645 5)	3 512	(236 914)	9 648	(40 671)	18 191	(1 923 11)	31 351	-

Passages à perte					(5 942)	5 668	(5 942)	5 668	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	(12)	637	(12)	637	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		10 258		(16 531)		(14 909)		(21 182)	
Changements dans le modèle / méthodologie		-	-	-		(57)		(57)	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	(17 684)	-	-	-	-	1 343	(17 684)	1 343	
<b>Total</b>	<b>11 232 1</b>	<b>(20 881)</b>	<b>1 417 07</b>	<b>(76 473)</b>	<b>227 695</b>	<b>(111 028)</b>	<b>12 876 8</b>	<b>(208 382)</b>	<b>12 668 49</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le	3 462		(1 455)		11 264		13 271		
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>11 235 5</b>	<b>(20 881)</b>	<b>1 415 62</b>	<b>(76 473)</b>	<b>238 959</b>	<b>(111 028)</b>	<b>12 890 1</b>	<b>(208 382)</b>	<b>12 681 76</b>
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurées (reprise

### **Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Titres de dettes**

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois		Actifs soumis à une ECL à maturité		Valeur comptable	Correction de valeur	Valeur comptable	Correction de valeur
	Valeur comptable	Correction de valeur	Valeur comptable	Correction de valeur				
(en milliers d'euros)								
<b>Au 31 décembre 2023</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total après transferts</b>	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Variations des valeurs comptables et des corrections</b>	<b>40 518</b>	<b>(28)</b>	-	-	-	-	<b>40 518</b>	<b>(28)</b>
Réévaluation de juste valeur sur la période	529		-		-		529	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	39 989	(28)	-	-			39 989	(28)
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance	-	-	-	-	-	-	-	-
Passages à perte					-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles		-		-		-		-
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>40 518</b>	<b>(28)</b>	-	-	-	-	<b>40 518</b>	<b>(28)</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour	(501)		-		-		(501)	
<b>Au 31 décembre 2024</b>	<b>40 017</b>	<b>(28)</b>	-	-	-	-	<b>40 017</b>	<b>(28)</b>
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-	

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3 ou en Stage 2 puis en Stage 3

(2) Les originations en Stage 2 concernent les encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes)

**Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage)		Total		
	Engagements soumis à une ECL		Engagements soumis à une ECL à						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour	Montant net de l'engagement (a)
(en milliers d'euros)									
Au 31 décembre 2023	744 878	(1 775)	58 842	(4 008)	1 456	(577)	805 176	(6 360)	798 816
Transferts d'engagements en cours de vie	(1 139)	(344)	1 139	489	-	-	-	145	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	(23 949)	81	23 949	(158)			-	(77)	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	22 810	(425)	(22 810)	647			-	222	
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2/ Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	743 739	(2 119)	59 981	(3 519)	1 456	(577)	805 176	(6 215)	798 961
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	(61 301)	577	(3 440)	836	933	26	(63 808)	1 439	
Nouveaux engagements donnés (2)	321 995	(1 035)	28 571	(1 670)			350 566	(2 705)	
Extinction des engagements	(383 301)	1 236	(32 006)	3 518	(854)	26	(416 161)	4 780	
Passages à perte					(1)	-	(1)	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		376		(1 012)		-		(636)	
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	5	-	(5)	-	1 788	-	1 788	-	
Au 31 décembre 2024	682 438	(1 542)	56 541	(2 683)	2 389	(551)	741 368	(4 776)	736 592

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

**Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

(en milliers d'euros)	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage		Total		
	Engagements soumis à une ECL		Engagements soumis à une ECL à						
	Montant de l'engagement	Correcti on de valeur pour	Montant de l'engagement	Correcti on de valeur pour	Montant de l'engagement	Correcti on de valeur pour	Montant de l'engagement (a)	Correcti on de valeur pour	Montant net de l'engagement (a)
Au 31 décembre 2023	287 781	(725)	21 457	(2 830)	11 501	(8 257)	320 739	(11 812)	308 927
Transferts d'engagements en cours de vie	(780)	(326)	780	366	-	-	-	40	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	(3 687)	24	3 687	(232)			-	(208)	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	2 907	(350)	(2 907)	598			-	248	
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	287 001	(1 051)	22 237	(2 464)	11 501	(8 257)	320 739	(11 772)	308 967
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	35 370	404	(8 533)	1 013	(1 473)	(984)	25 364	433	
Nouveaux engagements donnés (2)	58 094	(226)	2 441	(249)			60 535	(475)	
Extinction des engagements	(24 599)	339	(10 967)	1 010	(1 521)	472	(37 087)	1 821	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		291		252		(1 456)		(913)	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-		-	-	-		-	-	
Autres	1 875	-	(7)	-	48	-	1 916	-	
Au 31 décembre 2024	322 371	(647)	13 704	(1 451)	10 028	(9 241)	346 103	(11 339)	334 764

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 concernent les engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

**3.1.2 Exposition maximale au risque de crédit**

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de

crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation d'IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (Stage 3).

**Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat)**

	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
(en milliers d'euros)						
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)</b>	<b>105 857</b>	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	10 477	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	95 380	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>196 335</b>	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>302 192</b>	-	-	-	-	-

	Au 31 décembre 2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
(en milliers d'euros)						
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)</b>	<b>60 944</b>	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	12 339	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	48 605	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>259 287</b>	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>320 231</b>	-	-	-	-	-

**Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation**

	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
(en milliers d'euros)						
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>40 017</b>	-	-	-	-	-
Titres de dettes	40 017	-	-	-	-	-



dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>13 512 002</b>	-	<b>3 361 941</b>	<b>328 742</b>	<b>5 471 404</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	127 931	-	42 152	2 399	60 508	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	<b>69 711</b>	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	<b>12 681 764</b>	-	<b>3 361 941</b>	<b>328 742</b>	<b>5 466 195</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	127 931	-	42 152	2 399	60 508	-
Titres de dettes	<b>760 527</b>	-	-	-	<b>5 209</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>13 552 019</b>	-	<b>3 361 941</b>	<b>328 742</b>	<b>5 471 404</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	127 931	-	42 152	2 399	60 508	-

	Au 31 décembre 2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
(en milliers d'euros)						
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>13 623 756</b>	-	<b>3 422 437</b>	<b>326 117</b>	<b>5 453 082</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	118 272	-	37 555	2 030	52 720	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	<b>129 374</b>	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	<b>12 778 882</b>	-	<b>3 422 437</b>	<b>326 117</b>	<b>5 447 853</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	118 272	-	37 555	2 030	52 720	-
Titres de dettes	<b>715 500</b>	-	-	-	<b>5 229</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>13 623 756</b>	-	<b>3 422 437</b>	<b>326 117</b>	<b>5 453 082</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	118 272	-	37 555	2 030	52 720	-

### **Engagements hors bilan soumis aux exigences de provisionnement**

	Au 31 décembre 2024					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
(en milliers d'euros)						
<b>Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)</b>	<b>334 764</b>	-	-	-	<b>157 220</b>	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	787	-	-	-	4 942	-
<b>Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)</b>	<b>736 592</b>	-	<b>46 885</b>	<b>19 568</b>	<b>62 086</b>	-

dont : engagements provisionnés en date de clôture	1 838	-	16	190	391	-
<b>Total</b>	<b>1 071 356</b>	<b>-</b>	<b>46 885</b>	<b>19 568</b>	<b>219 306</b>	<b>-</b>
dont : engagements provisionnés en date de clôture	2 625	-	16	190	5 333	-

	Au 31 décembre 2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
(en milliers d'euros)						
<b>Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)</b>	<b>308 927</b>	-	-	-	<b>154 459</b>	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	3 244	-	-	-	6 031	-
<b>Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)</b>	<b>798 816</b>	-	<b>61 383</b>	<b>23 549</b>	<b>85 716</b>	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	879	-	97	67	210	-
<b>Total</b>	<b>1 107 743</b>	<b>-</b>	<b>61 383</b>	<b>23 549</b>	<b>240 175</b>	<b>-</b>
dont : engagements provisionnés en date de clôture	4 123	-	97	67	6 241	-

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la note 9 « Engagements de financement et de garantie et autres garanties ».

### 3.1.3 Actifs financiers modifiés

Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre « Instruments financiers - Risque de crédit »).

Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l'issue de la restructuration est de :

	2024		
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	
(en milliers d'euros)			
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	-	-	-
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	-	7	<b>15 745</b>
Valeur comptable brute avant modification	-	7	15 757
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	(12)
<b>Titres de dettes</b>	-	-	-

Selon les principes établis dans la note 1.2 "Principes et méthodes comptables", chapitre "Instruments financiers - Risque de crédit", les actifs restructurés dont le stade de dépréciation correspond à celui du Stage 2 (actifs sains) ou Stage 3 (actifs dépréciés) peuvent faire l'objet d'un retour en Stage 1 (actifs sains).

Concentrations du risque de crédit

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

### Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre « Risques et pilier 3 – Gestion des risques - Risques de crédit » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

### Actifs financiers au coût amorti (hors opérations internes au Crédit Agricole)

		Au 31 décembre 2024						
		Valeur comptable						
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation s des actifs au coût amorti (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation s des actifs au coût amorti (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation s des actifs au coût amorti (Stage 3)	
(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit							
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	7 674 143	(2 877)	142 169	(1 332)			7 812 103
	0,5% < PD ≤ 2%	962 175	(3 830)	397 501	(9 289)			1 346 557
	2% < PD ≤ 20%	389 634	(5 494)	496 371	(37 425)			843 086
	20% < PD < 100%			17 235	(2 382)			14 853
	PD = 100%					169 824	(73 276)	96 548
Total Clientèle de détail		9 025 952	(12 201)	1 053 276	(50 428)	169 824	(73 276)	10 113 147
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	2 194 679	(2 369)	36 096	(725)			2 227 681
	0,6% < PD < 12%	844 453	(6 808)	278 186	(18 531)			1 097 300
	12% ≤ PD < 100%			49 276	(6 789)			42 487
	PD = 100%					69 135	(37 752)	31 383
Total Hors clientèle de détail		3 039 132	(9 177)	363 558	(26 045)	69 135	(37 752)	3 398 851
Total		12 065 087	(21 377)	1 416 834	(76 473)	238 959	(111 028)	13 512 002

		Au 31 décembre 2023			
		Valeur comptable			
(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	7 751 560	109 304		7 860 864
	0,5% < PD ≤ 2%	937 719	435 719		1 373 438
	2% < PD ≤ 20%	307 520	585 464		892 984
	20% < PD < 100%		22 549		22 549
	PD = 100%			161 518	161 518
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>8 996 799</b>	<b>1 153 036</b>	<b>161 518</b>	<b>10 311 353</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	2 370 638	16 030		2 386 668
	0,6% < PD < 12%	786 912	243 813		1 030 725
	12% ≤ PD < 100%		41 476		41 476
	PD = 100%			55 529	55 529
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>3 157 550</b>	<b>301 319</b>	<b>55 529</b>	<b>3 514 398</b>
Dépréciations		(20 226)	(82 991)	(98 775)	(201 992)
<b>Total</b>		<b>12 134 120</b>	<b>1 371 364</b>	<b>118 272</b>	<b>13 623 756</b>

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Valeur comptable						Total
		Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciations des actifs (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciations des actifs (Stage 2)	Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciations des actifs (Stage 3)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-	-	-			-
Total Clientèle de détail		-	-	-	-	-	-	-
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	40 045	(28)	-	-			40 017
	0,6% < PD < 12%	-	-	-	-			-
	12% ≤ PD < 100%			-	-			-
	PD = 100%					-	-	-
Total Hors clientèle de détail		40 045	(28)	-	-	-	-	40 017
Total		40 045	(28)	-	-	-	-	40 017

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2023			
		Valeur comptable			
		Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-		-
	0,5% < PD ≤ 2%	-	-		-
	2% < PD ≤ 20%	-	-		-
	20% < PD < 100%		-		-
	PD = 100%			-	-
Total Clientèle de détail		-	-	-	-
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	-	-		-
	0,6% < PD < 12%	-	-		-
	12% ≤ PD < 100%		-		-
	PD = 100%			-	-
Total Hors clientèle de détail		-	-	-	-
Dépréciations		-	-	-	-
Total		-	-	-	-

Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Au 31 décembre 2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés		Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)(1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)(1)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)(1)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	374 035	(157)	1 395	(8)			375 265
	0,5% < PD ≤ 2%	48 093	(292)	4 598	(43)			52 356
	2% < PD ≤ 20%	22 014	(315)	12 718	(772)			33 645

	20% < PD < 100%			1 004	(458)			546
	PD = 100%					1 400	(109)	1 291
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>444 142</b>	<b>(764)</b>	<b>19 715</b>	<b>(1 281)</b>	<b>1 400</b>	<b>(109)</b>	<b>463 103</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	161 924	(181)	3 664	(50)			165 357
	0,6% < PD < 12%	76 372	(597)	19 637	(1 011)			94 401
	12% ≤ PD < 100%			13 525	(341)			13 184
	PD = 100%					989	(442)	547
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>238 296</b>	<b>(778)</b>	<b>36 826</b>	<b>(1 402)</b>	<b>989</b>	<b>(442)</b>	<b>273 489</b>
<b>Total</b>		<b>682 438</b>	<b>(1 542)</b>	<b>56 541</b>	<b>(2 683)</b>	<b>2 389</b>	<b>(551)</b>	<b>736 592</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

		Au 31 décembre 2023			
		Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	433 672	2 419		436 091
	0,5% < PD ≤ 2%	55 921	6 687		62 608
	2% < PD ≤ 20%	27 722	20 160		47 882
	20% < PD < 100%		1 518		1 518
	PD = 100%			1 232	1 232
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>517 315</b>	<b>30 784</b>	<b>1 232</b>	<b>549 331</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	147 003	1 393		148 396
	0,6% < PD < 12%	80 561	25 023		105 584
	12% ≤ PD < 100%		1 643		1 643
	PD = 100%			224	224
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>227 564</b>	<b>28 059</b>	<b>224</b>	<b>255 847</b>
Provisions (1)		(1 775)	(4 008)	(577)	(6 360)
<b>Total</b>		<b>743 103</b>	<b>54 834</b>	<b>879</b>	<b>798 816</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

### **Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

		Au 31 décembre 2024						
		Montant de l'engagement						
		Engagements sains				Engagements provisionnés		Total
(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions des engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)(1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions des engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)(1)	Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions des engagements (Stage 3)(1)	
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	8 536	(14)	-	-			8 522
	0,5% < PD ≤ 2%	1 157	(11)	969	(138)			1 977
	2% < PD ≤ 20%	619	(13)	332	(72)			866
	20% < PD < 100%			11	(1)			10
	PD = 100%					367	(38)	329
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>10 312</b>	<b>(38)</b>	<b>1 312</b>	<b>(211)</b>	<b>367</b>	<b>(38)</b>	<b>11 704</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	242 033	(164)	364	(2)			242 231
	0,6% < PD < 12%	70 026	(445)	11 476	(1 113)			79 944

	12% ≤ PD < 100%			552	(125)			427
	PD = 100%					9 661	(9 203)	458
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>312 059</b>	<b>(609)</b>	<b>12 392</b>	<b>(1 240)</b>	<b>9 661</b>	<b>(9 203)</b>	<b>323 060</b>
<b>TOTAL</b>		<b>322 371</b>	<b>(647)</b>	<b>13 704</b>	<b>(1 451)</b>	<b>10 028</b>	<b>(9 241)</b>	<b>334 764</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

		Au 31 décembre 2023			
		Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	6 794	200		6 994
	0,5% < PD ≤ 2%	1 344	1 345		2 689
	2% < PD ≤ 20%	1 939	666		2 605
	20% < PD < 100%		115		115
	PD = 100%			379	379
<b>Total Clientèle de détail</b>		<b>10 077</b>	<b>2 326</b>	<b>379</b>	<b>12 782</b>
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	221 611	71		221 682
	0,6% < PD < 12%	56 093	16 658		72 751
	12% ≤ PD < 100%		2 403		2 403
	PD = 100%			11 122	11 122
<b>Total Hors clientèle de détail</b>		<b>277 704</b>	<b>19 132</b>	<b>11 122</b>	<b>307 958</b>
Provisions (1)		(725)	(2 830)	(8 257)	(11 812)
<b>TOTAL</b>		<b>287 056</b>	<b>18 627</b>	<b>3 244</b>	<b>308 927</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

## Concentrations du risque de crédit par agent économique

### Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024							Au 31 décembre 2023						
	Valeur comptable							Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2				Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2			
Administration générale	863 828	(623)	1 730	(19)	-	-	865 558	892 630	(620)	4 564	(31)	-	-	897 194
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	265 695	(116)	1 210	-	-	-	266 905	307 054	(89)	-	-	-	-	307 054
Grandes entreprises	1 909 613	(8 438)	360 618	(26 026)	69 135	(37 752)	2 339 366	1 957 866	(7 947)	296 755	(25 928)	55 529	(30 386)	2 310 150
Clientèle de détail	9 025 951	(12 200)	1 053 276	(50 428)	169 824	(73 276)	10 249 051	8 996 796	(11 570)	1 153 036	(57 032)	161 518	(68 389)	10 311 350
Total	12 065 087	(21 377)	1 416 834	(76 473)	238 959	(111 028)	13 720 880	12 154 346	(20 226)	1 454 355	(82 991)	217 047	(98 775)	13 825 748

### Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique

		Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
		Valeur comptable				Valeur comptable			
		Actifs sains	Actifs dépréciés	Dont dépréciés	Total	Actifs sains	Actifs dépréciés	Dont dépréciés	Total

(en milliers d'euros)	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 2	és (Stage 3)	ation des actifs à la JV par OCI - Stage 3		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dont dépréciation des actifs à la JV par OCI - Stage 2	és (Stage 3)	ation des actifs à la JV par OCI - Stage 3	
Etablissements de crédit	5 311	(1)	-	-	-	-	5 311	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	34 706	(27)	-	-	-	-	34 706	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>40 017</b>	<b>(28)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>40 017</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

### **Dettes envers la clientèle par agent économique**

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Administration générale	7 728	8 290
Grandes entreprises	2 242 321	2 094 790
Clientèle de détail	3 253 763	3 060 009
<b>Total Dettes envers la clientèle</b>	<b>5 503 812</b>	<b>5 163 089</b>

### **Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024							Au 31 décembre 2023						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)				Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)			
Administration générale	21 496	(11)	-	-	-	-	21 496	27 565	(14)	253	(3)	-	-	27 818
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	216 800	(767)	36 826	(1 402)	989	(442)	254 615	199 999	(756)	27 806	(1 862)	224	(465)	228 029
Clientèle de détail	444 142	(764)	19 715	(1 281)	1 400	(109)	465 257	517 314	(1 005)	30 783	(2 143)	1 232	(112)	549 329
<b>Total</b>	<b>682 438</b>	<b>(1 542)</b>	<b>56 541</b>	<b>(2 683)</b>	<b>2 389</b>	<b>(551)</b>	<b>741 368</b>	<b>744 878</b>	<b>(1 775)</b>	<b>58 842</b>	<b>(4 008)</b>	<b>1 456</b>	<b>(577)</b>	<b>805 176</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

### **Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre 2024							Au 31 décembre 2023						
	Montant de l'engagement							Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)				Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2) (1)			
Administration générale	6 401	-	-	-	350	-	6 751	4 685	-	-	-	-	-	4 685
Banques centrales	-	-	-	-	188	-	188	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	154 089	-	64	-	4 404	-	158 557	148 357	-	71	-	6 031	-	154 459

Grandes entreprises	151 569	(609)	12 328	(1 240)	4 719	(9 203)	168 616	124 662	(664)	19 061	(2 393)	5 091	(8 207)	148 814
Clientèle de détail	10 312	(38)	1 312	(211)	367	(38)	11 991	10 077	(61)	2 325	(437)	379	(50)	12 781
<b>Total</b>	<b>322 371</b>	<b>(647)</b>	<b>13 704</b>	<b>(1 451)</b>	<b>10 028</b>	<b>(9 241)</b>	<b>346 103</b>	<b>287 781</b>	<b>(725)</b>	<b>21 457</b>	<b>(2 830)</b>	<b>11 501</b>	<b>(8 257)</b>	<b>320 739</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

### **Concentrations du risque de crédit par zone géographique**

#### **Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
France (y compris DROM-COM)	11 593 568	1 405 019	235 851	<b>13 234 438</b>	11 728 050	1 438 729	213 851	<b>13 380 630</b>
Autres pays de l'Union européenne	286 932	225	143	<b>287 300</b>	269 714	1 024	162	<b>270 900</b>
Autres pays d'Europe	145 184	11 034	2 959	<b>159 177</b>	148 137	14 366	3 019	<b>165 522</b>
Amérique du Nord	4 681	546	5	<b>5 232</b>	5 481	223	5	<b>5 709</b>
Amériques centrale et du Sud	76	-	-	<b>76</b>	96	-	-	<b>96</b>
Afrique et Moyen-Orient	842	7	1	<b>850</b>	980	12	-	<b>992</b>
Asie et Océanie (hors Japon)	1 420	3	-	<b>1 423</b>	1 630	1	10	<b>1 641</b>
Japon	230	-	-	<b>230</b>	258	-	-	<b>258</b>
Organismes supra-nationaux	32 154	-	-	<b>32 154</b>	-	-	-	<b>-</b>
Dépréciations	(21 377)	(76 473)	(111 028)	<b>(208 878)</b>	(20 226)	(82 991)	(98 775)	<b>(201 992)</b>
<b>Total</b>	<b>12 043 710</b>	<b>1 340 361</b>	<b>127 931</b>	<b>13 512 002</b>	<b>12 134 120</b>	<b>1 371 364</b>	<b>118 272</b>	<b>13 623 756</b>

#### **Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique**

	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
France (y compris DROM-COM)	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays de l'Union européenne	40 017	-	-	<b>40 017</b>	-	-	-	-
Autres pays d'Europe	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>40 017</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>40 017</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

#### **Dettes envers la clientèle par zone géographique**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2024	31/12/2023
France (y compris DROM-COM)	5 404 870	5 085 680
Autres pays de l'Union européenne	52 459	31 590
Autres pays d'Europe	37 096	35 899
Amérique du Nord	3 675	3 631
Amériques centrale et du Sud	442	309
Afrique et Moyen-Orient	2 909	3 662
Asie et Océanie (hors Japon)	2 193	2 021
Japon	168	297
Organismes supra-nationaux	-	-
<b>Total Dettes envers la clientèle</b>	<b>5 503 812</b>	<b>5 163 089</b>



**Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
(en milliers d'euros)								
France (y compris DROM-COM)	679 446	56 468	2 388	738 302	740 612	58 736	1 456	800 804
Autres pays de l'Union européenne	330	2	-	332	204	4	-	208
Autres pays d'Europe	2 270	66	1	2 337	3 189	95	-	3 284
Amérique du Nord	78	2	-	80	267	4	-	271
Amériques centrale et du Sud	14	-	-	14	14	-	-	14
Afrique et Moyen-Orient	285	3	-	288	575	3	-	578
Asie et Océanie (hors Japon)	14	-	-	14	16	-	-	16
Japon	1	-	-	1	1	-	-	1
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions (1)	(1 542)	(2 683)	(551)	(4 776)	(1 775)	(4 008)	(577)	(6 360)
<b>Total</b>	<b>680 896</b>	<b>53 858</b>	<b>1 838</b>	<b>736 592</b>	<b>743 103</b>	<b>54 834</b>	<b>879</b>	<b>798 816</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

**Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Au 31 décembre 2024				Au 31 décembre 2023			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
(en milliers d'euros)								
France (y compris DROM-COM)	316 454	13 640	10 028	340 122	281 874	21 386	11 501	314 761
Autres pays de l'Union européenne	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays d'Europe	65	64	-	129	49	71	-	120
Amérique du Nord	308	-	-	308	314	-	-	314
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	5 544	-	-	5 544	5 544	-	-	5 544
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions (1)	(647)	(1 451)	(9 241)	(11 339)	(725)	(2 830)	(8 257)	(11 812)
<b>Total</b>	<b>321 724</b>	<b>12 253</b>	<b>787</b>	<b>334 764</b>	<b>287 056</b>	<b>18 627</b>	<b>3 244</b>	<b>308 927</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

**3.1.4 Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement****Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique**

	Valeur comptable au 31 décembre 2024
--	--------------------------------------

	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
(en milliers d'euros)									
<b>Titres de dettes</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Prêts et créances</b>	82 546	2 362	-	51 883	12 503	-	8 072	7 714	52 861
Administration générale	168	-	-	-	2	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	48 498	527	-	13 941	3 568	-	910	851	14 988
Clientèle de détail	33 880	1 835	-	37 942	8 933	-	7 162	6 863	37 873
<b>Total</b>	<b>82 546</b>	<b>2 362</b>	<b>-</b>	<b>51 883</b>	<b>12 503</b>	<b>-</b>	<b>8 072</b>	<b>7 714</b>	<b>52 861</b>

	Valeur comptable au 31 décembre 2023								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
(en milliers d'euros)									
<b>Titres de dettes</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Prêts et créances</b>	114 160	2 031	-	64 223	11 075	-	6 737	6 706	47 397
Administration générale	38 346	-	-	835	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	46 079	624	-	16 588	1 913	-	1 626	787	9 762
Clientèle de détail	29 735	1 407	-	46 800	9 162	-	5 111	5 919	37 635
<b>Total</b>	<b>114 160</b>	<b>2 031</b>	<b>-</b>	<b>64 223</b>	<b>11 075</b>	<b>-</b>	<b>6 737</b>	<b>6 706</b>	<b>47 397</b>

## 3.2 Expositions au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation pour les actifs financiers non évalués à la juste valeur par résultat (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions de La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté au risque souverain sont les suivantes :

### Activité bancaire

31/12/2024	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
(en milliers d'euros)							
Allemagne	-	1 240	-	16 566	17 806	-	17 806
Belgique	-	179	-	8 037	8 216	-	8 216
France	-	1 257	-	227 930	229 187	-	229 187

Autres pays souverains	-	1 266	-	-	1 266	-	1 266
<b>Total</b>	-	<b>3 942</b>	-	<b>252 533</b>	<b>256 475</b>	-	<b>256 475</b>

31/12/2023  (en milliers d'euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Belgique	-	249	-	8 012	8 261	-	8 261
France	-	1 218	-	226 965	228 183	-	228 183
Autres pays souverains	-	2 663	-	16 273	18 936	-	18 936
<b>Total</b>	-	<b>4 130</b>	-	<b>251 250</b>	<b>255 380</b>	-	<b>255 380</b>

### 3.3 Risque de marché

(Cf. Rapport de gestion 5.3 Gestion des risques)

#### Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

#### Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif

(en milliers d'euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	3 157	25 766	167 412	196 335
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>3 157</b>	<b>25 766</b>	<b>167 412</b>	<b>196 335</b>
Opérations de change à terme	-	-	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif</b>	<b>3 157</b>	<b>25 766</b>	<b>167 412</b>	<b>196 335</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	2 073	39 400	217 814	259 287
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>2 073</b>	<b>39 400</b>	<b>217 814</b>	<b>259 287</b>
Opérations de change à terme	-	-	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif</b>	<b>2 073</b>	<b>39 400</b>	<b>217 814</b>	<b>259 287</b>

#### Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif

(en milliers d'euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	547	11 521	45 174	57 242
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
<b>Sous-total</b>	<b>547</b>	<b>11 521</b>	<b>45 174</b>	<b>57 242</b>
Opérations de change à terme	-	-	-	-

Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	547	11 521	45 174	57 242
---	-----	--------	--------	--------

(en milliers d'euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	4 974	32 829	37 803
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	-	4 974	32 829	37 803
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	-	4 974	32 829	37 803

### Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif

(en milliers d'euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	63	388	8 883	9 334
Instruments de devises et or	207	26	-	233
Autres instruments	121	-	57	178
Sous-total	391	414	8 940	9 745
Opérations de change à terme	722	10	-	732
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	1 113	424	8 940	10 477

(en milliers d'euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	434	1 793	8 280	10 507
Instruments de devises et or	315	215	-	530
Autres instruments	192	-	116	308
Sous-total	941	2 008	8 396	11 345
Opérations de change à terme	955	39	-	994
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	1 896	2 047	8 396	12 339

### Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif

(en milliers d'euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	63	388	8 926	9 377
Instruments de devises et or	207	26	-	233
Autres instruments	60	-	-	60
Sous-total	330	414	8 926	9 670
Opérations de change à terme	700	7	-	707
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	1 030	421	8 926	10 377

(en milliers d'euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	209	598	8 323	9 130
Instruments de devises et or	315	215	-	530
Autres instruments	43	-	-	43
Sous-total	567	813	8 323	9 703
Opérations de change à terme	907	37	-	944
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	1 474	850	8 323	10 647

### Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
-----------------------	------------	------------

	Total encours notionnel	Total encours notionnel
Instruments de taux d'intérêt	4 360 529	4 276 837
Instruments de devises et or	82 668	93 964
Autres instruments	1 159	1 159
Sous-total	4 444 356	4 371 960
Opérations de change à terme	92 875	140 923
Total Notionnels	4 537 231	4 512 883

### Risque de change

(Cf. Rapport de gestion chapitre 5.3 Gestion des risques)

## 3.4 Risque de liquidité et de financement

(Cf. Rapport de gestion chapitre 5.3 Gestion des risques)

### Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	293 694	48 449	1 015 740	123 327	260	1 481 470
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	682 989	1 178 090	4 363 660	6 651 940	13 467	12 890 146
<b>Total</b>	<b>976 683</b>	<b>1 226 539</b>	<b>5 379 400</b>	<b>6 775 267</b>	<b>13 727</b>	<b>14 371 616</b>
Dépréciations						(208 386)
<b>Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>						<b>14 163 230</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	366 676	6 897	673 291	32 553	619	1 080 036
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	677 296	1 175 407	4 390 683	6 706 136	30 930	12 980 452
<b>Total</b>	<b>1 043 972</b>	<b>1 182 304</b>	<b>5 063 974</b>	<b>6 738 689</b>	<b>31 549</b>	<b>14 060 488</b>
Dépréciations						(201 574)
<b>Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>						<b>13 858 914</b>

### Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	661 837	1 450 286	4 486 624	1 873 567	-	8 472 314
Dettes envers la clientèle	4 065 674	339 679	780 712	317 747	-	5 503 812
<b>Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>	<b>4 727 511</b>	<b>1 789 965</b>	<b>5 267 336</b>	<b>2 191 314</b>	<b>-</b>	<b>13 976 126</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	854 207	1 142 562	4 311 630	1 864 359	-	8 172 758
Dettes envers la clientèle	3 989 756	281 284	608 598	283 451	-	5 163 089
<b>Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>	<b>4 843 963</b>	<b>1 423 846</b>	<b>4 920 228</b>	<b>2 147 810</b>	<b>-</b>	<b>13 335 847</b>

### Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
<b>Dettes représentées par un titre</b>						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	326	-	-	51 922	-	52 248
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>326</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>51 922</b>	<b>-</b>	<b>52 248</b>
<b>Dettes subordonnées</b>						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-	-	671	(671)	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	230	-	-	-	-	230
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes subordonnées</b>	<b>230</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>671</b>	<b>(671)</b>	<b>230</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
<b>Dettes représentées par un titre</b>						
Bons de caisse	-	-	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	-	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	403	-	-	47 360	-	47 763
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>403</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>47 360</b>	<b>-</b>	<b>47 763</b>
<b>Dettes subordonnées</b>						
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-	-	671	(671)	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	2	2
Dépôts de garantie à caractère mutuel	230	-	-	-	-	230
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes subordonnées</b>	<b>230</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>671</b>	<b>(669)</b>	<b>232</b>

### Garanties financières en risque données par maturité attendue

Les montants présentés correspondent au montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provisions ou qui sont sous surveillance.

(en milliers d'euros)	31/12/2024					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	450	-	-	-	-	450

(en milliers d'euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Garanties financières données	11 198	-	-	-	-	11 198

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.3 « Risque de marché ».

## 3.5 Comptabilité de couverture

(Cf. Note 3.3 « Risque de marché » et Chapitre « Gestion des risques – Gestion du bilan » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.)

### ***Couverture de juste valeur***

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

### ***Couverture de flux de trésorerie***

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

### ***Couverture d'un investissement net en devise***

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devise étrangères.

### ***Instruments dérivés de couverture***

	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
(en milliers d'euros)						
Couverture de juste valeur	196 335	57 242	4 070 711	259 287	37 803	3 936 967
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger	-	-	-	-	-	-
Total Instruments dérivés de couverture	196 335	57 242	4 070 711	259 287	37 803	3 936 967

Le Groupe applique, conformément à nos Principes et Méthodes Comptables pour la couverture de juste valeur d'un portefeuille d'éléments de taux d'intérêt, d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers, la norme IAS 39 tel qu'adoptée par l'Union européenne (version carve-out). Les dispositions de la norme permettent notamment d'inclure les dépôts à vue faiblement ou non rémunérés dans cette relation de couverture.

L'augmentation des taux de marché entraîne d'une part un risque de diminution des encours de dépôts à vue vers des produits d'épargne réglementés ou non ou des produits d'épargne non représentatifs d'une comptabilisation au bilan de l'établissement et d'autre part des modifications dans les lois d'écoulement des passifs financiers.

Le groupe Crédit Agricole a recours à des swaps de macro-couverture de juste valeur pour couvrir le risque inflation des livrets d'épargne (réglementés et non réglementés).

Le contexte actuel de taux d'intérêts et d'inflation a conduit le Gouvernement à figer, par arrêté ministériel publié le 29 juillet 2023, le taux de rémunération du Livret A à 3 % pour la période du 1er août 2023 au 31 janvier 2025, rendant la rémunération de ces produits d'épargne insensible en termes de rémunération aux variations de l'inflation et des taux d'intérêt sur cette période.

Dans ce contexte, les relations de couverture comptable par des swaps ont fait l'objet d'une déqualification comptable concernant notamment les positions courtes. A compter de la date d'application de cet arrêté

ministériel, les dérivés de couverture non résiliés ont fait l'objet d'un reclassement en dérivé détenus à des fins de transaction dans la mesure où la relation de couverture a cessé.

Conformément à IAS 39.92, le stock d'écarts de réévaluation de la portion couverte du portefeuille fait l'objet d'un étalement sur la durée résiduelle de sa la portion couverte initialement.

Au 31 décembre 2024, le *mark-to-market* des dérivés de couverture ayant été déqualifiés suite à cet arrêté ministériel s'élève à 75 milliers d'euros contre 1420 milliers d'euros au 31 décembre 2023. L'impact au compte de résultat de cette déqualification s'élève au 31 décembre 2024 à 667 milliers d'euros contre -140 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

**Opérations sur instruments dérivés de couverture: analyse par durée résiduelle (notionnels)**

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

(en milliers d'euros)	31/12/2024			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	782 296	1 157 408	2 131 007	4 070 711
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	782 296	1 157 408	2 131 007	4 070 711
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	782 296	1 157 408	2 131 007	4 070 711

(en milliers d'euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	184 745	1 630 730	2 121 492	3 936 967
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	184 745	1 630 730	2 121 492	3 936 967
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	184 745	1 630 730	2 121 492	3 936 967

La note 3.3 « Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle » présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

➤ **Couverture de juste valeur**

***Instruments dérivés de couverture***

(en milliers d'euros)	31/12/2024				31/12/2023			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif			Actif	Passif		
Couverture de juste valeur								
Marchés organisés et de gré à gré	3 859	8 875	(1 532)	136 968	5 248	8 585	(4 956)	150 390
Taux d'intérêt	3 859	8 875	(1 532)	136 968	5 248	8 585	(4 956)	150 390
Change	-	-	-	-	-	-	-	-



Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total des micro-couvertures de juste valeur</b>	<b>3 859</b>	<b>8 875</b>	<b>(1 532)</b>	<b>136 968</b>	<b>5 248</b>	<b>8 585</b>	<b>(4 956)</b>	<b>150 390</b>
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	192 476	48 367	(75 507)	3 933 743	254 039	29 218	(153 582)	3 786 577
<b>Total couverture de juste valeur</b>	<b>196 335</b>	<b>57 242</b>	<b>(77 039)</b>	<b>4 070 711</b>	<b>259 287</b>	<b>37 803</b>	<b>(158 538)</b>	<b>3 936 967</b>

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

### Eléments couverts

Micro-couvertures	31/12/2024				31/12/2023			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluation s de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluation s de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluation s de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluation s de juste valeur liées à la couverture restant à étaler		Valeur comptable	Dont cumul des réévaluation s de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluation s de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
(en milliers d'euros)								
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-		-	-	-		-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	142 026	5 058	-	1 540	156 577	3 518	-	4 933
Taux d'intérêt	142 026	5 058	-	1 540	156 577	3 518	-	4 933
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif	142 026	5 058	-	1 540	156 577	3 518	-	4 933
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif	-	-	-	-	-	-	-	-

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Macro-couvertures	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	3 654 951	-	3 525 353	-
<b>Total - Actifs</b>	<b>3 654 951</b>	<b>-</b>	<b>3 525 353</b>	<b>-</b>
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	123 267	-	5 446	-
<b>Total - Passifs</b>	<b>123 267</b>	<b>-</b>	<b>5 446</b>	<b>-</b>

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

### Résultat de la comptabilité de couverture

	31/12/2024			31/12/2023		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)			Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
(en milliers d'euros)						
Taux d'intérêt	(77 039)	76 232	(807)	(158 538)	156 645	(1 893)
Change	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Total	(77 039)	76 232	(807)	(158 538)	156 645	(1 893)

### 3.6 Risques opérationnels

(Cf. Rapport de gestion chapitre 5.2 Facteurs de risques)

### 3.7 Gestion du capital et ratios réglementaires

Conformément au règlement européen (UE) 575/2013<sup>3</sup> (CRR), La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté est soumise au respect du ratio de solvabilité, de levier et de liquidité.

La gestion des fonds propres de La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens de la directive européenne (UE) 2013/36<sup>4</sup> et du règlement européen (UE) 575/2013, applicables depuis le 1er janvier 2014, et exigés par les autorités compétentes, la Banque centrale européenne (BCE) et l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

Ce dispositif prudentiel consiste notamment à renforcer la qualité et la quantité des fonds propres réglementaires requis, à mieux appréhender les risques, à inclure des coussins de fonds propres et des exigences supplémentaires en matière de la liquidité et du levier.

Les fonds propres sont répartis en trois catégories :

- les fonds propres de base de catégorie 1 ou *Common Equity Tier 1* (CET1), déterminés à partir des capitaux propres retraités, notamment de certains instruments de capital qui sont classés en *Additional Tier 1* (AT1), et de déductions des immobilisations incorporelles ;
- les fonds propres de catégorie 1 ou *Tier 1*, constitués du *Common Equity Tier 1* et des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 ou *Additional Tier 1* perpétuels ;
- les fonds propres globaux, qui sont constitués des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2 ou *Tier 2* (T2) composés d'instruments subordonnés ayant une maturité minimale à l'émission de 5 ans.

Pour être reconnus en fonds propres, les instruments de catégorie 1 et de catégorie 2 doivent répondre à des critères d'inclusion exigeants. Si d'anciens instruments ne sont pas ou plus éligibles, ils font l'objet d'une clause de « grand-père » permettant de les éliminer des fonds propres de façon progressive.

Les déductions relatives aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent respectivement selon le type de l'instrument sur les montants du CET1,

<sup>3</sup> Tel que supplémenté et amendé, en ce compris notamment au travers du règlement (UE) 2019/876 de juin 2019, du règlement (UE) 2020/873 de juin 2020 et du règlement (UE) 2024/1623 de juin 2024 pour les exigences réglementaires ayant une date d'application anticipée au 9 juillet 2024.

<sup>4</sup> Telle que supplémentée et amendée, en ce compris notamment au travers de la directive (UE) 2019/878 de juin 2019.

du *Tier 1* (AT1) et du *Tier 2* (T2). Elles s'appliquent également aux détentions dans le secteur des assurances, quand l'établissement ne bénéficie pas de la dérogation conglomérat financier".

En 2024 comme en 2023 et selon la réglementation en vigueur, La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a respecté les exigences réglementaires.

## 4 Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

### 4.1 Produits et charges d'intérêts

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Sur les actifs financiers au coût amorti	336 990	326 561
Opérations avec les établissements de crédit	12 248	17 609
Opérations internes au Crédit Agricole	47 774	60 402
Opérations avec la clientèle	266 823	236 902
Opérations de location-financement	-	-
Titres de dettes	10 145	11 648
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	671	-
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Titres de dettes	671	-
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	121 554	105 159
Autres intérêts et produits assimilés	487	67
<b>Produits d'intérêts (1)</b>	<b>459 702</b>	<b>431 787</b>
Sur les passifs financiers au coût amorti	(317 883)	(288 009)
Opérations avec les établissements de crédit	(11 157)	(19 689)
Opérations internes au Crédit Agricole	(225 642)	(216 713)
Opérations avec la clientèle	(79 055)	(49 755)
Opérations de location-financement	-	-
Dettes représentées par un titre	(2 029)	(1 843)
Dettes subordonnées	-	(9)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(49 901)	(44 939)
Autres intérêts et charges assimilées	(405)	(619)
<b>Charges d'intérêts</b>	<b>(368 189)</b>	<b>(333 567)</b>

(1) dont 4 306 milliers d'euros sur créances dépréciées (Stage 3) au 31 décembre 2024 contre 4 338 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Les montants d'intérêts négatifs enregistrés en produits d'intérêts pour les passifs financiers et charges d'intérêts pour les actifs financiers sont respectivement de 0 milliers d'euros et 0 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 9 016 milliers d'euros et 0 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

### 4.2 Produits et charges de commissions

(en milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	616	(44)	572	611	(65)	546
Sur opérations internes au Crédit Agricole	14 133	(32 860)	(18 727)	16 842	(33 695)	(16 853)
Sur opérations avec la clientèle	8 810	(1 915)	6 895	9 200	(2 528)	6 672
Sur opérations sur titres	-	-	-	-	-	-
Sur opérations de change	858	-	858	940	-	940
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	242	-	242	116	-	116
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	149 435	(11 695)	137 740	141 914	(10 596)	131 318
Gestion d'OPC, fiducie et activités analogues	1 253	(59)	1 194	1 273	(50)	1 223
<b>Total Produits et charges de commissions</b>	<b>175 347</b>	<b>(46 573)</b>	<b>128 774</b>	<b>170 896</b>	<b>(46 934)</b>	<b>123 962</b>

Les produits de commissions des opérations avec la clientèle et sur les moyens de paiement et autres prestations de services sont portés majoritairement par le(s) activité(s) de banque de détail.

#### 4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dividendes reçus	1 919	1 611
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	(234)	21
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	1 664	1 985
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	1 164	3 409
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option (1)	-	-
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	6 555	6 498
Résultat de la comptabilité de couverture	(807)	(1 893)
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>10 261</b>	<b>11 631</b>

(1) Hors spread de crédit émetteur pour les passifs à la juste valeur par résultat sur option (sauf exception permise par la norme pour éliminer ou réduire une non-concordance en compte de résultat).

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>25 990</b>	<b>(25 982)</b>	<b>8</b>	<b>28 784</b>	<b>(28 807)</b>	<b>(23)</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	13 765	(12 225)	1 540	16 870	(11 937)	4 933
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	12 225	(13 757)	(1 532)	11 914	(16 870)	(4 956)
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
<b>Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
<b>Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	<b>500 061</b>	<b>(500 876)</b>	<b>(815)</b>	<b>614 992</b>	<b>(616 862)</b>	<b>(1 870)</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	287 784	(213 092)	74 692	384 287	(232 575)	151 712
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	212 277	(287 784)	(75 507)	230 705	(384 287)	(153 582)
<b>Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
<b>Total Résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>526 051</b>	<b>(526 858)</b>	<b>(807)</b>	<b>643 776</b>	<b>(645 669)</b>	<b>(1 893)</b>

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (Couverture de juste valeur, Couverture de flux de trésorerie, ...) est présenté dans la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

#### 4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	44 185	36 350
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>44 185</b>	<b>36 350</b>

#### 4.5 Produits (charges) nets des autres activités

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	-	-
Produits nets des immeubles de placement	(110)	(70)
Autres produits (charges) nets	1 482	1 956
<b>Produits (charges) des autres activités</b>	<b>1 372</b>	<b>1 886</b>

## 4.6 Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charges de personnel	(115 510)	(113 907)
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	(3 068)	(5 808)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(61 639)	(62 875)
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>(180 217)</b>	<b>(182 590)</b>

(1) Dont 0 milliers d'euros comptabilisés au titre du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024, contre 2 431 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

## Honoraires des commissaires aux comptes

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des Commissaires aux comptes des sociétés de La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté intégrées globalement est la suivante au titre de 2024 :

Collège des Commissaires aux comptes de La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté

(en milliers d'euros hors taxes)	EY		MAZARS		LDS 39	Total 2024
	2024	2023	2024	2023	2024	
<b>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés</b>	<b>78</b>	<b>75</b>	<b>99</b>	<b>108</b>	<b>6</b>	<b>183</b>
Emetteur	78	75	82	84	-	160
Filiales intégrées globalement	-	-	17	24	6	23
<b>Certification des informations en matière de durabilité (CSRD)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Emetteur	-	-	-	-	-	-
Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-	-
<b>Services autres que la certification des comptes</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>15</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>19</b>
Emetteur	4	4	9	4	-	13
Filiales intégrées globalement	-	-	6	6	-	6
<b>Total</b>	<b>82</b>	<b>79</b>	<b>114</b>	<b>118</b>	<b>6</b>	<b>196</b>

Le montant total des honoraires de ERNST & YOUNG, Commissaire aux comptes de La Caisse Régionale de Crédit Agricole de Franche-Comté, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 82 milliers d'euros, dont 75 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté et ses filiales, et 4 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, consultations, etc.)

Le montant total des honoraires MAZARS, Commissaire aux comptes de La Caisse Régionale de Crédit Agricole de Franche-Comté, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 114 milliers d'euros, dont 99 milliers d'euros au titre la mission de certification des comptes de La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté et ses filiales, et 15 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, revue de conformité de déclarations fiscales, consultations, etc.)

## 4.7 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux amortissements	(9 316)	(8 329)

Immobilisations corporelles (1)	(9 316)	(8 327)
Immobilisations incorporelles	-	(2)
<b>Dotations (reprises) aux dépréciations</b>	-	<b>75</b>
Immobilisations corporelles	-	75
Immobilisations incorporelles	-	-
<b>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>(9 316)</b>	<b>(8 254)</b>

(1) Dont 966 milliers d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2024 contre 599 milliers d'euros au 31 décembre 2023

## 4.8 Coût du risque

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Stage 1 et Stage 2) (A)</b>	<b>8 352</b>	<b>(1 569)</b>
<b>Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir</b>	<b>(870)</b>	<b>3 233</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	(28)	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(1 153)	2 375
Engagements par signature	311	858
<b>Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie</b>	<b>9 222</b>	<b>(4 802)</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	6 518	(5 219)
Engagements par signature	2 704	417
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Stage 3) (B)</b>	<b>(20 511)</b>	<b>(10 846)</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	(19 553)	(11 502)
Engagements par signature	(958)	656
<b>Autres actifs (C)</b>	<b>(144)</b>	<b>(39)</b>
<b>Risques et charges (D)</b>	<b>(8)</b>	<b>2 958</b>
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (E) = (A)+(B)+(C)+(D)</b>	<b>(12 311)</b>	<b>(9 496)</b>
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	(253)	(306)
Récupérations sur prêts et créances	640	768
comptabilisés au coût amorti	640	768
comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Décotes sur crédits restructurés	(12)	(108)
Pertes sur engagements par signature	(66)	-
Autres pertes	(145)	(107)
Autres produits	-	-
<b>Coût du risque</b>	<b>(12 147)</b>	<b>(9 249)</b>

A fin décembre 2024 le coût du risque se monte à +10.4 M€. Il s'établissait à 7.8 M€ à fin décembre 2023 marqué par une hausse modérée des provisions B1 et B2 (+1.4M€) avec en parallèle une hausse assez importante des provisions B3 bilan et hors-bilan (+9.4M€). A cela étaient déduites des reprises sur les risques opérationnels, pour un montant total de 3M€.

L'année 2024 est donc différente avec un coût du risque plus élevé : en détail on constate en priorité une hausse très marquée des provisions B3 bilan et hors-bilan (+18.8M€) et en parallèle une baisse des provisions B1/B2 (-8.5M€). A noter pas de mouvement de provisions sur les risques opérationnels sur la période.

Au global le coût du risque reste dans les normes pour 2024.

## 4.9 Gains ou pertes nets sur autres actifs

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	<b>(188)</b>	<b>(276)</b>
Plus-values de cession	53	209
Moins-values de cession	(241)	(485)
<b>Résultat de cession sur participations consolidées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-	-
<b>Produits (charges) nets sur opérations de regroupement d'entreprises</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	<b>(188)</b>	<b>(276)</b>

## 4.10 Impôts

### Charge d'impôt

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Charge d'impôt courant	(9 151)	(14 654)
Charge d'impôt différé	(1 665)	4 388
<b>Total Charge d'impôt</b>	<b>(10 816)</b>	<b>(10 266)</b>

### Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

Au 31 décembre 2024

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	74 237	25,83%	(19 175)
Effet des différences permanentes		2,37%	(1 762)
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00%	-
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		0,73%	(540)
Effet de l'imposition à taux réduit		0,21%	(157)
Changement de taux		0,00%	-
Effet des autres éléments		0,55%	(407)
<b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>		<b>14,57%</b>	<b>(10 816)</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2024.

Le total des impôts différés relatifs aux éléments imputés dans les capitaux propres s'élève à 3 446 milliers d'euros au 31 décembre 2024. Cette variation est principalement due à la hausse des plus-values des titres de participation y compris ceux de La Boétie.

Au 31 décembre 2023

(en milliers d'euros)	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	71 680	25,83%	(18 515)
Effet des différences permanentes		3,08%	(2 211)
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères		0,00%	-
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires		(1,38)%	989
Effet de l'imposition à taux réduit		(0,40)%	290
Changement de taux		0,00%	-
Effet des autres éléments		0,26%	(188)
<b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>		<b>14,32%</b>	<b>(10 266)</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2023.

## 4.11 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>		
Gains et pertes sur écarts de conversion	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	529	-
Ecart de réévaluation de la période	501	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	28	-
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence	(129)	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées	-	-
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>400</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	138	(1 810)
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	101 354	92 895
Ecart de réévaluation de la période	103 799	92 926
Transferts en réserves	(2 445)	(31)
Autres variations	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	-	-
Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence	(3 124)	(1 612)
Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence	-	-
Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées	-	-
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>98 368</b>	<b>89 473</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>98 768</b>	<b>89 473</b>
Dont part du Groupe	98 768	89 473
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	-

## 5 Informations sectorielles

L'activité de la Caisse Régionale de Franche-Comté est réalisée exclusivement dans le secteur opérationnel « banque de détail ».

## 6 Notes relatives au bilan

### 6.1 Caisse, banques centrales

(en milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	56 062	-	58 437	-
Banques centrales	7 998	-	6 158	-
Valeur au bilan	64 060	-	64 595	-

### 6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

#### Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
-----------------------	------------	------------



Actifs financiers détenus à des fins de transaction	10 477	12 339
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	227 711	80 835
Instruments de capitaux propres	27 021	27 168
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI (1)	200 690	53 667
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>238 188</b>	<b>93 174</b>
Dont Titres prêtés	-	-

(1) Dont 197 908 milliers d’euros d’OPC au 31 décembre 2024 contre 51 437 milliers d’euros au 31 décembre 2023

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d’euros)	31/12/2024	31/12/2023
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	10 377	10 647
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>10 377</b>	<b>10 647</b>

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la note 3.3 relative au risque de marché, notamment sur taux d’intérêt.

6.3 Instruments dérivés de couverture

L’information détaillée est fournie à la note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

6.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d’euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	40 017	533	(4)	-	-	-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	1 273 124	428 053	(10 329)	1 144 240	326 778	(10 409)
<b>Total</b>	<b>1 313 141</b>	<b>428 586</b>	<b>(10 333)</b>	<b>1 144 240</b>	<b>326 778</b>	<b>(10 409)</b>

Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables

(en milliers d’euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	40 017	533	(4)	-	-	-
<b>Total des titres de dettes</b>	<b>40 017</b>	<b>533</b>	<b>(4)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
<b>Total des prêts et créances</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>40 017</b>	<b>533</b>	<b>(4)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Impôts sur les bénéfices		(130)	1		-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux		403	(3)		-	-

Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables

(en milliers d’euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
Actions et autres titres à revenu variable	13 113	-	(744)	12 567	-	(478)
Titres de participation non consolidés	1 260 011	428 053	(9 585)	1 131 673	326 778	(9 931)

Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	1 273 124	428 053	(10 329)	1 144 240	326 778	(10 409)
Impôts sur les bénéfices		(11 888)	115		(8 756)	74
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		416 165	(10 214)		318 022	(10 335)

## Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période

(en milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés	Pertes cumulées	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés	Pertes cumulées
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	4	-	-
Titres de participation non consolidés	4 245	2 445	-	238	31	-
Total Placements dans des instruments de capitaux propres	4 245	2 445	-	242	31	-
Impôts sur les bénéfices		-	-		-	-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)		2 445	-		31	-

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

## 6.5 Actifs financiers au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 481 466	1 080 032
Prêts et créances sur la clientèle	12 681 764	12 778 882
Titres de dettes	760 527	715 500
Valeur au bilan	14 923 757	14 574 414

### Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et prêts	66 870	126 527
dont comptes ordinaires débiteurs non douteux	61 687	119 885
dont comptes et prêts au jour le jour non douteux	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	2 845	2 851
Autres prêts et créances	-	-
<b>Valeur brute</b>	<b>69 715</b>	<b>129 378</b>
Dépréciations	(4)	(4)
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit</b>	<b>69 711</b>	<b>129 374</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires	99 432	236 035
Titres reçus en pension livrée	-	-
Comptes et avances à terme	1 312 323	714 623
Prêts subordonnés	-	-
<b>Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole</b>	<b>1 411 755</b>	<b>950 658</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>1 481 466</b>	<b>1 080 032</b>

### Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Opérations avec la clientèle</b>		
Créances commerciales	5 184	4 951
Autres concours à la clientèle	12 803 295	12 868 014

Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	347	347
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-
Avances en comptes courants d'associés	13 559	31 203
Comptes ordinaires débiteurs	67 761	75 937
<b>Valeur brute</b>	<b>12 890 146</b>	<b>12 980 452</b>
Dépréciations	(208 382)	(201 570)
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle</b>	<b>12 681 764</b>	<b>12 778 882</b>
<b>Opérations de location-financement</b>		
Location-financement immobilier	-	-
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	-	-
<b>Valeur brute</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Dépréciations	-	-
<b>Valeur nette des opérations de location-financement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>12 681 764</b>	<b>12 778 882</b>

Titres de dettes

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Effets publics et valeurs assimilées	252 652	251 364
Obligations et autres titres à revenu fixe	508 367	464 554
<b>Total</b>	<b>761 019</b>	<b>715 918</b>
Dépréciations	(492)	(418)
<b>Valeur au bilan</b>	<b>760 527</b>	<b>715 500</b>

6.6 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024

Nature des actifs transférés	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité										
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs
	Valeur comptable	dont titrisations (non	dont pensions	dont autres	Juste valeur	Valeur comptable	dont titrisations (non	dont pensions	dont autres	Juste valeur	Juste valeur nette
(en milliers d'euros)											
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	58 572	58 572	-	-	56 990	52 428	52 428	-	-	52 428	4 742
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	58 572	58 572	-	-	56 990	52 428	52 428	-	-	52 428	4 742
<b>Total Actifs financiers</b>	<b>58 572</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Opérations de location-financement	-	58 572	-	-	56 990	52 428	52 428	-	-	52 428	4 742
<b>TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS</b>	<b>58 572</b>	<b>58 572</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>56 990</b>	<b>52 428</b>	<b>52 428</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>52 428</b>	<b>4 742</b>

Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2023

Nature des actifs transférés	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité										
	Actifs transférés					Passifs associés					Actifs et passifs associés
	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	dont autres	Juste valeur	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	Dont pensions livrées	Dont autres	Juste valeur	Juste valeur nette
(en milliers d'euros)											

Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	53 029	53 029	-	-	54 304	47 612	47 612	-	-	52 912	1 392
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	53 029	53 029	-	-	54 304	47 612	47 612	-	-	52 912	1 392
Total Actifs financiers	53 029	53 029	-	-	54 304	47 612	47 612	-	-	52 912	1 392
Opérations de location-financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS	53 029	53 029	-	-	54 304	47 612	47 612	-	-	52 912	1 392

### Titrisations

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens d'IFRS 7. En effet, La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan de La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Les titrisations consolidées intégralement autosouscrites ne constituent pas un transfert d'actif au sens de la norme IFRS 7.

### Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2024

Au titre de l'exercice, La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

### 6.7 Passifs financiers au coût amorti

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit	8 472 314	8 172 758
Dettes envers la clientèle	5 503 812	5 163 089
Dettes représentées par un titre	52 248	47 763
Valeur au bilan	14 028 374	13 383 610

### Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et emprunts	5 703	10 448
dont comptes ordinaires créditeurs	-	2 514
dont comptes et emprunts au jour le jour	-	-
Valeurs données en pension	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
<b>Total</b>	<b>5 703</b>	<b>10 448</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires créditeurs	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
Comptes et avances à terme	8 466 611	8 162 310

Total	8 466 611	8 162 310
Valeur au bilan	8 472 314	8 172 758

Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs	3 604 910	3 653 273
Comptes d'épargne à régime spécial	40 195	44 682
Autres dettes envers la clientèle	1 858 707	1 465 134
Titres donnés en pension livrée	-	-
Valeur au bilan	5 503 812	5 163 089

Dettes représentées par un titre

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Bons de caisse	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Titres de créances négociables	-	-
Emprunts obligataires	52 248	47 763
Autres dettes représentées par un titre	-	-
Valeur au bilan	52 248	47 763

Les émissions de type « green bonds » incluses dans le poste « Dettes représentées par un titre » s'élèvent à 0 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 0 milliers d'euros en 2023.

6.8 Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers

Compensation – Actifs financiers

Nature des instruments financiers  (en milliers d'euros)	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	197 516	-	197 516	57 242	-	140 274
Prises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers soumis à compensation	197 516	-	197 516	57 242	-	140 274

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 29 % des dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

Nature des instruments financiers  <i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2023					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	260 701	-	260 701	37 802	221 485	1 414
Prises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des actifs financiers soumis à compensation	260 701	-	260 701	37 802	221 485	1 414

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 15 % de dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

## Compensation – Passifs financiers

Nature des instruments financiers  (en milliers d'euros)	31/12/2024					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	59 294	-	59 294	57 242	-	2 052
Mises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des passifs financiers soumis à compensation	59 294	-	59 294	57 242	-	2 052

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 97 % des dérivés au passif à la date d'arrêté.

Nature des instruments financiers  (en milliers d'euros)	31/12/2023					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	40 573	-	40 573	37 802	-	2 771
Mises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
Total des passifs financiers soumis à compensation	40 573	-	40 573	37 802	-	2 771

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 93 % des dérivés au passif à la date d'arrêté.

## 6.9 Actifs et passifs d'impôts courants et différés

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Impôts courants	4 017	-
Impôts différés	31 392	36 278
<b>Total Actifs d'impôts courants et différés</b>	<b>35 409</b>	<b>36 278</b>
Impôts courants	-	2 369
Impôts différés	31	(43)
<b>Total Passifs d'impôts courants et différés</b>	<b>31</b>	<b>2 326</b>

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
<b>Décalages temporaires comptables-fiscaux</b>	<b>45 120</b>	<b>-</b>	<b>46 832</b>	<b>-</b>
Charges à payer non déductibles	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges non déductibles	29 254	-	31 098	-
Autres différences temporaires (1)	15 865	(15)	15 737	-
<b>Impôts différés sur réserves latentes</b>	<b>(11 730)</b>	<b>-</b>	<b>(8 434)</b>	<b>-</b>
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(11 914)	6 501	(8 697)	(16)
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-
Gains et pertes sur écarts actuariels	185	13	264	13

Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre	-	-	-	-
<b>Impôts différés sur résultat</b>	<b>(1 998)</b>	<b>31</b>	<b>(2 120)</b>	<b>(43)</b>
<b>Total Impôts différés</b>	<b>31 392</b>	<b>31</b>	<b>36 278</b>	<b>(43)</b>

(1) La part d'impôts différés relative aux déficits reportables est de 7 221 milliers d'euros en 2024 contre 7 354 milliers d'euros en 2023.

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

### ***Positions fiscales incertaines et contrôles fiscaux***

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté n'est pas concernée.

## **6.10 Comptes de régularisation actif, passif et divers**

### ***Comptes de régularisation et actifs divers***

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Autres actifs</b>	<b>90 300</b>	<b>61 312</b>
Comptes de stocks et emplois divers	2 176	1 490
Gestion collective des titres Livret de développement durable et solidaire	-	-
Débiteurs divers (1)	88 096	59 763
Comptes de règlements	28	59
Capital souscrit non versé	-	-
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>90 425</b>	<b>109 689</b>
Comptes d'encaissement et de transfert	20 158	33 391
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	13 638	14 524
Produits à recevoir	54 843	59 198
Charges constatées d'avance	771	935
Autres comptes de régularisation	1 015	1 641
<b>Valeur au bilan</b>	<b>180 725</b>	<b>171 001</b>

(1) Dont 0 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024 contre 2 431 milliers d'euros au 31 décembre 2023

Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (Directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Au titre de l'exercice 2024, le montant de la contribution sous forme d'engagements irrévocables de paiement s'élève à 0 milliers d'euros ; le montant versé sous forme de cotisation s'élève à 0 milliers d'euros en Charges générales d'exploitation (annexe 4.8 « Charges générales d'exploitation »).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux

engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel à contribution pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 128 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 101 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Comptes de régularisation et passifs divers

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Autres passifs (1)</b>	<b>253 091</b>	<b>313 647</b>
Comptes de règlements	-	-
Créditeurs divers	216 535	281 171
Versements restant à effectuer sur titres	33 773	32 068
Dettes locatives	2 783	408
Autres	-	-
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>134 533</b>	<b>191 884</b>
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	33 897	35 786
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	7	9
Produits constatés d'avance	50 536	46 471
Charges à payer	39 250	71 295
Autres comptes de régularisation	10 843	38 323
<b>Valeur au bilan</b>	<b>387 624</b>	<b>505 531</b>

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.

(2) Les montants sont indiqués en net.

6.11 Immeubles de placement

Les immeubles de placement évalués au coût dans les états financiers du Groupe sont les immeubles, y compris donnés en location simple, qui ne constituent pas des éléments sous-jacents à des contrats d'assurance.

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Valeur brute	2 097	-	430	(82)	-	-	2 445
Amortissements et dépréciations	(1 098)	-	(77)	49	-	-	(1 126)
<b>Valeur au bilan (1)</b>	<b>999</b>	<b>-</b>	<b>353</b>	<b>(33)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 319</b>

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

(en milliers d'euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Valeur brute	2 004	-	93	-	-	-	2 097
Amortissements et dépréciations	(1 027)	-	(71)	-	-	-	(1 098)
<b>Valeur au bilan (1)</b>	<b>977</b>	<b>-</b>	<b>22</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>999</b>

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

Juste valeur des immeubles de placement

La valeur de marché des immeubles de placement comptabilisés au coût, établie "à dire d'expert", s'élève à 1 319 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 999 milliers d'euros au 31 décembre 2023.



(en milliers d'euros)		31/12/2024	31/12/2023
Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques	Niveau 1	-	-
Valorisation fondée sur des données observables	Niveau 2	-	-
Valorisation fondée sur des données non observables	Niveau 3	2 445	-
<b>Valeur de marché des immeubles de placement</b>		<b>2 445</b>	<b>-</b>

Tous les immeubles de placement font l'objet d'une comptabilisation au coût au bilan.

## 6.12 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
(en milliers d'euros)							
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	232 588	-	18 632	(3 872)	-	-	247 348
Amortissements et dépréciations	(143 555)	-	(9 350)	3 933	-	-	(148 972)
<b>Valeur au bilan</b>	<b>89 033</b>	<b>-</b>	<b>9 282</b>	<b>61</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>98 376</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	6 300	-	-	(40)	-	-	6 260
Amortissements et dépréciations	(6 300)	-	-	40	-	-	(6 260)
<b>Valeur au bilan</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
(en milliers d'euros)							
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	229 279	-	13 612	(10 303)	-	-	232 588
Amortissements et dépréciations	(144 859)	-	(8 322)	9 626	-	-	(143 555)
<b>Valeur au bilan</b>	<b>84 420</b>	<b>-</b>	<b>5 290</b>	<b>(677)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>89 033</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	6 323	-	-	(23)	-	-	6 300
Amortissements et dépréciations	(6 321)	-	(2)	23	-	-	(6 300)
<b>Valeur au bilan</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>(2)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## 6.13 Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
Risques sur les produits épargne-logement	4 468	-	-	-	(1 289)	-	-	3 179
Risques d'exécution des engagements par signature	18 172	-	32 624	-	(34 681)	-	-	16 115
Risques opérationnels	2 887	-	503	(235)	(178)	-	-	2 977
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	2 379	-	348	-	(353)	-	(305)	2 069
Litiges divers	1 531	-	314	(17)	(252)	-	-	1 576
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-

Autres risques	3 765	-	1 820	(1 392)	(55)	-	-	4 138
TOTAL	33 202	-	35 609	(1 644)	(36 808)	-	(305)	30 054

(1) Dont (305) milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 765 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

(en milliers d'euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Risques sur les produits épargne-logement	8 611	-	-	-	(4 143)	-	-	4 468
Risques d'exécution des engagements par signature	20 103	-	37 795	-	(39 726)	-	-	18 172
Risques opérationnels	7 595	-	2 779	(2 103)	(5 384)	-	-	2 887
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	686	-	251	-	(130)	-	1 572	2 379
Litiges divers	2 045	-	548	(28)	(1 034)	-	-	1 531
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	2 778	-	3 832	(2 774)	(71)	-	-	3 765
TOTAL	41 818	-	45 205	(4 905)	(50 488)	-	1 572	33 202

(1) Dont 1 572 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4, dont 807 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

Provision épargne-logement :

Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	69 263	33 636
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	229 433	281 183
Ancienneté de plus de 10 ans	1 269 889	1 483 811
Total plans d'épargne-logement	1 568 585	1 798 630
Total comptes épargne-logement	174 935	177 273
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	1 743 520	1 975 903

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2024 pour les données au 31 décembre 2024 et à fin novembre 2023 pour les données au 31 décembre 2023.

Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne-logement	10 638	2 289
Comptes épargne-logement	3 054	1 810
Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement	13 692	4 099

Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	358	778
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	939	1 588
Ancienneté de plus de 10 ans	1 882	2 102
Total plans d'épargne-logement	3 179	4 468
Total comptes épargne-logement	-	-
Total Provision au titre des contrats épargne-logement	3 179	4 468

La provision Epargne Logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixées.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a décidé de figer le niveau de la provision Epargne Logement (EL) au 31 décembre 2024 à son niveau du 30 juin 2024, soit 1.29 M€.

L'option clientèle d'utilisation des droits portée par les contrats PEL/CEL donnerait la possibilité d'un tirage de crédit à taux réduits. Elle n'a été utilisée que très marginalement avant 2022 et demeure très faiblement exercée par la clientèle en raison d'un marché immobilier perturbé par la hausse des taux historique de 2023. La récente stabilisation du marché immobilier engendre une incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL et CEL. Des travaux d'évaluation ont été lancés et sont toujours en cours.

Dans ces conditions, par prudence, le niveau des provisions est resté figé au 31 décembre 2024.

Le calcul de la provision de la composante engagement prend en compte des paramètres qui ont été fixés à dire d'expert pour les générations PEL à 2.5%, 2%, 1.5% et 1% : le coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt et le taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL. Ces paramètres ont été fixés à dire d'expert dans la mesure où l'historique à notre disposition qui aurait permis leur évaluation ne reflète pas les conditions actuelles.

Une hausse de 0.1% du coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une hausse de la provision de 6% pour la Caisse régionale. Une hausse de 0.1% du taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une baisse de la provision de 15% pour la Caisse régionale.

Il est à noter que la mise à jour selon les modèles actuels du calcul de la provision Épargne Logement aurait entraîné une reprise mécanique de 104.8% du montant provisionné en lien avec une baisse des taux annuels moyens de près de 50bps.

L'organisation financière du groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe « Relations internes aux Crédit Agricole - mécanismes financiers internes" de la partie « Cadre général ».

6.14 Dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dettes subordonnées à durée déterminée	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	2
Dépôts de garantie à caractère mutuel	230	230
Titres et emprunts participatifs	-	-
Valeur au bilan	230	232

6.15 Capitaux propres

Composition du capital au 31 décembre 2024

La Caisse régionale de Franche-Comté est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires, de Certificats Coopératifs d'Investissement (CCI) et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du conseil d'administration de la Caisse régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCI et/ou CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II *quater* et *quinquies* de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCI sont émis au profit de titulaires n'ayant pas à justifier de la qualité de sociétaire, et sont librement négociables.

Les CCA ne peuvent en revanche être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

	Nombre de titres au 31/12/2023	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2024	% du capital	% des droits de vote
<b>Répartition du capital de la Caisse Régionale</b>						
<b>Certificats Coopératifs d'investissements (CCI)</b>	-	-	-	-	0,00%	0,00%
<b>Certificats Coopératifs d'associés (CCA)</b>	1 495 584	-	-	1 495 584	28,77%	0,00%
Dont part du Public	196 078	-	-	188 271	3,77%	0,00%
Dont part Crédit Agricole S.A.	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dont part Sacam Mutualisation	1 299 506	-	-	1 299 506	25,00%	0,00%
<b>Parts sociales</b>	3 702 438	-	-	3 702 438	71,23%	0,00%
Dont 45 Caisses Locales	3 702 419	-	-	3 702 421	71,23%	0,00%
Dont 18 administrateurs de la Caisse régionale	18	-	-	16	0,00%	0,00%
Dont Crédit Agricole S.A.	-	-	-	-	0,00%	0,00%
Dont Sacam Mutualisation	1	-	-	1	0,00%	0,00%
Dont Autres	-	-	-	-	0,00%	0,00%
<b>Total</b>	5 198 022	-	-	5 198 022	100,00%	0,00%

La valeur nominale des titres est de 15 euros et le montant total du capital est de 77 970 milliers d'euros

### **Rémunération par titre de capital**

Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse régionale de Franche-Comté sont composés de parts sociales et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées, majorée de deux points, publié par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCA est quant à elle fixée annuellement par l'Assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action ne sont pas applicables.

Au titre de l'exercice 2024, le Conseil d'administration de La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 27/03/2025 le paiement d'un dividende par part sociale de 0.479 euros, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale.

Année de rattachement	Par CCI	Par CCA	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net	Montant Net
2021	-	4,03	2,23%
2022	-	4,07	2,75%
2023	-	4,03	3,80%
Prévu 2024		3,73	4,79%

### **Dividendes payés au cours de l'exercice**

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 13 084 milliers d'euros en 2024 contre 11 196 milliers d'euros en 2023.

### ***Affectations du résultat et fixation du dividende 2024***

L'affectation du résultat la fixation et la mise en paiement du dividende 2024 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale de La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté du 27/03/2025.

Le texte de la résolution est le suivant :

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, constate que le résultat net distribuable de l'exercice 2024 s'élève à 64 672 742.57€.

En conséquence, l'Assemblée Générale, sur proposition du conseil d'administration, décide d'affecter ainsi qu'il suit, le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2024 :

- Intérêts parts sociales	2 660 201.71 €
- Rémunération des Certificats Coopératifs d'Associés	5 578 528.32 €
- Réserves Légales	42 325 514.66 €
- Autres Réserves	14 108 504.88 €

### **6.16 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle**

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les instruments de capitaux propres sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminée ».

(en milliers d'euros)	31/12/2024					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	
Caisse, banques centrales	64 060	-	-	-	-	64 060
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	558	555	444	8 961	227 670	238 188
Instruments dérivés de couverture	1 062	2 095	25 766	167 412	-	196 335
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	181	202	39 634	-	1 273 124	1 313 141
Actifs financiers au coût amorti	958 642	1 219 432	5 627 635	7 104 465	13 583	14 923 757
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(147 802)					(147 802)
<b>Total Actifs financiers par échéance</b>	<b>876 701</b>	<b>1 222 284</b>	<b>5 693 479</b>	<b>7 280 838</b>	<b>1 514 377</b>	<b>16 587 679</b>
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	492	538	421	8 926	-	10 377
Instruments dérivés de couverture	10	537	11 521	45 174	-	57 242

Passifs financiers au coût amorti	4 727 837	1 789 965	5 267 336	2 243 236	-	14 028 374
Dettes subordonnées	230	-	-	671	(671)	230
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(7 723)					(7 723)
Total Passifs financiers par échéance	4 720 846	1 791 040	5 279 278	2 298 007	(671)	14 088 500

(en milliers d'euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	64 595	-	-	-	-	64 595
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 117	779	2 067	8 414	80 797	93 174
Instruments dérivés de couverture	490	1 583	39 400	217 814	-	259 287
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	1 144 240	1 144 240
Actifs financiers au coût amorti	1 003 186	1 166 394	5 254 306	7 118 979	31 549	14 574 414
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(219 913)					(219 913)
Total Actifs financiers par échéance	849 475	1 168 756	5 295 773	7 345 207	1 256 586	15 915 797
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	735	739	850	8 323	-	10 647
Instruments dérivés de couverture	-	-	4 974	32 829	-	37 803
Passifs financiers au coût amorti	4 844 366	1 423 846	4 920 228	2 195 170	-	13 383 610
Dettes subordonnées	230	-	-	671	(669)	232
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	(4 246)					(4 246)
Total Passifs financiers par échéance	4 841 085	1 424 585	4 926 052	2 236 993	(669)	13 428 046

## 7 Avantages au personnel et autres rémunérations

### 7.1 Détail des charges de personnel

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements (1)	(63 680)	(63 654)
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	(7 601)	(7 474)
Charge au titre des retraites (régimes à prestations définies)	(1 948)	(493)
Autres charges sociales	(23 592)	(22 820)
Intéressement et participation	(9 024)	(9 819)
Impôts et taxes sur rémunération	(9 665)	(9 647)
Total Charges de personnel	(115 510)	(113 907)

(1) Dont charges relatives aux paiements à base d'actions pour 301 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 522 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Dont indemnités liées à la retraite pour 381 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 323 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Dont médailles du travail pour (43) milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre (121) milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Les salaires et traitements comprennent les charges relatives aux paiements à base d'actions pour les montants suivants :

- au titre de plans de stock options, La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a comptabilisé une charge de 301 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 522 milliers d'euros au 31 décembre 2023;

### 7.2 Effectif moyen de la période

Effectif moyen	31/12/2024	31/12/2023
France	1 302	1 305
Étranger	-	-
Total	1 302	1 305

### 7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés "employeurs". Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés de La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

## 7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

### Variation dette actuarielle

(en milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<b>Dette actuarielle au 31/12/N-1</b>	<b>27 903</b>	<b>-</b>	<b>27 903</b>	<b>25 819</b>
Ecart de change	-	-	-	-
Coût des services rendus sur l'exercice	2 168	-	2 168	1 953
Coût financier	896	-	896	835
Cotisations employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime (2)	-	-	-	(784)
Variations de périmètre	36	-	36	(23)
Prestations versées (obligatoire)	(2 181)	-	(2 181)	(1 454)
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	280	-	280	551
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	(402)	-	(402)	1 006
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>28 700</b>	<b>-</b>	<b>28 700</b>	<b>27 903</b>

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

### Détail de la charge comptabilisée au résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Coût des services	2 168	-	2 168	1 169
Charge/produit d'intérêt net	(194)	-	(194)	(622)
<b>Impact en compte de résultat à la clôture</b>	<b>1 974</b>	<b>-</b>	<b>1 974</b>	<b>547</b>

### Détail des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables

(en milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
Réévaluation du passif (de l'actif) net				
<b>Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à l'ouverture</b>	<b>5 569</b>	<b>-</b>	<b>5 569</b>	<b>3 759</b>
Ecart de change	-	-	-	-
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	(16)	-	(16)	253
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	280	-	280	551
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	(402)	-	(402)	1 006
Ajustement de la limitation d'actifs	-	-	-	-
<b>Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à la clôture</b>	<b>5 431</b>	<b>-</b>	<b>5 431</b>	<b>5 569</b>

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

### Variation de juste valeur des actifs

(en milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<b>Juste valeur des actifs à l'ouverture</b>	<b>27 353</b>	<b>-</b>	<b>27 353</b>	<b>27 384</b>
Ecart de change	-	-	-	-

Intérêt sur l'actif (produit)	857	-	857	970
Gains/(pertes) actuariels	16	-	16	(253)
Cotisations payées par l'employeur	1 866	-	1 866	730
Cotisations payées par les employés	-	-	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-	-	-
Variations de périmètre	36	-	36	(24)
Taxes, charges administratives et primes	-	-	-	-
Prestations payées par le fonds	(2 181)	-	(2 181)	(1 454)
<b>Juste valeur des actifs à la clôture</b>	<b>27 947</b>	<b>-</b>	<b>27 947</b>	<b>27 353</b>

### Position nette

(en milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Zone euro	Hors zone euro	Toutes zones	Toutes zones
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>28 700</b>	<b>-</b>	<b>28 700</b>	<b>27 903</b>
Impact de la limitation d'actifs	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Juste valeur des actifs fin de période	(27 947)	-	(27 947)	(27 353)
<b>Position nette (passif) / actif à la clôture</b>	<b>(753)</b>	<b>-</b>	<b>(753)</b>	<b>(783)</b>

### Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles

(en milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Zone euro	Hors zone euro	Zone euro	Hors zone euro
Taux d'actualisation (1)	3,38%	0,00%	3,17%	0,00%
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement	2,69%	0,00%	2,60%	0,00%
Taux attendus d'augmentation des salaires	4,05%	0,00%	4,03%	0,00%
Taux d'évolution des coûts médicaux	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Autres (à détailler)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%

(1) Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation du personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

### Information sur les actifs des régimes - Allocations d'actifs (1)

(en milliers d'euros)	Zone euro			Hors zone euro			Toutes zones		
	en %	En montant	dont coté	en %	En montant	dont coté	en %	En montant	dont coté
Actions (1)	18,09%	5 056	-	0,00%	-	-	18,09%	5 056	-
Obligations (1)	71,92%	20 099	-	0,00%	-	-	71,92%	20 099	-
Immobilier	9,99%	2 792		0,00%	-		9,99%	2 792	
Autres actifs	0,00%	-		0,00%	-		0,00%	-	

(1) Dont juste valeur des droits à remboursement.

Au 31 décembre 2024, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de - 6% ;
- une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 6.59 %.

## 7.5 Autres avantages sociaux

Les provisions constituées par La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté au titre de ces autres engagements sociaux s'élèvent à 765 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2024.

## 7.6 Rémunérations de dirigeants



Au 31/12/2024, les rémunérations des principaux cadres dirigeants s'élèvent à 2 412 milliers d'euros.

## 8 Contrats de location

### 8.1 Contrats de location dont le Groupe est preneur

Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations corporelles détenues en propre	95 381	88 363
Droits d'utilisation des contrats de location	2 995	670
<b>Total Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>98 376</b>	<b>89 033</b>

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté est également preneur dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs, ...) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation ni de dette locative sur ces contrats.

### Variation des actifs au titre du droit d'utilisation

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté est preneur de nombreux actifs dont des agences. Les informations relatives aux contrats dont La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté est preneur sont présentées ci-dessous :

(en milliers d'euros)	31/12/2023	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2024
<b>Immobilier</b>							
Valeur brute	5 770	-	3 047	(102)	-	-	8 715
Amortissements et dépréciations	(5 100)	-	(966)	346	-	-	(5 720)
<b>Total Immobilier</b>	<b>670</b>	<b>-</b>	<b>2 081</b>	<b>244</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 995</b>
<b>Mobilier</b>							
Valeur brute		-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations		-	-	-	-	-	-
<b>Total Mobilier</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Droits d'utilisation</b>	<b>670</b>	<b>-</b>	<b>2 081</b>	<b>244</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 995</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
<b>Immobilier</b>							
Valeur brute	6 513	-	69	(812)	-	-	5 770
Amortissements et dépréciations	(4 576)	-	(879)	355	-	-	(5 100)
<b>Total Immobilier</b>	<b>1 937</b>	<b>-</b>	<b>(810)</b>	<b>(457)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>670</b>
<b>Mobilier</b>							
Valeur brute		-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations		-	-	-	-	-	-
<b>Total Mobilier</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Droits d'utilisation</b>	<b>1 937</b>	<b>-</b>	<b>(810)</b>	<b>(457)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>670</b>

### Echéancier des dettes locatives

(en milliers d'euros)	31/12/2024			
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total Dettes locatives

<b>Dettes locatives</b>	<b>966</b>	<b>1 560</b>	<b>257</b>	<b>2 783</b>
-------------------------	------------	--------------	------------	--------------

	31/12/2023			Total Dettes locatives
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
(en milliers d'euros)				
<b>Dettes locatives</b>	<b>359</b>	<b>26</b>	<b>23</b>	<b>408</b>

### Détail des charges et produits de contrats de location

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Charges d'intérêts sur dettes locatives	(87)	(4)
<b>Total Intérêts et charges assimilées (PNB)</b>	<b>(87)</b>	<b>-</b>
Charges relatives aux contrats de location court terme	(749)	(791)
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	(45)	(52)
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette	-	-
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	-	-
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail	-	-
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location	-	-
<b>Total Charges générales d'exploitation</b>	<b>(794)</b>	<b>-</b>
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	(966)	(879)
<b>Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles</b>	<b>(966)</b>	<b>-</b>
<b>Total Charges et produits de contrats de location</b>	<b>(1 847)</b>	<b>(1 726)</b>

### Montants des flux de trésorerie de la période

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location</b>	<b>(864)</b>	<b>(1 451)</b>

## 8.2 Contrats de location dont le Groupe est bailleur

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté propose à ses clients des activités de location qui prennent la forme de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat, de location financière, ou de location longue durée. Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur.

Les autres contrats de location sont classés en location simple.

Le Crédit Agricole de Franche-Comté propose à ses clients des activités de location qui prennent la forme de location simple. Ces locations concernent essentiellement des biens immobiliers (agences ou appartements).

### Produits de contrats de location

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Location-financement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Location simple</b>	<b>233</b>	<b>146</b>
<b>Produits locatifs</b>	<b>233</b>	<b>146</b>

## 9 Engagements de financement et de garantie et autres garanties

Les engagements de financement et de garantie et autres garanties intègrent les activités abandonnées.

### Engagements donnés et reçus

(en milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Engagements donnés</b>	<b>1 087 471</b>	<b>1 136 663</b>

<b>Engagements de financement</b>	<b>741 368</b>	<b>805 176</b>
Engagements en faveur des établissements de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle	741 368	805 176
<b>Engagements de garantie</b>	<b>346 103</b>	<b>331 487</b>
Engagements d'ordre des établissements de crédit	159 095	165 207
Engagements d'ordre de la clientèle	187 008	166 280
<b>Engagements sur titres</b>	-	-
Titres à livrer	-	-
<b>Engagements reçus</b>	<b>5 147 969</b>	<b>5 143 595</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>15 399</b>	<b>12 889</b>
Engagements reçus des établissements de crédit	15 399	12 889
Engagements reçus de la clientèle	-	-
<b>Engagements de garantie</b>	<b>5 132 570</b>	<b>5 130 706</b>
Engagements reçus des établissements de crédit	1 209 984	1 233 266
Engagements reçus de la clientèle	3 922 586	3 897 440
<b>Engagements sur titres</b>	-	-
Titres à recevoir	-	-

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise Additional Credit Claims Corporates dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » resteront éligibles aux remises de créances en Banque Centrale. En conséquence, La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté ne postera plus de créances entreprises auprès de la Banque de France.

### ***Instruments financiers remis et reçus en garantie***

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)</b>		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	4 964 231	5 448 197
Titres prêtés	-	-
Dépôts de garantie sur opérations de marché	-	-
Autres dépôts de garantie	-	-
Titres et valeurs donnés en pension	-	-
<b>Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie</b>	<b>4 964 231</b>	<b>5 448 197</b>
<b>Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie</b>		
Autres dépôts de garantie	-	-
<b>Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>		
Titres empruntés	-	-
Titres et valeurs reçus en pension	-	-
Titres vendus à découvert	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>	-	-

Au 31 décembre 2024, La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté n'a pas utilisé les titres souscrits auprès des « FCT Crédit Agricole Habitat » comme dispositif de refinancement.

### ***Créances apportées en garantie***

Au cours de l'année 2024, La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a apporté 4 964 231 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 5 448 197 milliers d'euros en 2023. La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a apporté :

- 1 106 947 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1 695 868 milliers d'euros en 2023 ;

- 155 448 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 179 103 milliers d'euros en 2023 ;
- 3 701 806 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 1 254 407 milliers d'euros en 2023.

### ***Garanties détenues et actifs reçus en garantie***

La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

La politique de l'établissement consiste à céder dès que possible les actifs obtenus par prise de possession de garanties.

Au cours de la période, La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté n'a obtenu d'actifs par prise de possession de garantie.

## 10 Reclassements d'instruments financiers

### Principes retenus par le groupe Crédit Agricole

Les reclassements ne sont effectués que dans des circonstances rares résultant d'une décision prise par la Direction Générale de La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté à la suite de changements internes ou externes : changements importants par rapport à l'activité de La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté.

Reclassements effectués par La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté n'a pas opéré en 2024 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9.

## 11 Juste valeur des instruments financiers

**La juste valeur** est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion "d'*exit price*").

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêté en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de *Credit Default Swaps* (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;

- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

### **11.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti**

La norme IFRS 7 demande des informations portant sur les instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la Juste Valeur.

Les montants présentés dans « la valeur au bilan » des instruments financiers concernés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation. Par ailleurs, la valeur au bilan des tableaux inclut la Juste Valeur de la portion couverte des éléments micro-couverts en couverture de Juste Valeur (Cf. note 3.5 « Comptabilité de couverture »). En revanche, la valeur comptable des éléments présentés dans ce tableau n'inclut pas l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

Pour être comptabilisés au coût amorti à l'actif du bilan, les instruments de dette doivent répondre cumulativement à deux critères :

- Être gérés dans un portefeuille dont la gestion a pour objectif la collecte des flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs et dont les ventes sont strictement encadrées et limitées ;
- Donner droit seulement au remboursement du principal et aux versements reflétant la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable (test "Solely Payments of Principal & Interests" ou test "SPPI").

A ce titre, les informations relatives à la juste valeur de ces instruments doivent être analysées avec une attention particulière :

- Les valeurs indiquées représentent une estimation de la valeur de marché du 31 décembre 2024. Néanmoins ces valeurs de marché peuvent faire l'objet de variations en fonction des paramètres de marché, notamment l'évolution des taux d'intérêt et la qualité du risque de crédit des contreparties. Ces fluctuations peuvent conduire à un écart pouvant être substantiel entre la juste valeur indicative présentée dans le tableau ci-après et la valeur de décomptabilisation, notamment à l'échéance ou proche de l'échéance compatible avec un modèle de gestion de collecte dans lequel les instruments financiers sont classés.

Ainsi, l'écart entre l'indication de la juste valeur et sa valeur comptable ne représente pas une valeur de réalisation dans une perspective de continuité d'activité de l'établissement.

- Compte tenu du modèle de gestion consistant à collecter les flux de trésorerie des instruments financiers du portefeuille auquel il appartient, il est rappelé que ces instruments financiers ne sont pas gérés en fonction de l'évolution de leur juste valeur et que la performance de ces actifs est appréciée sur la base des flux de trésorerie contractuels perçus sur leur durée de vie de l'instrument.
- L'estimation de la juste valeur indicative des instruments comptabilisés au coût amorti est sujette à l'utilisation de modèles de valorisation notamment les prêts et créances vis-à-vis de la clientèle et plus particulièrement ceux dont la valorisation est fondée sur des données non observables de niveau 3.

### ***Juste valeur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan***

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Prêts et créances	14 163 230	14 045 083	-	1 538 480	12 506 603
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 481 466	1 481 466	-	1 460 779	20 687
Prêts et créances sur la clientèle	12 681 764	12 563 617	-	77 701	12 485 916
Titres de dettes	760 527	704 195	240 296	463 899	-
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	14 923 757	14 749 278	240 296	2 002 379	12 506 603

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2023	Juste valeur au 31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Prêts et créances	13 858 914	13 868 806	-	1 072 591	12 796 215
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 080 032	1 080 031	-	1 066 821	13 210
Prêts et créances sur la clientèle	12 778 882	12 788 775	-	5 770	12 783 005
Titres de dettes	715 500	660 628	241 225	6	419 397
Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée	14 574 414	14 529 434	241 225	1 072 597	13 215 612

L'écart de réévaluation à l'actif du bilan s'élève à 148 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 220 millions d'euros au 31 décembre 2023. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable à l'actif serait de -148 millions d'euros au 31 décembre 2024.

### ***Juste valeur des passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan***

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2024	Juste valeur au 31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Dettes envers les établissements de crédit	8 472 314	8 472 313	-	8 468 806	3 507
Dettes envers la clientèle	5 503 812	5 504 660	-	5 504 660	-
Dettes représentées par un titre	52 248	51 783	51 783	-	-
Dettes subordonnées	230	230	-	230	-
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	14 028 604	14 028 986	51 783	13 973 696	3 507

(en milliers d'euros)	Valeur au bilan au 31/12/2023	Juste valeur au 31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
Dettes envers les établissements de crédit	8 172 758	8 172 756	-	7 533 151	639 605
Dettes envers la clientèle	5 163 089	5 163 277	-	5 163 277	-
Dettes représentées par un titre	47 763	47 763	-	47 763	-
Dettes subordonnées	232	6 840	-	6 840	-
Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée	13 383 842	13 390 636	-	12 751 031	639 605

L'écart de réévaluation au passif du bilan s'élève à 7 723 millions d'euros au 31 décembre 2024 contre 4 246 millions d'euros au 31 décembre 2023. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable au passif serait de 7 724 millions d'euros au 31 décembre 2024.



## 11.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

**Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (*Credit Valuation Adjustment* ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (*Debit Valuation Adjustment* ou DVA ou risque de crédit propre).**

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

### **Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation**

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

#### **Actifs financiers valorisés à la juste valeur**

	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>10 477</b>	-	<b>10 477</b>	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Instruments dérivés	10 477	-	10 477	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat (1)</b>	<b>227 711</b>	<b>47 237</b>	<b>131 984</b>	<b>48 490</b>
<i><b>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</b></i>	<b>27 021</b>	-	<b>27 021</b>	-
<i><b>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</b></i>	<b>200 690</b>	<b>47 237</b>	<b>104 963</b>	<b>48 490</b>
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	200 690	47 237	104 963	48 490
<i><b>Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature</b></i>	-	-	-	-
<i><b>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</b></i>	-	-	-	-
<i><b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b></i>	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>1 313 141</b>	<b>40 017</b>	<b>1 266 195</b>	<b>6 929</b>
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	1 273 124	-	1 266 195	6 929
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	40 017	40 017	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>196 335</b>	-	<b>196 335</b>	-
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR</b>	<b>1 747 664</b>	<b>87 254</b>	<b>1 604 991</b>	<b>55 419</b>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-

Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		-	-	-

(1) Le montant des OPCVM s'élève à 211 063 milliers d'euros au 31/12/2024 et est classé en niveau 1 pour 47 237 milliers d'euros, en niveau 2 pour 106 698 milliers d'euros et en niveau 3 pour 57 128 milliers d'euros.

	31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>12 339</b>	-	<b>12 339</b>	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Instruments dérivés	12 339	-	12 339	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat (1)</b>	<b>80 835</b>	<b>6 080</b>	<b>31 445</b>	<b>43 310</b>
<b>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</b>	<b>27 168</b>	-	<b>27 168</b>	-
<b>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</b>	<b>53 667</b>	<b>6 080</b>	<b>4 277</b>	<b>43 310</b>
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	53 667	6 080	4 277	43 310
<b>Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature</b>	-	-	-	-
<b>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</b>	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>1 144 240</b>	-	<b>1 138 123</b>	<b>6 117</b>
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	1 144 240	-	1 138 123	6 117
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>259 287</b>	-	<b>259 287</b>	-
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR</b>	<b>1 496 701</b>	<b>6 080</b>	<b>1 441 194</b>	<b>49 427</b>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		72
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		-	-	<b>72</b>

(1) Le montant des OPCVM s'élève à 57976 milliers d'euros au 31/12/2023 et est classé en niveau 1 pour 6 080 milliers d'euros, en niveau 2 pour 8 586 milliers d'euros et en niveau 3 pour 43 310 milliers d'euros.

## Passifs financiers valorisés à la juste valeur

	31/12/2024	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>10 377</b>	-	<b>10 377</b>	-
Instruments dérivés	10 377	-	10 377	-
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>57 242</b>	-	<b>57 242</b>	-
<b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>67 619</b>	-	<b>67 619</b>	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		-	-	-

	31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>10 647</b>	-	<b>10 647</b>	-
Instruments dérivés	10 647	-	10 647	-
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>37 803</b>	-	<b>37 803</b>	-
<b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>48 450</b>	-	<b>48 450</b>	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		-	-	-

### ***Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3***

#### Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Tableau 1 sur 3	Total Actifs financiers valorisés à la juste Valeur selon le	Actifs financiers détenus à des fins de transaction					
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres détenus à des fins de transaction	Instruments dérivés
<b>Solde de clôture 31/12/2023</b>	<b>49 427</b>	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	(183)	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	(183)	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	7 886	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	(1 711)	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-
<b>Solde de clôture 31/12/2024</b>	<b>55 419</b>	-	-	-	-	-	-

Tableau 2 sur 3	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat								
	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI			Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
		Actions et autres titres à revenu variable et titres de participation non consolidés	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle			Titres de dettes	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle
(en milliers d'euros)									
Solde de clôture 31/12/2023	-	-	-	43 310	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-	(183)	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-	(183)	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	-	-	-	7 074	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-	-	-	(1 711)	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde de clôture 31/12/2024	-	-	-	48 490	-	-	-	-	-

Tableau 3 sur 3	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		
	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Instruments dérivés de couverture
(en milliers d'euros)			
Solde de clôture 31/12/2023	6 117	-	-
Gains /pertes de la période (1)	-	-	-
Comptabilisés en résultat	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-
Achats de la période	812	-	-
Ventes de la période	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-
Transferts	-	-	-
Solde de clôture 31/12/2024	6 929	-	-

(1) ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture	(183)
Comptabilisés en résultat	(183)
Comptabilisés en capitaux propres	-

12 Impacts des évolutions comptables ou autres événements

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté n'est pas concernée.

13 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2024

Date de clôture

Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à la même date que celle des états financiers du Groupe :

13.1 Information sur les filiales

1.1.1 Restrictions sur les entités contrôlées

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté ne contrôle pas d'autres entités dans lesquelles elle détiendrait plus de la moitié des droits de votes. Elle n'est donc pas concernée par des restrictions de type réglementaires légales et contractuelles.

13.1.1 Soutiens aux entités structurées contrôlées

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté n'a accordé aucun soutien financier à une ou plusieurs entités structurées consolidées au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023.

13.1.2 Opérations de titrisation et fonds dédiés

Pour plus de détails sur ces opérations de titrisation et sur l'indication de la valeur comptable des actifs concernés et des passifs associés, il est possible de se reporter à la note 6.6 « Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue ».

Les Caisses régionales depuis 2015 ont participé à plusieurs titrisations True Sale. Ces titrisations sont des RMBS français soit autosouscrits, soit placés dans le marché par le Groupe.

Ces opérations se traduisent par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales et éventuellement LCL pour certains FCT, à un FCT (un par titrisation). Les FCT sont consolidés au sein du groupe Crédit Agricole.

Dans le cadre de ces titrisations, La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 400.524 millions d'euros aux FCT.

13.2 Composition du périmètre

Périmètre de consolidation du Crédit Agricole de Franche-Comté	Méthode de consolidation (1)	Modification de périmètre (2)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle (3)	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2023	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2022
Établissement bancaire et financier									
FCT Crédit Agricole Habitat 2020	Globale		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
FCT Crédit Agricole Habitat 2022	Globale		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
FCT Crédit Agricole Habitat 2024	Globale		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
CL GLOBALISEE E82501	Mère		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
Caisse Régionale Franche-Comté E82500	Mère		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
Sociétés de crédit-bail et location									
Sociétés de bourse									
Sociétés d'investissement									
Crédit Agricole F.C Investissement	Globale		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
Assurance									
Développement touristique-immobilier									

Franche-Comté Développement Foncier E82507	Globale		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
Franche-Comté Crédit Agricole Immobilier E82515	Globale		France		Filiale	100%	100%	100%	100%
<b>OPVCM</b>									
<b>Fonds UC</b>									
<b>OPCI</b>									
<b>SCI</b>									
<b>Divers</b>									

(1) Intégration globale  
Mise en équivalence  
Juste valeur

(2) Entrée (E) dans le périmètre  
E1 : Franchissement de seuil  
E2 : Création  
E3 : Acquisition (dont les prises de contrôle)  
Sortie (S) de périmètre  
S1 : Cessation d'activité (dont dissolution, liquidation)  
S2 : Société cédée au hors groupe ou perte de contrôle  
S3 : Entité déconsolidée en raison de son caractère non significatif  
S4 : Fusion absorption  
S5 : Transmission Universelle du Patrimoine  
Divers (D)  
D1 : Changement de dénomination sociale  
D2 : Modification de mode de consolidation  
D3 : Entité nouvellement présentée dans la note de périmètre  
D4 : Entité classée en actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

(3) F : Filiale  
S : Succursale  
ESC : Entité structurée contrôlée  
Co-E : Co-entreprise  
OC : Opération en commun  
EA : Entreprise associée

Au 31 décembre 2024, La caisse Régionale du Crédit Agricole ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées aux FCT.

Liste des Caisses Locales :

BAUME ROUGEMONT	5 place de la Libération 25110 BAUME LES DAMES CEDEX
FRANCHES MONTAGNES	10 rue Montalembert 25120 MAICHE CEDEX
PAYS DE MONTBELIARD	50 place Albert Thomas 25200 MONTBELIARD
MORTEAU	8 place Carnot 25500 MORTEAU

PONTARLIER	59 rue de la République 25303 PONTARLIER CEDEX
PONT DE ROIDE	21 rue de Besançon 25150 PONT DE ROIDE CEDEX
VALDAHON	1 place du Général de Gaulle 25800 VALDAHON
AUDEUX SAINT VIT	25 bis avenue Charles de Gaulle 25410 SAINT VIT
MONTBENOIT	20 rue du Val Saugeais 25650 MONTBENOIT – Rép. du Saugeais
HAUT DOUBS FORESTIER	21 Grande rue 25240 MOUTHE
VAL DES ILES	6 rue de Lattre de Tassigny 25250 L'ISLE SUR LE DOUBS CEDEX
SANCEY LE GRAND	38 rue de Lattre de Tassigny 25430 SANCEY LE GRAND CEDEX
QUINGEY	6 grande rue 25440 QUINGEY
LES DEUX VALS	9 grande rue 25510 PIERREFONTAINE LES VARANS
PAYS DE COURBET	6 place Gustave Courbet 25290 ORNANS
BESANCON VILLE	11 avenue Elisée Cusenier 25084 BESANCON CEDEX
BESANCON OUEST	4 Avenue Montboucons 25000 BESANCON
GRAY	13 rue Gambetta 70100 GRAY
HERICOURT	31 avenue Léon Jouhaux

	70400 HERICOURT
JUSSEY	13 rue Gambetta 70500 JUSSEY
LURE	56 avenue de la République 70200 LURE
LUXEUIL	35 rue Jules Jeanneney 70300 LUXEUIL LES BAINS
GY MARNAY PESMES	2 rue Beauregard 70700 GY
DAMPIERRE SUR SALON	1 rue Louis Dornier 70180 DAMPIERRE SUR SALON
PORT SUR SAONE	15 rue Lavaire 70170 PORT SUR SAONE
RIOZ MONTBOZON	6 avenue Jules Jeanneney 70190 RIOZ
SAINT LOUP VAUVILLERS	19 place Jean Jaurès 70800 SAINT LOUP SUR SEMOUSE
VESOUL	28 rue d'Alsace Lorraine 70000 VESOUL
VILLERSEXEL	15 place de l'hôtel de ville 70110 VILLERSEXEL
DELLE	3 place de la République 90100 DELLE
BELFORT FONTAINE GIROMAGNY	2 parking des arts 90006 BELFORT CEDEX
LA BRESSE	44 rue Louis le Grand 39140 BLETTERANS CEDEX
LES DEUX PLATEAUX	48 avenue de la République 39301 CHAMPAGNOLE CEDEX



LA PLAINE	19 grande rue 39120 CHAUSSIN CEDEX
REGION DES LACS	5 bis grande rue 39130 CLAIRVAUX
ENTRE SERRE ET CHAUX	3 bis rue de Besançon 39700 DAMPIERRE CEDEX
DOLE ET PAYS DOLOIS	3 rue de Besançon 39100 DOLE CEDEX
LONS LE SAUNIER	23 rue Lafayette 39006 LONS LE SAUNIER CEDEX
MOREZ LES ROUSSES	165 rue de la République 39400 MOREZ
LA PETITE MONTAGNE	5 chemin des Perrières 39270 ORGELET
ARBOIS POLIGNY	58 grande rue 39602 ARBOIS
SUD REVERMONT	12 place d'armes 39160 SAINT AMOUR
HAUT JURA	52 rue du Pré 39200 SAINT CLAUDE
SALINS VILLERS	28 rue de la République 39110 SALINS LES BAINS CEDEX
REVERMONT	1 grande rue 39210 VOITEUR

Liste des filiales :

Filiales	Président	Adresse
Franche-Comté Développement Foncier	Eric MARTIN	11 avenue Elisée Cusenier 25084 BESANCON CEDEX

(FCDF)		
Crédit Agricole Franche-Comté Investissements (CAFCI)	Franck BERTRAND	11 avenue Elisée Cusenier 25084 BESANCON CEDEX
Franche-Comté Crédit Agricole Immobilier (FCCAI)	Eric MARTIN	26 avenue de la République 25000 BESANCON

## 14 Participations et entités structurées non consolidées

### 14.1 Participations non consolidées

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 67 933 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 56 869 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

#### 14.1.1 Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation

Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Motif d'exclusion du périmètre de consolidation
		31/12/2024	31/12/2023	
SICS	France	50,00%	50,00%	Inférieur au seuil de matérialité
HESIB	France	25,00%	25,00%	Inférieur au seuil de matérialité
CA ASSURANCE REGION	France	20,00%	20,00%	Inférieur au seuil de matérialité
CREDIT AGRICOLE CAPITAL PME	France	12,07%	12,07%	Inférieur au seuil de matérialité
CREDIT AGRICOLE CAPITAL PME2	France	10,00%	10,00%	Inférieur au seuil de matérialité

#### 14.1.2 Titres de participation non consolidés et présentant un caractère significatif

Les titres de participation représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Montant des capitaux propres (1)	Résultat du dernier exercice (1)
		31/12/2024	31/12/2023		
CREDIT AGRICOLE NEXT BANK	Suisse	12,60%	12,60%	452 675	11 865
SAS VIOTTE	France	18,50%	18,50%	2 898	586

(1) Le montant des capitaux propres et le résultat du dernier exercice peuvent être omis lorsque, en raison de leur nature, leur divulgation porterait gravement préjudice à une des entreprises auxquelles elles se rapportent. Dans ce cas, il est fait mention du caractère incomplet des informations données.

## 14.2 Informations sur les entités structurées non consolidées

Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

### Informations sur la nature et l'étendue des intérêts détenus

#### Fonds de placement

La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté investit dans des sociétés créées afin de répondre à la demande des investisseurs dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, d'une part, et dans le cadre du placement des primes d'assurance reçues des clients des sociétés d'assurance conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code des assurances d'autre part. Les placements des sociétés d'assurance permettent de garantir les engagements pris vis-à-vis des assurés tout au long de la vie des contrats d'assurance. Leur valeur et leur rendement sont corrélés à ces engagements.

### Informations sur les risques associés aux intérêts détenus

#### Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités

Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023, l'implication de La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté dans des entités structurées non consolidées est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour La Caisse Régionale du Crédit Agricole de Franche-Comté dans les tableaux ci-dessous :

	31/12/2024			
	Fonds de placement (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	160 416	160 416	-	160 416
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-
<b>Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	<b>160 416</b>	<b>160 416</b>	<b>-</b>	<b>160 416</b>
<b>Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Bilan des entités structurées non consolidées</b>	<b>10 766 614</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Exposition au risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

	31/12/2023			
	Fonds de placement (1)			
	Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	17 050	17 050	-	17 050
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-

Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	17 050	17 050	-	17 050
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-
Total Bilan des entités structurées non consolidées	612 320	-	-	-

(1) Les entités structurées non sponsorisées ne présentent pas de risques spécifiques liées à la nature de l'entité. Des informations relatives à ces expositions sont communiquées dans la note 3.1 « Exposition au risque de crédit » et dans la note 3.3 « Risque de marché ». Il s'agit des fonds de placement dans lesquels le Groupe n'est pas gérant et des entités de financement structuré dans lesquelles le Groupe a uniquement accordé un prêt.

Exposition maximale au risque de perte

L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de CDS (*credit default swap*) pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du *mark-to-market*. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

15 Événements postérieurs au 31 décembre 2024

En date du 31 décembre 2024, aucuns évènements postérieurs à la clôture susceptible d'avoir un impact sur les comptes de l'exercice 2024 n'est intervenu.

II - Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Franche Comté,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Franche Comté relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

✓ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons

que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie

« Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes consolidés » du présent rapport.

✓ **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1

er janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**Justification des appréciations - Points clés de l’audit**

En application des dispositions des articles L. 821 -53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à

la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes consolidés de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion

sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

✓ **Dépréciation des crédits sur une base individuelle**

Risque identifié	Notre réponse
<p>Du fait de son activité, votre caisse régionale est notamment exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l’agriculture.</p> <p>Comme indiqué dans le paragraphe « Risque de crédit et étapes de dépréciation/provisionnement » de la note 1.2 de l’annexe aux comptes consolidés, les encours en défaut (Stage 3) sont dépréciés lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de ces actifs financiers.</p> <p>Le montant de ces dépréciations correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus à maturité (incluant le principal et les intérêts).</p> <p>S’agissant de la détermination d’éventuelles dépréciations, votre direction est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macro- économique de l’exercice 2024, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▶ mené des entretiens au cours de l’exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;</li><li>▶ testé l’efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre caisse régionale relatifs à ces procédures ;</li><li>▶ analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit en prenant en compte, le cas échéant, l’impact du contexte macro-</li></ul>

économique sur ces flux ou les garanties spécifiques liées aux plans de soutien à l'économie ;

mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux.

Nous considérons la détermination de ces dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction pour déterminer les flux futurs estimés actualisés dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024 tel qu'indiqué dans la note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés. Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés qui s'élève à M€.120,8.

**Risque de crédit et estimation des pertes attendues sur les expositions n'étant pas en défaut**

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans le paragraphe « Risque de crédit et étapes de dépréciation/provisionnement » de la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, votre caisse régionale comptabilise des corrections de</p> <p>valeur au titre des pertes de crédit attendues (<i>Expected Credit Losses</i> ou « ECL ») dès la comptabilisation initiale d'un instrument financier (crédit, titre de dettes, garantie, etc.), au titre des pertes de crédit attendues sur douze mois (Stage 1),</p> <p>et si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, à maturité (Stage 2).</p> <p>Les corrections de valeur reposent sur des</p> <p>estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de pertes en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut tenant compte de données macro-économiques prospectives (<i>Forward Looking</i>) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au niveau de votre caisse régionale au regard des caractéristiques propres à ses portefeuilles de crédits.</p> <p>Ces corrections de valeur représentent en cumul sur les prêts et créances sur la clientèle et sur les engagements par signature, au 31 décembre 2024, un montant de M€.104,2 comme détaillé dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Nous considérons qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de :</p> <p>► l'importance des hypothèses prises, en particulier</p> <p>dans le contexte macro-économique de l'exercice 2024</p>	<p>tel qu'indiqué dans la note 3.1 de l'annexe aux comptes consolidés ;</p>

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nos travaux ont notamment consisté à :

- prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de détermination des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants :
  - les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;
  - le processus d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de l'importance des crédits à la clientèle dans le bilan, et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédit à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (*Forward Looking* central et local) ou des critères de transfert parmi les catégories d'expositions homogènes de risques (Stages 1 et 2).

défaut « PD », perte en cas de défaut *Loss Given Default* ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte macro-économique de l'exercice 2024 ;

- la gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et des paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante ;
- la réalisation de tests ciblés sur l'outil utilisé pour calculer les corrections de valeurs ;
- tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de détermination des corrections de valeur sur la base d'un échantillon de dossiers ;
- contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des corrections de valeur dans l'outil de provisionnement ;
- apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macro-économique pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du *Forward Looking* local ;
- analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2024 ;
- examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes consolidés.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations données dans le

rapport sur la gestion du groupe du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

### Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

#### ✓ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de Franche Comté par votre assemblée générale du 29 mars 2016 pour le cabinet FORVIS MAZARS et du 30 mars 2022 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2024, le cabinet FORVIS MAZARS était dans la neuvième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la troisième année.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, saufs'il est prévu de liquider la caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de

L'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

#### ✓ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement

s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre caisse régionale.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

✓

**Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de

déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Besançon et Toulouse, le 11 mars 2025

Les Commissaires aux  
Comptes

FORVIS      MAZARS      **BOURGOGNE**  
**FRANCHE COMTE**

ERNST & YOUNG  
Audit

Matthew Brown

Frank Astoux

